

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 décembre 2020

PROJET DE LOI
**contenant le Budget général des dépenses
pour l'année budgétaire 2021**

AVIS

**sur la section 23 – SPF Emploi,
Travail et Concertation sociale**

(partim: Égalité des Chances)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA SANTÉ ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES
PAR
MME Séverine de LAVELEYE

SOMMAIRE

Pages

I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion	3
III. Réponses de la secrétaire d'état.....	39
IV. Répliques et questions complémentaires	48
V. Réponses complémentaires de la secrétaire d'état.....	54
VI. Dernières répliques des membres	61
VII. Avis	64

Voir:

Doc 55 1578/ (2020/2021):

- 001: Budget général des dépenses.
- 002: Rapport.
- 003: Amendements.
- 004 à 006: Rapports.
- 007: Amendements.
- 008 à 021: Rapports.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 december 2020

WETSONTWERP
**houdende de Algemene uitgavenbegroting
voor het begrotingsjaar 2021**

ADVIES

**over sectie 23 – FOD Werkgelegenheid,
Arbeid en Sociaal Overleg**

(partim: Gelijke Kansen)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR GEZONDHEID EN GELIJKE KANSEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Séverine de LAVELEYE

INHOUD

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Bespreking.....	3
III. Antwoorden van de staatssecretaris.....	39
IV. Replieken en bijkomende vragen.....	48
V. Bijkomende antwoorden van de staatssecretaris	54
VI. Laatste replieken van de leden	61
VII.Advies	64

Zie:

Doc 55 1578/ (2020/2021):

- 001: Algemene uitgavenbegroting.
- 002: Verslag.
- 003: Amendementen.
- 004 tot 006: Verslagen.
- 007: Amendementen.
- 008 tot 021: Verslagen.

03688

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Thierry Warmoes

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels, Yoleen Van Camp
Ecolo-Groen	Séverine de Laveleye, Barbara Creemers, Laurence Hennuy
PS	Patrick Prévot, Hervé Rigot, Eliane Tillieux
VB	Steven Creyelman, Dominiek Snepe
MR	Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin
CD&V	Nathalie Muylle
PVDA-PTB	Thierry Warmoes
Open Vld	Robby De Caluwé
sp.a	Karin Jiroflee

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Björn Anseeuw, Tomas Roggeman, Darya Safai, Valerie Van Peel
Simon Moutquin, Nicolas Parent, Evita Willaert
Jean-Marc Delizée, Marc Goblet, Sophie Thémont, Laurence Zanchetta
Nathalie Dewulf, Kurt Ravyts, Hans Verreyt
Michel De Maegd, Nathalie Gilson, Benoît Piedboeuf
Nawal Farih, Els Van Hoof
Sofie Merckx, Nadia Moscufo
Tania De Jonge, Goedele Liekens
Gitta Vanpeborgh, Kris Verduyckt

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Catherine Fonck
-----	-----------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het deft nitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigeleurgig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné la section 23 – SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, *partim*: Egalité des Chances, du projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021 (DOC 55 1578/001), ainsi que la justification (DOC 55 1579/013) et la note de politique générale y afférentes (DOC 55 1580/022) au cours de ses réunions des 17 et 25 novembre 2020.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

La secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au ministre de la Mobilité, Mme Sarah Schlitz, expose les lignes de force de son exposé d'orientation politique et de sa note de politique générale.

À la fin de son exposé, la secrétaire d'État indique qu'elle aimerait voir une coopération plus étroite entre les parlementaires et les membres du gouvernement. C'est pourquoi la secrétaire d'État propose de présenter plus tard une seconde version de la note de politique générale, qui reprendra les bonnes propositions des membres.

Elle pose aussi quelques questions concrètes aux parlementaires:

- quelles sont les propositions des parlementaires pour rendre le Parlement plus inclusif?
- quelle doit être la relation entre le Comité d'avis pour l'émancipation sociale et la commission de la Santé et de l'Égalité des chances?
- faut-il créer une commission de l'Égalité des chances à part entière?

II. — DISCUSSION

Mme Valerie Van Peel (N-VA) fait remarquer, avant de formuler ses remarques sur le plan du contenu, qu'il est dérangeant qu'une secrétaire d'État à l'Égalité des chances n'ait pas parlé en néerlandais lors de la présentation de son exposé d'orientation politique.

Mme Van Peel aborde ensuite le chapitre consacré à l'égalité des genres. À la lecture de ce chapitre, l'intervenante a été frappée par le fait que la secrétaire d'État accorde de l'attention à des thèmes très importants,

DAMES, HEREN,

Uw commissie heeft sectie 23 – FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, *partim* Gelijke Kansen, van het wetsontwerp houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021 (DOC 55 1578/001), evenals de daarop betrekking hebbende verantwoording (DOC 55 1579/013) en beleidsnota (DOC 55 1580/022), besproken tijdens haar vergaderingen van 17 en 25 november 2020.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit, mevrouw Sarah Schlitz, zet de krachtlijnen uiteen van haar beleidsverklaring en -nota.

Aan het einde van haar uiteenzetting geeft de staatssecretaris aan dat zij graag een nauwere samenwerking tussen parlementsleden en regeringsleden zou zien. Daarom stelt de staatssecretaris voor dat zij later met een tweede versie van de beleidsnota zal terugkomen, waarin goede voorstellen van de leden zullen worden opgenomen.

Ze legt ook enkele concrete vragen voor aan de parlementsleden:

- welke voorstellen hebben de parlementsleden om het parlement inclusiever te maken?
- hoe moeten het Adviescomité voor de maatschappelijke emancipatie en de commissie Gezondheid en Gelijke Kansen zich tot elkaar verhouden?
- moet er een volwaardige commissie Gelijke Kansen worden opgericht?

II. — BESPREAKING

Mevrouw Valerie Van Peel (N-VA) merkt op, voorafgaand aan haar inhoudelijke opmerkingen, dat het storend is dat een staatssecretaris voor Gelijke Kansen bij de voorstelling van haar beleidsverklaring geen Nederlands spreekt.

Daarna bespreekt mevrouw Van Peel het hoofdstuk over gendergelijkheid. Bij de lezing van dit hoofdstuk, valt het de spreekster op dat de staatssecretaris aandacht schenkt aan zeer belangrijke thema's, zoals intrafamiliaal

comme la violence intrafamiliale et les personnes en situation de handicap, mais qu'elle met toujours, à cet égard, l'accent sur les femmes. Les autres groupes de la société, qui souffrent aussi de la discrimination et de l'absence d'égalité des chances, se voient ainsi consacrer beaucoup moins d'attention, et elle ne tient ainsi pas du tout compte de la complexité de nombreux thèmes. Il semble que la secrétaire d'État s'est laissée emporter par son félichisme. La secrétaire d'État a raison sur le fait qu'il y a encore beaucoup de travail à accomplir sur le plan de l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est d'ailleurs étayé scientifiquement. L'objectif n'est cependant pas d'aborder constamment d'autres thèmes de ce point de vue. Si la secrétaire d'État voulait absolument mettre un groupe en avant, elle aurait mieux fait de miser sur l'égalité des chances des enfants.

Ainsi, la secrétaire d'État plaide par exemple en faveur d'une application d'urgence pour les femmes et les jeunes filles sourdes. Cette application est-elle également disponible pour les hommes et les garçons? Était-il nécessaire d'associer la problématique homme-femme à celle de la surdité?

La secrétaire d'État qualifie aussi d'"historique" le fait qu'elle soit le premier membre du gouvernement à avoir rédigé une note d'orientation politique en écriture inclusive. Selon l'intervenante, la secrétaire d'État n'aide aucune femme avec cette écriture inclusive et ferait mieux de s'attaquer à des problèmes concrets.

En général, l'intervenante ne trouve pas de propositions concrètes dans les textes de la secrétaire d'État. Une seule fois, elle mentionne qu'elle élaborera un "plan" contre la violence intrafamiliale pendant le confinement, qui donnera lieu à des mesures concrètes. Selon l'intervenante, il est navrant que le gouvernement fédéral n'ait toujours pas entrepris d'action concrète contre cette violence, alors que le problème est connu depuis de nombreux mois. Au niveau flamand, un plan est déjà prêt avec différentes mesures. L'intervenante conseille à la secrétaire d'État de prendre contact avec les différentes organisations d'aide, qui peuvent toutes présenter des axes de travail concrets qui permettront à la secrétaire d'État de se mettre directement au travail. Elle ne doit donc pas attendre de disposer d'un plan qui ne pourra peut-être être mis en œuvre qu'après le confinement.

La secrétaire d'État accorde donc une attention disproportionnée aux femmes dans sa note. Un premier thème qu'elle aborde est l'attention croissante accordée au féminicide après le meurtre d'Ilse Uyttersprot. L'intervenante trouve étrange que la secrétaire d'État formule déjà un jugement sur une affaire qui n'a pas encore été jugée. La secrétaire d'État milite pour que

geweld en mensen met een beperking, maar dat zij daarbij steeds de focus legt op vrouwen. Daardoor krijgen andere groepen in de samenleving, die ook lijden onder discriminatie en een gebrek aan gelijke kansen, veel minder aandacht en doet ze de complexiteit van vele thema's compleet teniet. Het lijkt alsof de fetisj van de staatssecretaris met haar aan de haal is gegaan. De staatssecretaris heeft gelijk over het feit dat er nog veel werk is op het vlak van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen, dat is ook wetenschappelijk onderbouwd. Het is echter niet de bedoeling dat andere thema's constant vanuit deze lens worden bekeken. Als de staatssecretaris er toch absoluut een groep uit had willen lichten, dan had zij zich beter kunnen inzetten voor de gelijke kansen van kinderen.

Zo pleit de staatssecretaris bijvoorbeeld voor een nood-app voor dove vrouwen en jonge meisjes. Is die app ook beschikbaar voor mannen en jongens? Was het nodig om de man-vrouw-problematiek aan de problematiek van doofheid te koppelen?

De staatssecretaris noemt het ook "historisch" dat zij als eerste regeringslid een beleidsverklaring in inclusief Frans heeft opgesteld. Volgens de spreekster helpt de staatssecretaris geen enkele vrouw met deze *écriture inclusive* en zou zij beter concrete problemen aanpakken.

In het algemeen mist de spreekster in de teksten van de staatssecretaris concrete voorstellen. Slechts eenmaal meldt de staatssecretaris dat zij "een plan" zal opstellen tegen intrafamilial geweld tijdens de lockdown, waaruit concrete maatregelen zullen voortvloeien. Volgens de spreekster is het schijnend dat de federale regering nog steeds geen concrete actie heeft ondernomen tegen dit geweld, terwijl het probleem nu al vele maanden gekend is. Op het Vlaamse niveau ligt er reeds een plan klaar met verschillende maatregelen. De spreekster raadt de staatssecretaris aan om contact op te nemen met de verschillende hulporganisaties, die allen concrete werkpunten kunnen aanvoeren waarmee de staatssecretaris onmiddellijk aan de slag kan gaan. Ze hoeft dus niet te wachten tot er een plan klaar is, dat dan misschien pas na de lockdown geïmplementeerd kan worden.

De staatssecretaris geeft dus onevenredig veel aandacht aan vrouwen in haar nota. Een eerste thema dat zij aansnijdt, is de groeiende aandacht voor feminicide na de moord op Ilse Uyttersprot. De spreekster vindt het vreemd dat de minister reeds oordeelt over een zaak waarin nog geen uitspraak is gedaan. De staatssecretaris ijvert ervoor om feminicide als een apart misdrijf in

l'on insère le féminicide en tant qu'infraction distincte dans le Code pénal et renvoie aux auditions qui ont eu lieu en commission de la Justice. Pourtant, aucun expert invité lors de ces auditions ne plaide pour que l'on insère le féminicide dans le Code pénal. Cela poserait en effet problème en ce qui concerne le principe d'égalité. En outre, il est aussi difficile de définir précisément le féminicide. Le meurtre doit-il toujours avoir été commis par un homme? Ou bien un féminicide peut-il également avoir lieu dans le cadre d'une relation lesbienne?

La secrétaire d'État fait précisément ce qu'elle souhaite éviter – et c'est en général le cas dans la note –, en faisant des femmes un groupe de victimes, alors que l'on peut bel et bien s'attaquer à de nombreux problèmes concrets dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Plus loin dans la note, la secrétaire d'État indique que la répartition inégale des tâches domestiques a augmenté durant le confinement. Sur quelle étude scientifique se base-t-elle? Il n'y a en effet encore que très peu de résultats d'études sur des thèmes comme les chiffres en matière de suicide ou l'augmentation de la violence intrafamiliale pendant le confinement. Comment la secrétaire d'État peut-elle alors déjà disposer de chiffres objectifs sur les tâches domestiques?

La secrétaire d'État écrit aussi que les mères célibataires ont rencontré encore plus de difficultés pendant le confinement. Ne faut-il pas renvoyer, en l'occurrence, aux parents célibataires en général? La secrétaire d'État va-t-elle mener une politique soutenant uniquement les mères célibataires, et pas les pères?

Toujours dans le chapitre sur l'égalité des genres, la secrétaire d'État indique que nous devons lutter contre les personnes qui remettent en question des faits incontestables et contre le "backlash". Quand elle parle de "backlash", de qui la secrétaire d'État parle-t-elle? Va-t-elle mettre l'accent sur des communautés spécifiques?

L'intervenante trouve qu'il n'est pas étonnant que la secrétaire d'État souhaite renforcer l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Il s'est cependant avéré ces dernières années qu'il est difficile de faire travailler séparément l'IEFH et Unia, en raison de la complexité de la discrimination. Pourquoi la secrétaire d'État s'accroche-t-elle dès lors à une sorte de cloisonnement?

En ce qui concerne les violences basées sur le genre, la secrétaire d'État se concentre à nouveau principalement sur les femmes. Les statistiques relatives à la violence contre les femmes sont en effet dramatiquement élevés. Il n'est toutefois pas correct de concentrer l'ensemble

het Strafwetboek te laan opnemen en verwijst naar de hoorzittingen die hebben plaatsgevonden in de commissie Justitie. Nochtans pleit geen enkele expert die op deze hoorzittingen werden uitgenodigd om feminicide in het strafrecht op te nemen. Er zou namelijk een probleem ontstaan met het gelijkheidsbeginsel. Bovendien is het ook moeilijk om feminicide precies te definiëren. Moet de moord steeds door een man worden gepleegd? Of kan het bijvoorbeeld ook binnen een lesbische relatie gebeuren?

De staatssecretaris doet net – en dat doet ze in het algemeen in de nota – wat ze wil vermijden, en maakt van de vrouwen een slachtoffergroep, terwijl er wel degelijke veel concrete problemen kunnen worden aangepakt in de strijd voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen.

Verder in de nota stelt de staatssecretaris dat de ongelijke verdeling van de huishoudelijke taken toenam tijdens de lockdown. Op welk wetenschappelijk onderzoek baseert de staatssecretaris zich? Er bestaan immers nog zeer weinig onderzoeksresultaten over zaken als de zelfmoordcijfers of de toename van het intrafamilial geweld tijdens de lockdown. Hoe kan de staatssecretaris dan al over objectieve cijfers met betrekking tot het huishoudelijk werk beschikken?

De staatssecretaris schrijft ook dat alleenstaande moeders het nog moeilijker kregen tijdens de lockdown. Moet er hier niet worden verwezen naar alleenstaande ouders in het algemeen? Gaat de staatssecretaris een beleid voeren dat alleen de alleenstaande moeders ondersteunt, en niet de vaders?

Nog steeds in het hoofdstuk rond gendergelijkheid stelt de staatssecretaris dat we de strijd moeten aangaan tegen mensen die "onbetwistbare feiten in twijfel trekken", en tegen de tegenstroom. Wie is die tegenstroom volgens de staatssecretaris? Gaat zij focussen op specifieke gemeenschappen?

De spreekster vindt het niet verrassend dat de staatssecretaris het Instituut voor de Gelijkheid van vrouwen en mannen (IGVM) wil versterken. Het is de laatste jaren wel gebleken dat het moeilijk is om het IGVM en Unia apart van elkaar te laten werken, omwille van de complexiteit van discriminatie. Waarom blijft de staatssecretaris dan vasthouden aan een soort van hokjesdenken?

Wanneer het om gendergerelateerd geweld, richt de staatssecretaris zich ook weer voornamelijk op vrouwen. De cijfers voor geweld tegen vrouwen zijn inderdaad dramatisch hoog. Het is echter niet correct om het volledige beleid te richten op de groep die het vaakst slachtoffer

de la politique sur le groupe qui est le plus souvent victime de la violence. Cette politique devrait avant tout également se concentrer sur les enfants, qui sont très souvent impliqués d'une manière ou d'une autre en cas de violences intrafamiliales. Il convient également de prêter attention aux hommes qui sont victimes de la violence basée sur le genre. L'intervenante aurait apprécié que la note contienne un chapitre dédié à la "violence intrafamiliale", dont une section serait consacrée à la violence contre les femmes. En l'occurrence, la secrétaire d'État fait le contraire, en laissant entendre que seules les femmes sont victimes de violences intrafamiliales ou d'autres violences liées au genre. Elle oublie ainsi un grand nombre de victimes.

Dans le volet relatif à la violence sexuelle, Mme Van Peel ne trouve rien de bien neuf. Il est néanmoins très positif que la secrétaire d'État envisage de poursuivre le déploiement des centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS), afin qu'il y en ait au moins un par province. Comment ce projet sera-t-il financé? Quel est le montant prévu?

La lutte contre le sexismes, en ligne et hors ligne, constitue sans aucun doute un point d'attention important. L'intervenante considère que Child Focus pourra probablement formuler un certain nombre de propositions, que la secrétaire d'État pourra mettre en pratique.

Le chapitre suivant porte sur l'égalité de genre dans les sphères professionnelles et privées. Il est indéniable que les femmes sont toujours moins bien payées que les hommes pour un même travail et qu'il faut s'attaquer à cette injustice. Toutefois, la secrétaire d'État utilise dans sa note une formulation inadéquate. Par exemple, elle affirme que l'accès au marché du travail est plus difficile pour les femmes roms. Exprimé de cette manière, il semble que cela ne dépende que des employeurs, alors que la problématique des femmes roms est beaucoup plus vaste.

De plus, la secrétaire d'État parle des "métiers dits féminins". L'intervenante trouve cette formulation très désobligante et peu respectueuse envers les femmes et les hommes qui choisissent ces emplois avec conviction.

Un peu plus loin, la secrétaire d'État plaide également en faveur de quotas. L'intervenante serait plutôt favorable à des objectifs chiffrés, tels qu'utilisés en Flandre. En outre, on ne sait pas clairement quand les quotas devront finalement être supprimés. Ils devraient en fait constituer une mesure d'urgence qui peut être supprimée lorsqu'elle n'est plus nécessaire. La politique doit

is van geweld. In de eerste plaats moet dat beleid ook gericht zijn op kinderen, die wanneer er sprake is van intrafamiliaal geweld, heel vaak op één of andere manier betrokken zijn. Er moet echter ook aandacht zijn voor mannen die het slachtoffer zijn van gendergerelateerd geweld. De spreekster had het juist gevonden als er een hoofdstuk "intrafamiliaal geweld" was geweest, met daarin een sectie gewijd aan geweld tegen vrouwen. Nu doet de staatssecretaris het omgekeerde en doet zij net of enkel vrouwen het slachtoffer zijn van intrafamiliaal of ander gendergerelateerd geweld. Hierdoor vergeet zij een groot aantal slachtoffers.

In het luik over seksueel geweld vindt mevrouw Van Peel weinig nieuwe dingen terug. Het is wel zeer positief dat de staatssecretaris plant om de uitrol van de Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG) voort te zetten, zodat er minstens één per provincie zal zijn. Hoe zal dit gefinancierd worden? In welk bedrag is voorzien?

De strijd tegen sexismes, on- en offline, is zeker een belangrijk aandachtspunt. De spreekster denkt dat Child Focus waarschijnlijk een aantal voorstellen kan doen die de staatssecretaris in de praktijk zal kunnen omzetten.

Een volgende hoofdstuk gaat over gendergelijkheid thuis en op het werk. Het is ontzettend waar dat vrouwen nog steeds minder betaald worden dan mannen voor hetzelfde werk en dat deze onrechtvaardigheid moet worden aangepakt. De staatssecretaris gebruikt in haar nota echter de verkeerde termen. Zo zegt ze bijvoorbeeld dat de toegang tot de arbeidsmarkt voor Roma-vrouwen moeilijker is. Zoals zij het schrijft, lijkt het alsof dit enkel aan de werkgevers ligt, terwijl de problematiek rond de Roma-vrouwen veel breder is.

Wat verder heeft de staatssecretaris het over de "zo-genaamde vrouwenbanen". De spreekster vindt dit een zeer denigrerende formulering en niet erg respectvol tegenover de vrouwen én mannen die met overtuiging voor deze jobs kiezen.

De staatssecretaris pleit even later ook voor quota. De spreekster is eerder een voorstander van streefcijfers, waarmee men in Vlaanderen werkt. Bovendien is het niet duidelijk wanneer de quota eindelijk afgeschaft moeten worden. Ze zouden namelijk een noodinstrument moeten zijn, dat kan afgeschaft worden wanneer het niet meer nodig is. Het beleid moet barrières wegnemen wanneer

supprimer les obstacles lorsqu'ils existent, mais elle ne doit pas non plus pousser certains groupes dans une certaine direction contre leur volonté.

L'intervenante se réjouit que la secrétaire d'État entendre réduire le prix de la contraception pour les femmes.

Dans le chapitre relatif au *gender mainstreaming*, la secrétaire d'État évoque l'inégalité entre les femmes et les hommes en termes d'espérance de vie. L'intervenante souligne que l'espérance de vie des femmes est meilleure que celle des hommes.

Enfin, Mme Van Peel cite l'extrait dans lequel la secrétaire d'État propose d'annuler les dettes contractées par l'ex-conjoint, dont héritent des femmes avec enfants. Pourquoi ne prévoit-elle cette possibilité que pour les femmes? Ne peut-elle pas envisager des situations dans lesquelles c'est la femme qui est endettée et l'homme qui récupère ces dettes?

Mme Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) salue l'initiative de la secrétaire d'État de faire venir, pour la première fois dans l'histoire, des interprètes en langue des signes au Parlement. En tant que nouvelle députée, elle a eu l'honneur de côtoyer pendant un temps la première femme première ministre, la première femme présidente de la Chambre et d'assister à la première discussion d'un exposé d'orientation politique traduite en langue des signes.

Deuxièmement, l'intervenante estime qu'il importe de rappeler que la crise sanitaire que traverse le pays a frappé le plus durement les personnes les plus vulnérables. Une grande partie de ces personnes sont des femmes. Ce constat devrait inciter le Parlement à lutter encore plus contre les discriminations.

L'intervenante tient également à saluer l'ambition de l'exposé d'orientation politique et de la note de politique générale de la secrétaire d'État. Au cours de ses six premières semaines en tant que secrétaire d'État, Mme Schlitz a déjà préparé un plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui sera approuvé par le Conseil des ministres en temps utile. Ce plan est le résultat d'une consultation approfondie au sein du gouvernement, entre les niveaux de pouvoir et avec la société civile et il constituera donc une base de qualité pour des actions concrètes.

La secrétaire d'État a également réussi à démontrer la dimension systémique de la discrimination. Contrairement à l'intervenante précédente, Mme de Laveleye estime qu'il est nécessaire de nommer les mécanismes de discrimination, comme le patriarcat. Cela est également

die er zijn, maar moet bepaalde groepen ook niet tegen hun wil in een bepaalde richting duwen.

De spreekster vindt het wel een goede zaak dat de staatssecretaris de anticonceptieprijs voor vrouwen wil verlagen.

In het hoofdstuk over gendermainstreaming heeft de staatssecretaris het over de ongelijkheid tussen vrouwen en mannen op het vlak van de levensverwachting. De spreekster wijst erop dat de levensverwachting voor vrouwen beter is dan die voor mannen.

Ten slotte haalt mevrouw Van Peel het fragment aan waarin de staatssecretaris voorstelt om de schulden die vrouwen met kinderen van een insolvable ex-echtgenoot moeten overnemen kwijt te schelden. Waarom voorziet zij dit enkel voor vrouwen? Kan zij geen situaties bedenken waarin de vrouw schulden heeft gemaakt en de man achterblijft met de schulden?

Mevrouw Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) looft het initiatief van de staatssecretaris om voor de eerste maal in de geschiedenis doventolken mee te nemen naar het parlement. Ze is vereerd om als nieuw parlementslid een tijd te mogen meemaken met de eerste vrouwelijke eerste minister, de eerste vrouwelijke kamervoorzitster en de eerste besprekking van een beleidsverklaring die door doventolken wordt vertaald.

Ten tweede vindt de spreekster het belangrijk eraan te herinneren dat de gezondheidscrisis die het land doormaakt vooral de meest kwetsbare personen het hardst heeft getroffen. Een groot deel van die personen zijn vrouwen. Deze vaststelling moet het parlement ertoe aanzetten om nog meer te strijden tegen discriminatie.

Voorts wenst de spreekster ook de ambitie van de beleidsverklaring en beleidsnota van de staatssecretaris te loven. In haar eerste zes weken als staatssecretaris heeft mevrouw Schlitz reeds een Nationaal plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen klaar, dat eerstals zal worden goedgekeurd op de Ministerraad. Het plan is er gekomen door middel van grondig overleg binnen de regering, tussen de beleidsniveaus en met het middenveld en zal dus een goede basis vormen voor concrete acties.

De staatssecretaris is er bovendien in geslaagd om de systemische dimensie van discriminatie aan te tonen. In tegenstelling tot de voorgaande spreekster, vindt mevrouw de Laveleye het noodzakelijk om de discriminatiemechanismen, zoals het patriarchaat, te

confirmé par les recherches universitaires menées sur le sujet.

La secrétaire d'État démontre aussi clairement l'intersectionnalité des mécanismes d'oppression dans tous les chapitres de sa note de politique générale. Il y a en effet une différence entre un homme et une femme handicapés. Ce n'est en effet pas la même chose d'être une femme migrante ou un homme migrant. Il est très facile de dire, en tant que femme blanche ayant un niveau d'éducation très élevé, que cette discrimination intersectionnelle n'existe pas.

L'intervenante se félicite par ailleurs de l'intention de la secrétaire d'État de collaborer avec des spécialistes de la société civile et avec les personnes concernées. C'est également un soulagement de constater que la secrétaire d'État compte renforcer les deux institutions qui luttent contre la discrimination, et collaborer avec elles. La secrétaire d'État fait également preuve d'un grand respect pour le travail du Parlement et elle restera à l'écoute de ses propositions tout au long de son mandat. Enfin, la secrétaire d'État travaillera en étroite collaboration avec les autres membres du gouvernement. C'est également une très bonne chose.

Mme de Laveleye évoque ensuite le chapitre relatif à la violence basée sur le genre et à la violence sexuelle. La violence à l'égard des femmes peut prendre des formes très diverses: économique, sexuelle, psychologique ou physique. Il est maintenant grand temps que nous ayons un gouvernement qui s'attaque à ce problème. Le GREVIO a fait un certain nombre de recommandations à notre pays, et la secrétaire d'État s'est engagée à les suivre.

La secrétaire d'État tient également à aborder le problème du sexism et du harcèlement en ligne. Ce dernier phénomène est assez récent et il nécessite une approche particulière de la part du gouvernement, avec des outils spécifiques. L'intervenante attend beaucoup de la secrétaire d'État à cet égard.

En ce qui concerne le thème de "l'égalité de genre dans les sphères professionnelles et privées", beaucoup de travail a été réalisé au Parlement récemment. L'intervenante se félicite que la secrétaire d'État ait l'intention de poursuivre ce chantier et, par exemple, de doubler la durée du congé de maternité.

Le domaine des droits reproductifs et sexuels, ensuite, continue de nécessiter une grande vigilance. Les droits reproductifs des femmes sont actuellement en recul dans différentes parties du monde, même en Europe. La secrétaire d'État devra donc veiller à ce que ces droits soient préservés dans notre pays. L'intervenante

benoemen. Dat wordt ook bevestigd door het academisch onderzoek ter zake.

De staatssecretaris toont ook duidelijk de intersectionaliteit van de onderdrukking mechanismen aan in alle hoofdstukken van haar beleidsnota. Er is immers wel degelijk een verschil tussen een man met een beperking en een vrouw met een beperking. Het is wel degelijk anders om een vrouwelijke migrant te zijn dan een mannelijke migrant. Het is zeer gemakkelijk om als blanke, hoogopgeleide vrouw te zeggen dat deze intersectionele discriminatie niet bestaat.

Verder is de spreekster verheugd over de intentie van de staatssecretaris om samen te werken met het gespecialiseerde middenveld en met de betrokken personen. Het is ook een opluchting vast te stellen dat de staatssecretaris de twee instellingen die strijden tegen discriminatie zal versterken en met hen zal samenwerken. Ook toont de staatssecretaris een groot respect voor het werk van het parlement en zal ze tijdens haar ambtsperiode naar de voorstellen van het parlement blijven luisteren. Ten slotte zal de staatssecretaris ook nauw samenwerken met de andere leden van de regering. Ook dat is een erg goede zaak.

Vervolgens bespreekt mevrouw de Laveleye het hoofdstuk over gendergerelateerd en seksueel geweld. Geweld tegen vrouwen kan zeer verschillende vormen aannemen, namelijk economisch, seksueel, psychologisch of fysiek. Het is nu hoog tijd dat we een regering hebben die dit probleem aanpakt. De GREVIO heeft een aantal aanbevelingen gedaan aan ons land, en de staatssecretaris zal die opvolgen.

De staatssecretaris wil ook seksisme en online stalking aanpakken. Dat laatste is een vrij recent fenomeen en vraagt om een specifieke aanpak van de regering, met specifieke tools. De spreekster heeft op dat vlak grote verwachtingen van de staatssecretaris.

Met betrekking tot het thema van de "gendergelijkheid thuis en op het werk" is er in het Parlement recent al heel wat werk verricht. Het verheugt de spreekster dat de staatssecretaris van plan is om dit werk verder te zetten en bijvoorbeeld de duur van het bevallingsverlof te verdubbelen.

Het domein van de reproductieve en seksuele rechten, vervolgens, blijft een domein waarvoor grote waakzaamheid is geboden. Op dit moment worden op verschillende plaatsen in de wereld de reproductieve rechten van vrouwen teruggedraaid, zelfs in Europa. De staatssecretaris zal dus moeten garanderen dat deze rechten in ons land

se félicite tout particulièrement de l'attention portée par la secrétaire d'État à la contraception masculine.

En ce qui concerne le thème des personnes intersexes, deux propositions de résolution sont actuellement examinées au parlement. L'intervenante apprécie que la secrétaire d'État attende la fin des travaux au parlement pour ensuite mettre en œuvre ces résolutions.

Selon Unia, les personnes handicapées occupent la deuxième place du classement en ce qui concerne la discrimination. La secrétaire d'État propose une stratégie ambitieuse afin de lutter contre cette forme de discrimination.

La secrétaire d'État montre aussi clairement dans sa note de politique générale que la lutte pour l'égalité des chances doit aussi être menée au niveau international. Un certain nombre de conventions doivent encore être ratifiées par la Belgique. Notre pays peut saisir cette occasion pour réaliser des avancées en ce qui concerne une série de thèmes. La secrétaire d'État montre toutefois également que la Belgique est effectivement un bon élève pour toute une série de marqueurs et que notre pays doit jouer un rôle moteur pour les autres pays. Elle devra ainsi jouer ce rôle dans les négociations internationales.

À la fin de sa présentation, la secrétaire d'État a demandé quelles étaient les idées des membres pour rendre le Parlement et la politique plus inclusifs. L'intervenante souligne que le nouveau gouvernement est composé de manière paritaire, ce qui n'est toutefois pas ancré dans Constitution. Ce serait peut-être une bonne idée de le faire, afin que la composition paritaire du gouvernement reste également garantie à l'avenir.

L'intervenante souhaite en outre que l'on prête attention à la diversité au sein des cabinets des différents ministres.

Enfin, l'intervenante souligne encore le travail de qualité accompli au Sénat dans le domaine de l'égalité des chances. Elle est elle-même en faveur d'une nouvelle commission dédiée uniquement à l'égalité des chances et travaillant en étroite collaboration avec le Sénat.

M. Patrick Prévot (PS) ne doute pas de la volonté de la secrétaire d'État d'œuvrer sans ménagement pour l'égalité des chances et la diversité. En présentant sa note de politique générale en français inclusif, elle a suscité le débat et récolté quelques critiques. Sa décision de faire venir des interprètes en langues des signes au Parlement est également historique. L'intervenant estime que cela va au-delà de la pure symbolique et

behouden blijven. De spreekster is in het bijzonder verheugd over de aandacht die de staatssecretaris schenkt aan de mannelijke contraceptie.

Over het thema van de intersekse personen worden momenteel twee voorstellen van resolutie besproken in het parlement. De spreekster waardeert dat de staatssecretaris het verdere werk van het parlement zal afwachten, en daarna gevolg zal geven aan die resoluties.

Personen met een beperking staan volgens Unia op de tweede plaats op de ranglijst als het gaat om discriminatie. De staatssecretaris stelt een ambitieuze strategie voor om deze vorm van discriminatie te bestrijden.

De staatssecretaris toont in haar nota ook duidelijk aan dat de strijd voor gelijke kansen ook op internationaal vlak moet worden gestreden. Zo zijn er een aantal verdragen die nog door België moeten worden geratificeerd. Ons land kan de gelegenheid aangrijpen om met betrekking tot een aantal thema's vooruitgang te maken. De staatssecretaris toont echter ook aan dat België wel een goede leerling is voor een heel aantal markers en dat ons land de rol van locomotief moet spelen voor andere landen. Zij zal die rol dus moeten spelen in internationale onderhandelingen.

Aan het einde van haar presentatie vroeg de staatssecretaris welke ideeën de leden hebben om het parlement en de politiek inclusiever te maken. De spreekster wijst erop dat de nieuwe regering paritair is samengesteld. Dit is echter niet verankerd in de Grondwet. Het zou misschien een goed idee zijn om dit wel te doen, zodat de paritaire samenstelling van de regering ook in de toekomst gegarandeerd blijft.

Verder wenst de spreekster dat er ook aandacht wordt geschonken aan de diversiteit binnen de kabinetten van de verschillende ministers.

Ten slotte wijst de spreekster nog op het goede werk dat in de Senaat wordt geleverd op het vlak van gelijke kansen. Ze is zelf voorstander van een nieuwe commissie die enkel aan gelijke kansen gewijd zou zijn en die nauw zou samenwerken met de Senaat.

De heer Patrick Prévot (PS) twijfelt niet aan de wil van de staatssecretaris om hard aan de slag te gaan voor gelijke kansen en diversiteit. Enkel al met haar nota in inclusief Frans heeft zij het debat opgewekt en ook wat kritiek geoogst. Ook haar beslissing om doventolken mee te nemen naar het parlement, is historisch. Voor de spreker gaat dit verder dan pure symboliek, maar toont het aan dat men echt concrete acties moet ondernemen,

montre que des actions concrètes doivent vraiment être entreprises si l'on veut réellement parvenir à une société plus inclusive.

M. Prévot souhaite premièrement discuter du thème de la participation des femmes et des hommes sur le marché du travail. La secrétaire d'État évoque une série de leviers importants, dont la féminisation des comités de direction. L'intervenant renvoie à cet égard à la loi relative aux quotas de genre dans les conseils d'administration (dite "loi-quota") qui a été déposée par son groupe en 2011. La loi a été votée avec beaucoup de difficultés à l'époque, mais a clairement porté ses fruits près de dix ans plus tard. Entre 2008 et 2017, le nombre de femmes dans les conseils d'administration des entreprises soumises à l'obligation de quotas est passé de 8,3 % à 26,8 %.

L'intervenant est également un grand partisan du projet visant à soutenir l'entreprenariat féminin. Comme la secrétaire d'État va-t-elle s'y prendre à cet égard?

La secrétaire d'État annonce également des mesures complémentaires qui se situent dans le droit fil de la loi du 22 avril 2012 visant à lutter contre l'écart salarial entre hommes et femmes. Cette loi a été déposée à l'époque par le groupe PS, conjointement avec le groupe sp.a. Des améliorations sont certainement souhaitables à présent. Le groupe de l'intervenant propose en outre à cet égard de travailler avec un label "Égalité" pour les entreprises qui s'engagent réellement pour l'égalité sur le marché du travail.

La nouvelle secrétaire d'État envisage également des mesures supplémentaires visant à mieux protéger les personnes qui prennent des congés thématiques. La législation belge dans ce domaine est plutôt rigide. Que fera la secrétaire d'État pour y remédier? Elle souhaite par ailleurs développer un système cohérent en ce qui concerne les congés et porter progressivement le congé de paternité à 20 jours. Il apparaît déjà clairement aujourd'hui que certains partis protesteront et que certains membres ne trouveront pas nécessaire de rendre le congé de paternité obligatoire. Pour autant, les premiers jours après la naissance sont les plus difficiles pour les parents et ce congé de paternité obligatoire sera très apprécié. Ce serait ainsi une très bonne chose d'introduire cette mesure.

M. Prévot aborde ensuite le thème de la protection des personnes transgenres. Ces personnes ont l'impression que la législation votée en 2017 n'est pas encore allée assez loin et que le monde politique n'est pas encore suffisamment conscient des problèmes spécifiques des personnes transgenres. Cela apparaît par exemple dans le traitement des affaires impliquant des personnes

als men werkelijk tot een meer inclusieve maatschappij wil komen.

De heer Prévot wenst eerst het thema van de participatie van vrouwen en mannen op de arbeidsmarkt te bespreken. De staatssecretaris haalt een aantal grote hefbomen aan, waaronder de vervrouwelijking van de directiecomités. De spreker verwijst hierbij naar de quotawet, die in 2011 ingediend werd door zijn fractie. De wet werd toen met veel moeite gestemd, maar heeft bijna tien jaar later duidelijk zijn vruchten afgeworpen. Tussen 2008 en 2017 steeg het aantal vrouwen in de raden van bestuur van de bedrijven voor wie de quotumplicht geldt van 8,3 % naar 26,8 %.

De spreker is ook groot voorstander van het plan om het vrouwelijk ondernemerschap te ondersteunen. Hoe zal de staatssecretaris dit aanpakken?

De staatssecretaris kondigt ook bijkomende maatregelen aan die aansluiten bij de wet van 22 april 2012 ter bestrijding van de loonkloof tussen mannen en vrouwen. Deze wet werd destijds ingediend door de PS-fractie, samen met de sp.a-fractie. Verbeteringen zijn vandaag zeker wenselijk. De fractie van de spreker stelt in dit kader bovendien voor om te werken met een label Gelijkheid voor bedrijven die zich werkelijk inzetten voor gelijkheid op de arbeidsmarkt.

De nieuwe staatssecretaris denkt ook aan bijkomende maatregelen om personen die thematische verloven nemen beter te beschermen. De Belgische wetgeving is op dit vlak tamelijk rigide. Wat zal de staatssecretaris doen om dit te verbeteren? Verder wil ze een coherent systeem ontwikkelen voor wat de verloven betreft, en het vaderschapsverlof progressief verlengen tot twintig dagen. Het is nu reeds duidelijk dat er vanuit bepaalde partijen protest zal komen en bepaalde leden het niet nodig zullen vinden om het vaderschapsverlof verplicht te maken. Nochtans zijn de eerste dagen na de geboorte de zwaarste voor de ouders en zal dit verplicht verlof voor de vader zeer welkom zijn. Het zou dus zeer goed zijn indien deze maatregel werd ingevoerd.

Verder bespreekt de heer Prévot het thema van de bescherming van transgender personen. Deze personen hebben de indruk dat men met de in 2017 gestemde wetgeving nog steeds niet ver genoeg is gegaan en dat de politiek zich nog niet voldoende bewust is van de specifieke problemen van transgender personen. Dat ziet men bijvoorbeeld bij de behandeling van zaken met

transgenres par les procureurs et la police. Il sera dès lors nécessaire de prendre encore d'autres mesures.

L'intervenant souhaite également savoir comment la secrétaire d'État adaptera la loi aux personnes ayant une identité non binaire. Ce thème a-t-il déjà été examiné au sein du gouvernement? Une concertation aura-t-elle lieu avec la société civile?

Dans le chapitre dédié à la diversité sur le marché du travail, la secrétaire d'État évoque notamment des actions positives. Peut-elle en dire plus à cet égard? La secrétaire d'État souhaite institutionnaliser la fonction de responsable diversité. Le groupe de l'intervenant y est en tout cas favorable.

S'agissant de la législation antidiscrimination, la Commission d'évaluation a formulé une série de recommandations. Quelles modifications faut-il prioriser selon la secrétaire d'État? Un guichet unique pour toutes les formes de discrimination sera-t-il mis en place?

L'intervenant loue l'intention de la secrétaire d'État d'élaborer enfin un plan contre le racisme, 20 ans après la Conférence mondiale contre le racisme de Durban. Un calendrier a-t-il déjà été prévu? Quels acteurs seront associés? Quels seront les grands axes que la secrétaire d'État privilégiera pour cette politique?

Mme Dominiek Sneeppe (VB) demande à Mme Schlitz si elle est la secrétaire d'État pour tous les Belges ou seulement pour les francophones. Elle n'a pas parlé néerlandais au cours de sa présentation, et les slides de sa présentation *powerpoint* étaient également en français. Mme Sneeppe se félicite de la présence des interprètes en langue des signes (francophones), mais se demande si les sourds néerlandophones comprendront également leur langue des signes.

Mme Sneeppe fait ensuite une introduction générale avant de procéder ensuite à une discussion par chapitre.

L'intervenante souhaite premièrement préciser que le VB est en faveur de l'égalité des droits et qu'il soutient les droits de l'homme, tels qu'ils ont été formulés après la guerre. Le parti est en faveur d'une société libre dans laquelle la diversité peut exister et dans laquelle il est permis de ne pas y adhérer. Le parti est ainsi également en faveur de la liberté des idées. L'intervenante estime qu'il est en effet fréquent que les idées de gauche sont imposées comme des dogmes et que quiconque ose penser, et *a fortiori* parler, autrement, est cloué au pilori. Le VB considère que la liberté des idées est une des libertés prioritaires.

transgender personen door de procureurs en de politie. Het zal dus nodig zijn om nog verdere stappen te nemen.

De spreker wenst ook te vernemen hoe de staatssecretaris de wet zal aanpassen aan personen met een non-binaire identiteit. Is dit thema al besproken binnen de regering? Zal er overleg worden gepleegd met het middenveld?

In het hoofdstuk over de diversiteit op de arbeidsmarkt spreekt de staatssecretaris onder andere over positieve acties. Kan zij hier meer over vertellen? De staatssecretaris wenst de functie van diversiteitsverantwoordelijke te institutionaliseren. De fractie van de spreker is alvast voorstander van dit voornement.

Met betrekking tot de antidiscriminatiewetgeving heeft de Evaluatiecommissie een aantal aanbevelingen geformuleerd. Welke wijzigingen moeten volgens de staatssecretaris prioriteit krijgen? Zal er een enig loket voor alle vormen van discriminatie worden opgericht?

De spreker looft de intentie van de staatssecretaris om eindelijk een plan tegen racisme te ontwikkelen, 20 jaar na de wereldconferentie tegen racisme in Durban. Is er al in een timing voorzien? Welke actoren zullen worden betrokken? Welke grote assen zal de staatssecretaris voor dit beleid volgen?

Mevrouw Dominiek Sneeppe (VB) vraagt aan mevrouw Schlitz of zij staatssecretaris is voor alle Belgen, of enkel voor Franstaligen. Zij sprak in haar voorstelling geen Nederlands, en ook de slides van haar powerpointpresentatie waren in het Frans opgesteld. Mevrouw Sneeppe is blij met de aanwezigheid van de (Franstalige) doven-tolkken, maar vraagt zich af of de Nederlandstalige doven hun gebarentaal ook zullen verstaan.

Hierna geeft mevrouw Sneeppe een algemene inleiding, om later over te gaan tot een besprekking per hoofdstuk.

De spreekster wenst vooreerst duidelijk te stellen dat het VB voor gelijke rechten is en achter de rechten van de mens, zoals deze na de oorlog zijn geformuleerd, staat. De partij is voor een vrije samenleving waarin diversiteit mag bestaan, en waarin men het daarmee oneens mag zijn. De partij is dus ook voorstander van de vrijheid van ideeën. Het is volgens de spreekster namelijk vaak het geval dat linkse ideeën als dogma's te slikken zijn en dat al wie iets anders durft te denken, laat staan te zeggen, aan de schandpaal genageld wordt. Vrijheid van ideeën is voor het VB één van de prioritaire vrijheden.

L'intervenante souhaite dès lors utiliser cette liberté pour remettre en question quelques tabous de gauche.

La secrétaire d'État part clairement du principe socialiste de la malléabilité de l'être humain, surtout en matière d'égalité des genres. Pour Mme Schlitz, le sexe n'est apparemment pas une donnée biologique ou naturelle, mais une question relevant d'une décision arbitraire et subjective. Ou comme l'a écrit Simone de Beauvoir: "On ne naît pas femme: on le devient".

Selon cette idéologie, il n'est pas facile, voire impossible, de s'écarte de cette construction sociale impérieuse: en d'autres termes, on est un homme ou une femme parce que les autres disent qu'on l'est. Le sexe ou le genre est totalement dissocié du sexe biologique. Cela permettrait de créer une société plus inclusive. Les individus qui se sentent différents sont enfin "plus libres" et se sont affranchis de la normativité de genre.

Pour le groupe VB, il est faux d'affirmer qu'il n'existe aucun aspect social ou éducatif qui façonnent les hommes et les femmes mais que nous sommes tous nés sans sexe ou sans genre et que nous sommes faits homme ou femme. Cela ne correspond pas aux conceptions philosophiques ou anthropologiques du groupe VB. Si les hommes et les femmes diffèrent par leur nature, cela n'enlève évidemment rien au fait qu'ils sont égaux.

Les conséquences de ce genrisme sont difficiles à estimer. L'intervenante en présente déjà une. En 2016, lorsque l'on a commencé à répertorier les identités de genre existantes, on en recensait trente et une. Aujourd'hui, cette liste comporte des centaines d'identités de genre différentes. Certains prétendent même que chaque individu a une identité propre et qu'il existe dès lors autant d'identités de genre que d'individus. Toutefois, comme cette théorie ne repose sur aucune donnée objective ou vérifiable, chacun peut se sentir comme il le souhaite, quel que soit le corps qui l'abrite. Où s'arrête l'idéal d'être ce que l'on ressent? Car si aujourd'hui je peux être un homme dans un corps de femme, pourquoi ne pourrais-je dès lors pas être un jeune homme dans un corps de personne âgée, pourquoi ne pourrais-je pas, en tant que personne blanche, demander qu'on m'identifie comme une personne de couleur, et pourquoi ne pourrais-je pas, en tant qu'être humain, demander qu'on m'identifie comme un animal? Où est la limite?

L'intervenante constate aussi que le genrisme est radicalement opposé au féminisme classique, dont l'objectif est d'atteindre l'égalité des chances pour les femmes et qui repose sur un mode de pensée binaire.

De spreekster wenst dan ook van die vrijheid gebruik te maken om enkele linkse heilige huisjes in vraag te stellen.

De staatssecretaris gaat duidelijk uit van het socialiste principe van de maakbaarheid van de mens, en zeker als het over gendergelijkheid gaat. Voor mevrouw Schlitz is het geslacht blijkbaar geen biologisch of natuurlijk gegeven, maar een kwestie van willekeurige, subjectieve besluitvorming. Of zoals Simone de Beauvoir stelde: "Je bent niet als vrouw geboren, maar je wordt tot vrouw gemaakt."

Volgens deze ideologie is het niet gemakkelijk, zelfs onmogelijk, om van deze dwingende sociale constructie af te wijken of, anders gesteld: je bent man of vrouw omdat anderen zeggen dat je het bent. Het geslacht of gender wordt volledig losgekoppeld van het biologische geslacht. Dit zou zorgen voor een meer inclusieve samenleving. Mensen die zich anders voelen zijn tenslotte "vrijer" en hebben zich losgebroken uit de "gendernormativiteit".

Voor de VB-fractie is het niet zo dat er geen sociale en opvoedingsaspecten zijn waardoor mannen en vrouwen gevormd worden, maar dat men als sekse-loze of geslachtsloze persoon geboren zou worden en dan tot een man of vrouw gemaakt, dat behoort niet tot de filosofie of antropologie van de VB-fractie. Mannen en vrouwen verschillen nu éénmaal van nature, wat natuurlijk niets afdoet aan hun gelijkwaardigheid.

De gevolgen van dit genderisme zijn moeilijk in te schatten. De spreekster belicht er alvast één. In 2016 begon men met het oplijsten van 31 genderidentiteiten, inmiddels bestaan er lijsten met honderden verschillende genderidentiteiten. Er zijn zelfs mensen die beweren dat ieder mens een eigen identiteit heeft en er dus net zoveel genderidentiteiten als mensen zijn. Als dat echter niet samenhangt met objectieve of verifieerbare gegevens, dan kan iedereen zich voelen zoals men wilt, onafhankelijk van het lichaam waarin men verblijft. Waar houdt het ideaal van te zijn wat je voelt op? Want als ik vandaag man kan zijn in een vrouwenlichaam, waarom kan ik dan ook niet jongeman zijn in een bejaard lichaam of waarom kan ik mij als blanke niet als kleurling laten identificeren of waarom kan ik mij als mens niet identificeren met een dier? Waar houdt het op?

De spreekster stelt ook vast dat het genderisme radicaal indruist tegen het klassieke feminisme, dat gelijke kansen wil voor vrouwen en daarbij wel een binaire denkwijze hanteert.

Mme Sneppe souhaite s'assurer d'être bien comprise et souligne que le VB n'affirme nullement que l'identité de genre n'existe pas. En effet, il existe bien des individus qui souffrent de dysphorie de genre. Elle pense également qu'il existe des individus qui estiment que leur identité de genre est différente de leur sexe de naissance et qui sont heureux comme ils sont. Le groupe VB ne souhaite pas minimiser la complexité de la problématique, de même que la peine et la discrimination que ces individus peuvent ressentir. Le groupe ne souhaite pas non plus limiter les possibilités que ces individus devraient avoir dans la société.

Pour l'intervenante, la malléabilité de l'être humain constitue cependant une idéologie socialo-marxiste à l'égard de laquelle elle souhaite, en tant que nationaliste, rester très critique. Le VB soutiendra toutefois toutes les initiatives qui ne s'inspirent pas de ce principe de la malléabilité de l'être humain.

Mme Sneppe examine ensuite le chapitre de la note de politique générale à l'examen consacré à l'égalité des genres. La lecture de ce chapitre lui apprend que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes sera renforcé à l'aide de moyens financiers et humains suffisants. L'une des priorités de la secrétaire d'État sera de stimuler la composition équilibrée du conseil d'administration de l'Institut et la participation active de ses membres.

Or, selon la Cour des comptes, le quorum n'a jamais été atteint lors des délibérations et du vote au sein du conseil d'administration. La secrétaire d'État prendra-t-elle des mesures concrètes?

La secrétaire d'État fait de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité. Le VB souhaite être un partenaire dans cette lutte. Pour le groupe de l'intervenante, il faut punir sévèrement les auteurs de violences faites aux femmes.

Les professionnels qui travaillent avec des femmes violentées et/ou avec des auteurs de violences contre des femmes seront obligés de suivre une formation. L'intervenante estime qu'il s'agit d'une nécessité urgente. Quand ces formations débuteront-elles? À qui s'adresseront-elles exactement?

Ces formations s'adresseront-elles uniquement aux services de police ou également aux magistrats et aux psychiatres judiciaires? Pour le groupe VB, tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes devraient recevoir une formation adéquate, assortie de formations complémentaires régulières.

Mevrouw Sneppe wil er zeker van zijn dat zij niet verkeerd wordt begrepen en benadrukt dat het VB niet zegt dat genderidentiteit niet zou bestaan. Er zijn wel degelijk mensen die kampen met genderdysforie. Ook denkt zij dat er mensen zijn die zich vanuit hun genderidentiteit anders voelen dan de eigen sekse en hier wel gelukkig mee zijn. De VB-fractie wil de complexiteit van de problematiek en het mogelijke verdriet en de discriminatie die deze mensen ervaren niet minimaliseren. De fractie wil de mogelijkheden die deze mensen moeten krijgen in de maatschappij ook niet inperken.

De maakbaarheidsideologie is voor de spreekster echter een socialistisch-marxistische ideologie, waarover zij als volksnationalist zeer kritisch wenst te blijven. Het VB zal wel alle initiatieven steunen die niet vanuit dit maakbaarheidsprincipe voortkomen.

Vervolgens bespreekt mevrouw Snepe het hoofdstuk Gendergelijkheid van de beleidsnota. In dat hoofdstuk leest zij dat het Instituut voor de Gelijkheid van vrouwen en mannen zou versterkt worden met voldoende financiële middelen en personeel. Eén van de prioriteiten van de staatssecretaris is het stimuleren van de evenwichtige samenstelling van de raad van bestuur van het instituut en de actieve deelname van de leden.

Volgens het Rekenhof werd het quorum echter nooit gehaald tijdens de beraadslagingen en de stemming in de raad van bestuur. Gaat de staatssecretaris concrete stappen ondernemen?

De staatssecretaris maakt van de strijd tegen vrouwengeweld een prioriteit. Het VB wenst een partner in deze strijd te zijn. De daders van vrouwengeweld moeten voor de fractie hard worden aangepakt.

De professionals die met slachtoffers en/of met de daders van geweld tegen vrouwen werken zullen verplicht een opleiding krijgen. De spreekster acht dit dringend nodig. Wanneer zouden die opleidingen starten? Voor wie zijn ze precies bedoeld?

Zijn de opleidingen enkel gericht op de politiediensten of ook op magistraten en gerechtspsychiaters? Voor de VB-fractie moeten alle actoren die betrokken zijn bij geweld tegen vrouwen een degelijke opleiding krijgen, met regelmatige bijscholingen.

Il est positif que la secrétaire d'État souhaite insister sur la nécessité de réformer et de moderniser le droit pénal. Certaines dispositions légales figurent déjà dans le droit pénal mais ne sont pas appliquées. Pour l'heure, l'interdiction temporaire de résidence (article 410 du Code pénal) n'est malheureusement imposée que dans les provinces du Limbourg et d'Anvers.

Est-il prévu d'appliquer également cette disposition dans d'autres provinces? Comment la secrétaire d'État procédera-t-elle?

Une protection sera prévue pour les femmes exposées à un risque de mutilation génitale. Dans certains milieux religieux, cette pratique a encore cours, bien qu'elle soit interdite dans notre pays. Comment la secrétaire d'État entend-t-elle lutter contre cette problématique?

Une protection sera-t-elle dès lors prévue pour les victimes de mariages forcés et de mariages d'enfants? La Belgique ne dispose pas non plus de données statistiques suffisantes dans ce domaine. La secrétaire d'État a l'intention d'agir en la matière, en collaboration avec les ministres concernés. Le groupe VB s'en réjouit.

Dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles, la secrétaire d'État prévoit l'ouverture de dix centres de prise en charge. S'agit-il des centres de justice familiale? Existe-t-il déjà des plans concrets à cet égard?

En ce qui concerne l'égalité des genres à la maison et au travail, l'intervenante est favorable au projet d'investir dans un équilibre viable entre vie privée et vie professionnelle. Dans son programme, le groupe VB plaide pour l'octroi d'un salaire-éducation au parent qui choisit de mettre temporairement sa vie professionnelle entre parenthèses pour élever ses enfants, pour garder un enfant malade ou pour s'occuper d'un parent âgé. Cela permettrait ainsi de rémunérer les années consacrées à s'occuper d'autrui, lesquelles seront aussi prises en compte pour le calcul de la pension et d'autres prestations de sécurité sociale. L'intervenante espère que la secrétaire d'État soutiendra cette proposition.

Qu'entend exactement la secrétaire d'État par "bienveillance obstétricale" et comment s'assurera-t-elle qu'une telle politique sera menée en Belgique?

Dans le deuxième volet, consacré à l'égalité des chances et à la diversité, la secrétaire d'État indique qu'elle souhaite mener une politique ambitieuse en matière de monitoring et de collecte de données relatives à l'égalité des chances, l'égalité des genres et la diversité. L'intervenante juge que c'est une bonne idée,

Het is positief dat de staatssecretaris wil aandringen op de hervorming en modernisering van het strafrecht. Bepaalde wetteksten staan reeds in het strafrecht, maar worden niet toegepast. Het huisverbod (artikel 410 van het strafwetboek) wordt jammer genoeg voorlopig alleen opgelegd in de provincies Limburg en Antwerpen.

Is het de bedoeling dat het ook toegepast zal worden in andere provincies? Hoe zal de staatssecretaris dit aanpakken?

Er zou bescherming komen voor personen die slachtoffer dreigen te worden van vrouwelijke genitale vermissing. In bepaalde religieuze middens wordt dit nog steeds toegepast, hoewel het in ons land verboden is. Hoe zal de staatssecretaris dat aanpakken?

Zal er dan ook bescherming komen voor slachtoffers van gedwongen huwelijken en kindhuwelijken? Ook inzake deze materie blijkt België over gebrekige statistische gegevens te beschikken. De staatssecretaris wil er samen met de betrokken ministers iets aan doen. De VB-fractie juicht dat toe.

Voor de bestrijding van seksueel geweld zouden er tien volledig uitgebouwde zorgcentra komen. Zijn dat dan de zogenaamde Family Justice centers? Zijn er al concrete plannen voor?

Wat de gendergelijkheid thuis en op het werk betreft, is de spreekster het eens met het plan om te investeren in de werkbare balans tussen privé en professioneel leven. In haar programma pleit de VB-fractie ervoor om een opvoedersloon te geven aan de ouder die kiest om zijn of haar professioneel leven even "on hold" te zetten voor de opvoeding van de kinderen, voor de opvang van een ziek kind of voor de zorg voor een bejaarde ouder. Daardoor zullen de jaren die geïnvesteerd zijn in zorg voor een ander verloond zijn en zullen ze ook meetellen voor de berekening van het pensioen en andere sociale zekerheden. De spreekster hoopt dat de staatssecretaris dit voorstel zal steunen.

Wat bedoelt de staatssecretaris precies met "verloskundige welwillendheid" en hoe zal zij ervoor zorgen dat in België dergelijk beleid gevoerd zal worden?

In het tweede deel, gewijd aan Gelijke kansen en diversiteit, geeft de staatssecretaris aan een ambitieus beleid te willen voeren inzake monitoring en gegevensverzameling met betrekking tot gelijke kansen, gendergelijkheid en diversiteit. De spreekster vindt dat een goed idee, want op die manier zal men tenminste

car cela permettra au moins d'évaluer les résultats que la politique d'égalité des chances a permis d'obtenir après toutes ces années.

La secrétaire d'État souhaiterait créer un Institut national des droits humains, en parallèle à Unia. Où la secrétaire d'État trouvera-t-elle les moyens nécessaires à cet égard en ces temps de crise?

La secrétaire d'État sait déjà que le groupe VB est opposé à la législation antidiscrimination. Non pas parce qu'il serait opposé à la lutte contre les discriminations, mais parce que cette législation est utilisée pour bâillonner les individus, les associations et les partis qui critiquent la politique migratoire menée et pour les traduire en justice, ce qui est totalement contraire au principe de la liberté d'expression.

Le racisme anti-blanc croissant sera-t-il également pris en compte? Après les manifestations *Black Lives Matter*, on a vu apparaître ça et là des vidéos montrant des garçons blancs contraints par des garçons noirs de s'agenouiller et d'embrasser leurs chaussures. Des mesures fortes seront-elles également prises contre ce type de racisme et cette forme de violence?

Dans sa note, la secrétaire d'État mentionne également le programme de la décennie pour les personnes d'ascendance africaine. L'intervenante se demande pourquoi elle est plus attentive aux Africains qu'aux Asiatiques. N'est-ce pas une forme de discrimination?

Mme Schlitz entend également détecter et poursuivre les discriminations sur le marché du travail au moyen d'"appels mystères". Le VB ne soutiendra jamais ce type d'initiatives.

Pour conclure, l'intervenante souhaite répéter que le VB est favorable à l'égalité des droits et des chances mais que celle-ci doit toujours être liée à l'égalité des obligations. Selon l'intervenante, il n'en est toutefois guère ou pas question dans l'exposé d'orientation politique de la secrétaire d'État.

Monsieur Daniel Bacquelaine (MR) estime que les discriminations et les inégalités se sont particulièrement révélées au cours de la crise sanitaire que nous vivons. Tous ceux qui exercent des responsabilités au sein des communes sont largement confrontés à une explosion des statistiques des plaintes ou des constatations de fortes discriminations dans la vie familiale, qui concernent le plus souvent des femmes et des enfants.

L'orateur a été alerté par la façon dont cette crise sanitaire révèle les fragilités de la société. Le confinement,

kunnen evalueren waartoe het gelijke kansenbeleid na al die jaren geleid heeft.

Naast Unia wil de staatssecretaris ook een Nationaal Mensenrechteninstituut oprichten. Waar zal ze de middelen vandaan halen in deze tijden van crisis?

De staatssecretaris weet al dat de VB-fractie het niet eens is met de antidiscriminatiewetgeving. Niet omdat ze tegen anti-discriminatie zou zijn, maar wel omdat die wet gebruikt wordt om mensen, verenigingen en partijen die kritisch zijn tegenover het gevoerde migratiebeleid de mond te snoeren en gerechtelijk te vervolgen, wat ten zeerste indruist tegen het principe van de vrije meningsuiting.

Zal er ook rekening gehouden worden met het groeiende anti-blankracisme? Na de *Black Lives Matter*-betogenen zag men her en der filmpjes opduiken van blanke jongens die door zwarte jongens gedwongen werden om te knielen en de schoenen te kussen. Zal er ook tegen dergelijk racisme en dergelijk geweld krachtig opgetreden worden?

De staatssecretaris haalt in haar nota ook het programma van het decennium voor de personen van Afrikaanse afkomst aan. De spreekster vraagt zich af waarom Afrikanen meer aandacht krijgen dan Aziaten. Is dat geen vorm van discriminatie?

Mevrouw Schlitz wil ook discriminatie op de arbeidsmarkt opsporen en vervolgen, door middel van de zogenaamde "mystery calls". Aan dergelijke initiatieven zal het VB nooit zijn steun verlenen.

Om te besluiten, wenst de spreekster nog eens te benadrukken dat het VB voorstander is van gelijke rechten en gelijke kansen, maar steeds gekoppeld aan gelijke plichten. Over dat laatste leest de spreekster echter weinig of niets in de beleidsverklaring van de staatssecretaris.

Volgens *de heer Daniel Bacquelaine (MR)* zijn de discriminaties en de ongelijkheden bijzonder tot uiting gekomen tijdens de huidige gezondheidscrisis. Al wie op het niveau van de gemeenten verantwoordelijkheden draagt, wordt in ruime mate geconfronteerd met een zeer forse toename van het aantal klachten of van de vaststellingen van grote discriminaties in het kader van het gezinsleven, die meestal de vrouwen en de kinderen treffen.

De spreker werd opgeschrikt door de wijze waarop deze gezondheidscrisis de zwakheden van de samenleving

qui se double souvent par une perte de contrôle social, fait que des instincts un peu bas se mettent à prospérer. On doit être très attentif à tout cela dans cette période que nous traversons.

Dans le rapport de la secrétaire d'État, l'orateur a constaté qu'il y avait pas mal de plaintes dans le rapport de UNIA de 2019 par rapport à des discriminations relatives à l'âge. Il avait été frappé lors du déroulement du débat sur le confinement du fait que certains considéraient qu'on pouvait peut-être décréter des confinements en fonction de l'âge. Cette façon de vouloir protéger les gens malgré eux est très contestable.

À l'autre bout de l'échelle des âges, il y a tout ce qui se passe dans les écoles en termes d'harcèlement. Il s'agit d'un phénomène de plus en plus fréquent dans lequel des enfants sont soumis à exactement l'inverse de ce qu'ils sont en droit d'attendre de l'école. Souvent, la cause première des harcèlements est le fait que des enfants sont un peu différents des autres, sur le plan de leurs caractères, de leurs comportements et aussi sur le plan physique. Ce refus d'accepter la différence se marque par un harcèlement qui est extrêmement dommageable. Là aussi, il y a sans doute une conscientisation importante à opérer et des mesures à prendre.

Ensuite, M. Bacquelaine aborde le thème de la lutte contre le racisme. L'orateur explique qu'il y a aujourd'hui deux grandes orientations, à savoir l'orientation de l'antiracisme universaliste et l'orientation plutôt identitaire de la lutte antiraciste. Cette dernière orientation serait revendiquée par certains groupes ou par certaines sections, d'où la notion d'intersectionnalité. Sur ce point, l'appréciation de l'orateur diverge fondamentalement de celle de la secrétaire d'État. Pour l'orateur, l'antiracisme, c'est d'abord protéger l'individu en tant que personne membre de l'humanité, par rapport à des attaques, par rapport à des traitements différenciés et par rapport à des propos et des comportements qui sont inacceptables par rapport à ce que la personne est en tant qu'individu. Ce n'est pas le fait qu'elle appartienne à telle ou telle origine qui est le plus déterminant.

Au contraire: l'émancipation, c'est pouvoir échapper à son origine, aux croyances de ses parents, aux déterminismes sociales et familiales et devenir soi-même. C'est en cela que l'universalisme est fondateur.

Pour l'orateur, l'approche de l'antiracisme doit être essentiellement universaliste. Ce n'est pas parce qu'on n'appartient pas à une section ou à une autre qu'on n'est pas digne de recevoir une protection de la société par rapport aux comportements racistes.

aantoont. De lockdown, die vaak gepaard gaat met een verlies aan sociale controle, brengt met zich mee dat nogal lage instincten gedijen. Thans moet aan al die aspecten aandacht worden besteed.

De spreker heeft vastgesteld dat in de beleidsnota van de staatssecretaris sprake is van veel klachten in het rapport van UNIA van 2019 inzake leeftijdsgerelateerde discriminaties. Het is hem tijdens het debat over de lockdown opgevallen dat sommigen meenden dat leeftijdsgebonden lockdowns kunnen worden opgelegd. Die manier om de mensen tegen wil en dank te beschermen is zeer betwistbaar.

Aan het andere uiteinde van de leeftijdsschaal is er alles wat er inzake pestertijden gaande is in de scholen. Dat valt almaar meer voor en daarbij worden kinderen onderworpen aan precies het tegenovergestelde van wat zij van de school mogen verwachten. De belangrijkste oorzaak van pestertijden is dat kinderen een beetje anders zijn op het stuk van hun karakter of van hun gedrag dan wel lichamelijk. Die weigering om het anders zijn te aanvaarden geeft aanleiding tot uiterst schadelijke pestertijden. Ook daar is er wellicht nood aan een verregaande bewustmaking en aan maatregelen.

Tot slot gaat de heer Bacquelaine in op racismebestrijding. De spreker geeft aan dat er vandaag twee grote stromingen zijn, te weten die van een universalistisch antiracisme en die van de veeleer identiteitsgerelateerde antiracistische strijd. Die stroming zou worden opgeëist door sommige groepen of secties, vandaar het begrip "intersectionaliteit". Op dat vlak lopen het oordeel van de spreker en dat van de staatssecretaris sterk uiteen. Antiracisme betekent voor de spreker in de eerste plaats de persoon als lid van de mensheid te beschermen tegen aanvallen, onderscheiden behandelingen en onaanvaardbare uitlatingen en gedragingen inzake wat de persoon is als individu. Niet het feit dat die persoon van deze of gene origine is, is het meest doorslaggevend.

In tegendeel: emancipatie betekent dat men zich kan losmaken van zijn origine, van de overtuigingen van de ouders, van de sociale en familiale determinismen en zichzelf kan worden. In dat opzicht is het universalisme grondslagleggend.

Volgens de spreker moet de aanpak van het antiracisme voornamelijk universalistisch zijn. Het is niet omdat men niet tot deze of gene sectie behoort dat men het niet waard is om door de samenleving te worden beschermd tegen racistische gedragingen.

Les études scientifiques et académiques sur le sujet ne vont pas uniquement dans un sens. Il existe des contributions d'académiques qui prônent plutôt l'approche universaliste que l'approche intersectionnelle.

L'approche identitaire de l'antiracisme comporte certains dangers. Il y a en effet des gens qui ne font partie d'aucune identité, qui ne veulent pas faire partie de groupes identifiés et qui estiment qu'ils sont des individus avec des droits et des devoirs. Ces personnes ont droit au respect de leurs droits. Ils ont le droit à la différence et aussi à l'indifférence par rapport aux groupes identifiés. Ces personnes ne se revendiquent pas d'une identité particulière. Elles font simplement partie de la société et de l'humanité. L'universalisme leur garantit la référence aux valeurs universelles et leur garantit des droits dans notre société. Par contre, l'antiracisme qui commence à faire des énumérations de groupes est dangereux, car certaines personnes ne se reconnaissent dans aucun groupe.

À la page 20 de son exposé, la secrétaire d'État parle de "racisme structurel et institutionnel". Il est nécessaire de préciser ce qu'elle entend par cela. La secrétaire d'État souhaite que soit reconnue toute une série de discriminations, dont l'islamophobie.

L'orateur estime qu'il faut être attentif à la sémantique, parce que, comme Camus le disait "mal nommer les choses participe au malheur du monde". Autant il est inacceptable de stigmatiser ou de discriminer des gens par rapport à leur origine, à ce qu'ils sont, autant il est licite de critiquer les croyances ou opinions que les gens choisissent. Le choix est une chose, le fait en est une autre. Le racisme, c'est de considérer que des gens, parce qu'ils sont ce qu'ils sont, parce qu'ils ont une origine "x" ou "y" n'auraient pas les mêmes droits. Cela est totalement inacceptable.

Par contre, les croyances et les opinions religieuses sont contestables. On a le droit de dire qu'on n'est pas d'accord avec telle ou telle interprétations.

Monsieur Bacquelaine signale qu'il est radicalement opposé au racisme antimusulman. Il est toutefois inexact de résumer la lutte contre le racisme anti musulman à l'islamophobie. Ce concept est d'ailleurs fortement utilisé par les mouvances salafistes pour créer de l'intimidation par rapport à la liberté d'expression, comme on l'a encore vu avec l'assassinat de Samuel Paty et les caricatures.

L'orateur pense donc que la reconnaissance de l'islamophobie n'est pas acceptable au contraire de celle de l'antisémitisme ou de la romanophobie. Il croit qu'il faut être prudent par rapport au terme que l'on utilise,

De wetenschappelijke en universitaire onderzoeken ter zake zijn niet eenduidig. Tal van universitaire bijdragen staan veeleer de universalistische dan de intersectionele aanpak voor.

De identiteitsgelererde aanpak van het antiracisme houdt bepaalde gevaren in. Er zijn immers mensen die tot geen enkele identiteit behoren, die geen deel willen uitmaken van geïdentificeerde groepen en die van oordeel zijn dat ze personen zijn die rechten en plichten hebben. Die mensen hebben recht op de inachtneming van hun rechten. Zij hebben er recht op anders te zijn en hebben recht op onverschilligheid ten aanzien van de geïdentificeerde groepen. Die mensen eisen geen welbepaalde identiteit op. Zij maken gewoon deel uit van de samenleving en van de mensheid. Het universalisme garandeert hun de verwijzing naar de universele waarden en rechten in onze samenleving. Het antiracisme dat eerst groepen opsomt, is daarentegen gevaarlijk omdat sommigen zich in geen enkele groep herkennen.

Op bladzijde 20 van haar beleidsnota heeft de staatssecretaris het over "structureel en institutioneel racisme". Het is noodzakelijk te verduidelijken wat zij daaronder verstaat. De staatssecretaris wil dat een aantal discriminaties worden erkend, waaronder islamofobie.

De spreker vindt dat men oog moet hebben voor de semantiek want, zoals Camus heeft gezegd, "*mal nommer les choses participe au malheur du monde*". Het is onaanvaardbaar dat mensen worden gestigmatiserd of gediscrimineerd wegens hun origine of om wat ze zijn, maar het is evenzeer geoorloofd kritiek te uiten op mensen ten aanzien van hun eigen keuze. De keuze is één zaak, het feit is een andere. Racisme bestaat erin te beschouwen dat mensen, omdat ze zijn wat ze zijn, omdat ze van deze of gene origine zijn, niet dezelfde rechten zouden hebben. Dat is absoluut onaanvaardbaar.

Overtuigingen en religieuze opvattingen zijn daarentegen betwistbaar. Men heeft het recht te zeggen dat men het niet eens is met deze of gene interpretatie.

De heer Bacquelaine geeft aan dat hij radicaal gekant is tegen antimuslim racisme. Het klopt echter niet als men de strijd tegen het antimuslim racisme terugbrengt tot de islamofobie. Dat concept wordt trouwens in ruime mate gehanteerd door de salafistische bewegingen als intimidatiemiddel ten aanzien van de vrije meningsuiting, zoals nog werd aangetoond door de moord op Samuel Paty en de karikaturen.

De spreker vindt dus dat de erkenning van de islamofobie niet even aanvaardbaar is als de erkenning van het antisemitisme en van de zigeunerhaat. Men moet volgens hem voorzichtig zijn wat het woordgebruik betreft, gelet

compte tenu du contexte et de l'utilisation de certains termes par les tenants de théories dangereuses. Il serait donc mieux que la secrétaire d'État précise ce qu'elle entend par ce terme.

Enfin, l'orateur attire l'attention de la secrétaire d'État sur le fait que le grand public ne comprend pas toujours le concept de "l'égalité des genres". Il y a toujours un effort pédagogique à développer par rapport à ces concepts plus récents, pour susciter l'adhésion dans la population à ces concepts.

Mme Els Van Hoof (CD&V) tient à féliciter la secrétaire d'État pour son ambitieuse note de politique, son exposé d'orientation politique et ses projets de politique volontariste en matière d'égalité des chances. Tous les chantiers sont clairement délimités dans les textes. Dans la démarche de la secrétaire d'État, l'intervenante décèle une fougue semblable à celle qui animait l'ancienne ministre Miet Smet, qui fut la première ministre de l'égalité des chances de Belgique. Cette fougue est encore nécessaire aujourd'hui, dans un contexte où les mouvements opposés à l'égalité des genres sont à nouveau en hausse. Il ne s'agit pas de phénomènes marginaux mais bien d'un problème systémique.

En outre, beaucoup de travail reste à faire dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes, en ce qui concerne la pauvreté, la répartition classique des rôles, etc. Pendant la crise du coronavirus, on a observé, dans le monde entier, que les femmes ont été reléguées dans la répartition classique des rôles, et que les filles ont été retirées de l'école pour effectuer des tâches ménagères. Une action radicale est donc vraiment nécessaire.

Dans son exposé d'orientation politique, la secrétaire d'État propose une série de plans, par exemple un plan d'action national contre la violence liée au genre, un plan pour les personnes d'ascendance africaine et un plan contre le racisme. L'intervenante pense que c'est très bien, mais espère que la secrétaire d'État prendra également des mesures concrètes et ne se contentera pas de ces plans.

Plus concrètement, l'intervenante souhaite évoquer certains sujets qui n'ont pas encore été précisés dans le chapitre sur les violences sexistes.

Une première question concerne la thérapie visant les auteurs. Il n'est pas réaliste d'exclure à jamais les auteurs de la société. Il importe qu'ils finissent par se réintégrer dans la société. Malheureusement, il n'en est pas question dans les notes de la secrétaire d'État, qui mentionnent cependant l'évaluation des risques dans le contexte de la violence intrafamiliale. L'intervenante

op de context en op het gebruik van bepaalde woorden door de aanhangers van gevaarlijke theorieën. Het wäre dus beter dat de staatssecretaris verduidelijkt wat ze onder dat woord verstaat.

Tot slot wijst de spreker de staatssecretaris erop dat het grote publiek het concept "gendergelijkheid" niet altijd begrijpt. Er moet nog steeds een pedagogische inspanning worden geleverd ten aanzien van die recentere concepten om er een draagvlak bij de bevolking voor te creëren.

Mevrouw Els Van Hoof (CD&V) wenst de staatssecretaris te feliciteren met haar ambitieuze beleidsnota en beleidsverklaring en haar plannen voor een voluntaristisch gelijke kansenbeleid. Alle werven worden duidelijk geschetst in de teksten. In de staatssecretaris herkent de spreekster iets van het vuur van oud-minister Miet Smet, de eerste minister van Gelijke Kansen van België. Dat vuur is vandaag nog steeds nodig, in een context waarin anti-genderbewegingen terug opgang maken. Dit zijn geen marginale fenomenen, het gaat om een systemisch probleem.

Daarnaast is er nog steeds veel werk aan de winkel op het vlak van gelijkheid tussen mannen en vrouwen, met betrekking tot armoede, de klassieke rolverdeling, enzovoort. Tijdens de coronacrisis ziet men ook wereldwijd dat vrouwen terug in de klassieke rolpatronen worden geduwed en dat meisjes van school worden gehaald om huishoudelijke taken uit te voeren. Radicale actie is dus echt nodig.

De staatssecretaris stelt in haar beleidsverklaring een aantal plannen voor, zoals een nationaal actieplan tegen gendergerelateerd geweld, een plan voor mensen met Afrikaanse afkomst en een plan tegen racisme. De spreekster vindt dit erg goed, maar hoopt wel dat de staatssecretaris ook concrete acties zal ondernemen en het niet bij plannen zal blijven.

Concreet wil de spreekster het hebben over een aantal zaken die nog niet gespecificeerd werden in het hoofdstuk over gendergerelateerd geweld.

Een eerste vraag betreft de dadertherapie. Het is niet realistisch om daders voor altijd uit te sluiten uit de maatschappij. Het is van belang dat zij uiteindelijk terug geïntegreerd worden in de samenleving. Er wordt helaas niets over vermeld in de nota's van de staatssecretaris. Zij heeft het wel over risicotaxatie in het kader van intrafamiliaal geweld. De spreekster zou graag weten

aimerait savoir si une évaluation similaire est également prévue à propos des violences sexuelles. En effet, dans ce cas également, il importe de savoir si l'auteur risque de récidiver.

Il est bon que la secrétaire d'État évoque le sexism en ligne et la vengeance pornographique, qui sont des phénomènes assez nouveaux. À ce propos, l'intervenante souligne un problème spécifique: l'effacement des plateformes des médias sociaux comme Facebook et YouTube des images violentes qui y sont identifiées. Cet effacement entraîne la disparition des preuves. Il est donc urgent d'adopter un code de conduite européen qui permette d'éviter l'effacement des preuves de cyberviolence et permette de les utiliser en justice. L'intervenante espère que la secrétaire d'État soulèvera cette question au niveau européen.

Il est également positif que les centres de prise en charge des violences sexuelles seront mis en place. Où la procédure en est-elle aujourd'hui? Par exemple, la sélection des hôpitaux est-elle déjà en cours? Ou s'agit-il seulement d'un objectif, à ce stade, et aucune mesure n'a-t-elle encore été prise?

Concernant le thème "Genre et emploi", le Comité d'avis pour l'émancipation sociale a rendu un avis formulant 31 recommandations sous la législature précédente. Un point spécifique a été retenu par la secrétaire d'État: la discrimination à l'égard des femmes issues de l'immigration. Seulement 28 % de ces femmes entrent sur le marché de l'emploi, souvent en raison de la répartition traditionnelle des rôles dans les familles où elles grandissent. Une autre observation, cependant, est que ces femmes sont aussi discriminées dès le moment où elles postulent à un emploi. Quelles mesures concrètes la secrétaire d'État compte-t-elle prendre pour y remédier?

La secrétaire d'État entend également s'attaquer à la question de l'écart de rémunération. L'intervenante souligne que c'est souvent lors des négociations sur les avantages extra-légaux que les femmes sont perdantes, par exemple en ce qui concerne la recherche d'un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. La secrétaire d'État devra donc veiller à ce qu'il y ait plus de transparence à cet égard.

L'intervenante a elle-même participé à l'élaboration de la législation sur les quotas depuis de nombreuses années et elle a récemment présenté une proposition sur les quotas dans les comités de direction. Selon l'intervenante, il est très clair que les quotas fonctionnent et que l'on n'obtient pas les mêmes résultats en fixant des chiffres à atteindre. Au départ, la législation sur les quotas a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des sociétés

ofdaarin ook voorzien wordt in het kader van seksueel geweld. Ook in dit geval is het immers belangrijk om te weten of er bij de dader kans op recidive is.

Het is goed dat de staatssecretaris het heeft over online seksisme en wraakporno, die vrij nieuwe fenomenen zijn. De spreekster wijst in dit verband op een specifiek probleem, namelijk dat sociale mediaplatforms zoals Facebook en YouTube gewelddadige beelden die zij op hun platform vaststellen verwijderen. Hierdoor verdwijnt het bewijsmateriaal. Er is dus dringend nood aan een Europese gedragscode die het mogelijk maakt om bewijsmateriaal van cybergeweld niet te doen verdwijnen en te gebruiken in rechtszaken. De spreekster hoopt dat de staatssecretaris dit op Europees niveau zal aankaarten.

Het is ook positief dat de Zorgcentra na Seksueel Geweld verder zullen worden uitgerold. Hoe ver staat de procedure vandaag? Is men bijvoorbeeld al bezig met de selectie van ziekenhuizen? Of gaat het voorlopig enkel om een doelstelling en heeft men nog geen stappen ondernomen?

Over het thema "Gender en werk" heeft het adviescomité voor de maatschappelijke emancipatie tijdens de vorige regeerperiode een advies met 31 aanbevelingen uitgebracht. Eén specifiek punt wordt door de staatssecretaris opgenomen, namelijk dat van de discriminatie van vrouwen met een migratieachtergrond. Slechts 28 % van deze vrouwen komen op de arbeidsmarkt terecht. Dat heeft vaak te maken met de traditionele rollenpatronen in de gezinnen waarin ze opgroeien. Een andere vaststelling is echter dat deze vrouwen ook van bij hun kandidatuurstelling voor een job gediscrimineerd worden. Welke concrete acties zal de staatssecretaris ondernemen om dit aan te pakken?

Ook de loonkloof wil de staatssecretaris aanpakken. De spreekster wijst erop dat het vaak bij onderhandelingen op het vlak van extralegale voordelen, zoals een betere balans tussen werk en privé, is dat vrouwen het onderspit delven. De staatssecretaris zal er dus voor moeten zorgen dat er op dit vlak meer transparantie komt.

De spreekster heeft zelf jarenlang meegewerkt aan de wetgeving rond quota en heeft recent ook een voorstel ingediend rond quota in de directiecomités. Voor de spreekster is het zeer duidelijk dat quota werken en streefcijfers niet dezelfde resultaten behalen. Aanvankelijk kwam er vanuit de beursgenoteerde bedrijven zeer veel kritiek op de wetgeving rond quota. Vandaag ervaren CEO's van deze bedrijven het positieve effect van het

cotées en Bourse. Aujourd’hui, les dirigeants de ces entreprises ressentent l’effet positif des quotas et y sont favorables. Quelle est la position de la secrétaire d’État à l’égard des comités de direction? Convient-elle que les autorités publiques doivent jouer un rôle exemplaire à cet égard?

Le projet de réforme du congé parental mérite être salué. Il n’est toujours pas facile pour les pères de prendre leur congé de paternité en raison des pressions qu’ils subissent souvent de la part des employeurs. La secrétaire d’État envisage-t-elle d’instaurer une obligation partielle pour le congé de paternité?

Un problème connexe réside dans le fait que de nombreuses personnes ne peuvent pas prendre de congé parental pour des raisons financières. La secrétaire d’État plaidera-t-elle en faveur d’une allocation plus élevée pour certains groupes de parents?

Le groupe de l’intervenante attend avec impatience le travail que la secrétaire d’État réalisera en ce qui concerne les droits des personnes transgenres et intersexuées. Souhaite-t-elle introduire la mention H/F/X ou supprimer l’enregistrement du sexe sur les documents officiels? Le groupe de l’intervenante préconise l’introduction de la mention H/F/X afin qu’il soit toujours possible de constater la discrimination.

La secrétaire d’État annonce qu’elle souhaite ajouter un nouveau critère de discrimination dans la législation contre la discrimination. De quel critère s’agit-il exactement?

Dans la section concernant l’égalité des chances et la diversité, la secrétaire d’État indique qu’elle souhaite renforcer les différentes institutions. Quelles sont les relations entre l’IEFH et la cellule chargée de l’égalité des chances au sein de l’administration de la secrétaire d’État? Quelles sont les compétences supplémentaires qui seraient attribuées à l’Institut?

La secrétaire d’État entend également remédier à la fragmentation du paysage des institutions chargées de la lutte contre la discrimination. L’intervenante s’en félicite car il est important que les citoyens puissent s’adresser à un guichet unique. Un guichet unique sera-t-il créé?

Le document annonce également que les groupes vulnérables seront mieux protégés contre la discrimination durant la crise de coronavirus. L’intervenante déplore l’absence de la question de la discrimination fondée sur l’âge. Or, cette question est très actuelle, certainement en Flandre, en raison de la discrimination frappant les personnes âgées, notamment dans les maisons de repos et de soins. Au niveau international, un débat s’est ouvert à propos de la mise en place d’une convention

beleid en pleiten zij zelf voor quota. In welke richting denkt de staatssecretaris met betrekking tot de directiecomités? Is zij het ermee eens dat de overheid op dit vlak een voorbeeldfunctie heeft?

De geplande hervorming van het ouderschapsverlof is een goede zaak. Het is nog steeds niet eenvoudig voor vaders om hun vaderschapsverlof op te nemen, omwille van de druk die zij vaak ervaren vanwege de werkgever. Plant de staatssecretaris een gedeeltelijke verplichting van het vaderschapsverlof?

Een verwant probleem is dat veel mensen geen ouderschapsverlof kunnen opnemen, omwille van het financiële aspect. Zal de staatssecretaris pleiten voor een hogere uitkering voor bepaalde groepen ouders?

De fractie van de spreekster kijkt verwachtingsvol uit naar het werk dat de staatssecretaris zal uitvoeren met betrekking tot de rechten van transgender- en intersekspersonen. Wil zij de geslachten M/V/X invoeren of wil zij de geslachtsregistratie op officiële documenten afschaffen? De fractie van de spreekster pleit voor de invoering van M/V/X, zodat het nog steeds mogelijk blijft om discriminatie vast te kunnen stellen.

De staatssecretaris kondigt aan dat zij een nieuw discriminatiecriterium wil toevoegen in de antidiscriminatiewetgeving. Om welk criterium gaat het precies?

In het luik rond gelijke kansen en diversiteit zegt de staatssecretaris dat zij de verschillende instituten wil versterken. Hoe verhouden het IGVM en de cel gelijke kansen binnen de administratie van de staatssecretaris zich ten opzichte van elkaar? Welke extra bevoegdheden zouden er naar het Instituut gaan?

De staatssecretaris wil ook de versnippering in het landschap van instellingen tegen discriminatie wegwerken. De spreekster juicht dit toe, want het is van belang dat de burger zich tot één loket kan wenden. Zal dat enig loket er komen?

Verder wordt in de nota aangekondigd dat kwetsbare groepen meer zullen worden beschermd tegen discriminatie tijdens de coronacrisis. Een aspect dat volgens de spreekster ontbreekt, is dat van de leeftijdsdiscriminatie. Nochtans is het thema, zeker in Vlaanderen, erg actueel, naar aanleiding van de discriminatie van ouderen in, onder andere, woonzorgcentra. Op internationaal vlak is er een debat ontstaan over de creatie van een conventie rond leeftijdsdiscriminatie. De Belgische

sur la discrimination fondée sur l'âge. Les partis écologistes belges préconisent la création d'un commissariat chargé des droits des personnes âgées. Toutefois, ce commissariat devra fonder son fonctionnement sur une convention concrète. Ne serait-il pas préférable qu'une convention internationale sur la discrimination fondée sur l'âge soit d'abord votée?

Il serait positif, 20 ans après la conférence de Durban, que l'on se dote enfin d'un Plan de lutte contre le racisme. L'intervenante demande à la secrétaire d'État d'entamer un maximum de concertations à ce sujet. Cette mesure serait également importante pour le Plan LGBTQI. Un problème provient toutefois du fait que la société civile qui travaille sur ces questions est financée par les régions. Une aide financière sera-t-elle également allouée au niveau fédéral? Pourquoi la secrétaire d'État ne mentionne-t-elle, dans sa note, qu'une seule initiative concernant les LGBTQI?

S'agissant de diversité et de discrimination sur le marché de l'emploi, la secrétaire d'État annonce qu'elle ajoutera un chapitre au Code du bien-être au travail. Qu'entend-elle précisément par-là?

Les appels mystère se feront-ils sur la base d'une plainte, à l'instar de la proposition de loi de Nahima Lanjri, ou autorisera-t-on la "*fishing expedition*"? Quelle est la position de la secrétaire d'Etat?

L'exposé d'orientation politique fixe un objectif de 3 % d'emplois de personnes en situation de handicap. L'intervenante estime que ce pourcentage n'est pas suffisant et que des mesures plus contraignantes s'imposent. Par ailleurs, il faut également changer la perception négative qu'ont beaucoup de gens envers les personnes handicapées.

Au niveau international, l'intervenante évoque l'*Elsie Initiative* lancée par *UN Women*, qui vise à autoriser davantage de femmes dans des opérations de maintien de la paix. La secrétaire d'État va-t-elle examiner cette question de concert avec la ministre de la Défense – la première à occuper ce poste en tant que femme?

Madame Nadia Moscufo (PVDA-PTB) a lu l'exposé d'orientation politique et la note de politique générale avec beaucoup d'intérêt. Elle avait en effet de grandes attentes en matière d'Égalité des chances, à l'égard du gouvernement le plus féminin et le plus diversifié que la Belgique ait connu. Les ambitions de la secrétaire d'État ne sont pas des moindres, en particulier concernant la création d'une culture d'égalité et d'inclusivité dans

groene partijen pleiten voor de oprichting van een ouderenrechtencommissariaat. Dat commissariaat zal zijn werking wel moeten baseren op een concreet verdrag. Is het niet beter als er eerst een internationaal verdrag over leeftijdsdiscriminatie wordt gestemd?

Het zou goed zijn indien er 20 jaar na de conferentie van Durban eindelijk een Plan tegen racisme zou komen. De spreekster vraagt de staatssecretaris om hierover maximaal in overleg te treden. Dat zal ook van belang zijn voor het LGBTQI-plan. Een knelpunt is wel dat het middenveld dat rond deze kwesties werkt regionaal wordt gefinancierd. Zal er vanuit het federale niveau ook financiële ondersteuning komen? Waarom vermeldt de staatssecretaris in haar nota slechts één initiatief met betrekking tot LGBTQI?

Met betrekking tot diversiteit en discriminatie op de arbeidsmarkt, meldt de staatssecretaris dat zij een hoofdstuk wil toevoegen aan de Codex over welzijn op het werk. Wat bedoelt zij daar precies mee?

Zullen de *mystery calls* op basis van een klacht gebeuren, zoals het wordt geformuleerd in het wetsvoorstel van Nahima Lanjri, of zou de zogenaamde *fishing expedition* mogelijk zijn? Wat is het standpunt van de staatssecretaris?

In de nota wordt er een streefcijfer van 3 % arbeidsparticipatie van personen met een handicap voorgesteld. De spreekster denkt dat dit niet genoeg is en er meer dwingende maatregelen nodig zijn. Bovendien moet er ook gewerkt worden aan de negatieve perceptie die veel mensen hebben van personen met een handicap.

Op internationaal vlak verwijst de spreekster ten slotte nog naar het *Elsie Initiative* van *UN Women*, dat beoogt meer vrouwen toe te laten in vredesoperaties. Zal de staatssecretaris dit samen met de minister van Defensie – voor de eerste keer een vrouw – behandelen?

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) heeft de beleidsverklaring en de beleidsnota met veel belangstelling gelezen. Ze had immers grote verwachtingen inzake gelijke kansen, gezien de meest vrouwelijke en de meest gediversifieerde regering die België ooit heeft gekend. De staatssecretaris heeft grote ambities, in het bijzonder inzake de totstandkoming van een cultuur van gelijkheid en van inclusiviteit in de samenleving. Het is duidelijk

la société. Elle connaît clairement bien le sujet et elle a pris en compte de nombreuses revendications de la société civile.

La secrétaire d'État indique qu'elle veut faire une priorité de la lutte contre les violences envers les femmes et qu'elle souhaite inclure le féminicide dans le Code pénal. Cela est aussi une revendication des mouvements de femmes.

Un deuxième point positif est que la secrétaire d'État veuille porter le congé de paternité à vingt jours. Pour le groupe de l'intervenante, le congé de paternité doit toutefois être imposé étant donné que des pères renoncent encore trop souvent à prendre leur congé de paternité volontaire à cause de la pression sociale. En outre, il faut veiller à ce que l'allocation qui leur sera accordée soit suffisamment élevée.

Si la note de politique générale comporte assurément plusieurs points positifs, le groupe de l'intervenante restera vigilant et fera en sorte que la secrétaire d'État tienne également ses promesses.

Il est également positif que la secrétaire d'État projette de travailler de manière transversale. Cette approche sera nécessaire pour prendre les problèmes à la racine.

Il est grand temps que le gouvernement adopte enfin une approche exhaustive des violences de genre. La semaine dernière, la Belgique a eu à déplorer le dix-huitième féminicide de l'année. L'augmentation exponentielle de la violence intrafamiliale qu'on a constatée pendant le premier confinement est également inquiétante, et ce phénomène se répétera et aura peut-être même encore plus d'ampleur pendant le second confinement, si des mesures supplémentaires ne sont pas prises rapidement, telles que la mise à disposition 24h sur 24 et 7 jours sur 7 de lignes d'assistance téléphonique anonymes gratuites.

Le groupe de l'oratrice déplore le fait que, dans la note de politique générale, la secrétaire d'État ne mentionne que l'élargissement des lignes d'aide par l'ajout de fonctions de messagerie par SMS et de chat, mais qu'elle ne dise pas un mot sur l'élargissement des plages horaires pendant lesquelles ce service est accessible. Il faut en outre travailler d'urgence à la création de places supplémentaires dans les refuges d'urgence, afin que les victimes puissent fuir leur bourreau, y compris pendant le confinement.

Ce n'est donc pas un luxe superflu que de vouloir doubler le nombre de Centres de Prise en charge des

dat ze het onderwerp goed kent en ze heeft rekening gehouden met talrijke eisen van het middenveld.

De staatssecretaris geeft aan dat ze van het geweld jegens de vrouwen een prioriteit wil maken en dat ze feminicide in het Strafwetboek wenst op te nemen. Dat is ook een eis van de vrouwenbewegingen.

Een tweede positieve punt is dat de staatssecretaris het vaderschapsverlof wil verhogen naar twintig dagen. Voor de fractie van de spreekster moet dat vaderschapsverlof echter verplicht worden, omdat vaders door de maatschappelijke druk nog te vaak afzien van hun vrijwillige vaderschapsverlof. Bovendien moet de uitkering die de vaders zullen ontvangen hoog genoeg zijn.

Er staan zeker enkele positieve punten in de beleidsnota, maar de fractie van de spreekster zal toch waakzaam blijven en erop toezien dat de beloftes ook waargemaakt zullen worden.

Verder is het positief dat de staatssecretaris van plan is om transversaal te werk te gaan. Dat zal nodig zijn om problemen bij de wortel aan te pakken.

Het is hoog tijd dat de regering eindelijk voor een exhaustieve aanpak van gendergeweld kiest. Vorige week is in België de achttiende vrouwenmoord van het jaar te betreuren gevallen. De exponentiële toename van het intrafamiliaal geweld die men tijdens de eerste lockdown heeft vastgesteld, is eveneens verontrustend. Dat verschijnsel zal zich herhalen en zal misschien nog grotere proporties aannemen tijdens de tweede lockdown indien niet snel bijkomende maatregelen worden genomen, zoals de terbeschikkingstelling 24 op 7 van kosteloze en anonieme telefonische hulplijnen.

De fractie van de spreekster betreurt dat de staatssecretaris het in de beleidsnota inzake de uitbreiding van de hulplijnen alleen heeft over de toevoeging van functies van SMS- en chatberichten, maar met geen woord rept over de uitbreiding van de tijdvensters tijdens dewelke die dienst bereikbaar is. Bovendien moet dringend werk worden gemaakt van bijkomende plaatsen in de noodopvanghuizen zodat de slachtoffers kunnen wegvluchten van hun mishandelaar, ook tijdens de lockdown.

In 2021 het aantal Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG) willen verdubbelen is dus geen overbodige luxe.

Violences Sexuelles (CPVS) à l'horizon 2021. Le groupe de l'oratrice veillera à ce que la secrétaire d'État tienne cet engagement.

L'oratrice ne comprend pas que l'exposé d'orientation politique ferme définitivement la porte à l'assouplissement et à la dépénalisation du droit à l'avortement. En effet, l'accord de gouvernement prévoyait encore la possibilité de renvoyer à la Commission d'évaluation les propositions de réforme pour les évaluer. Toutefois, l'absence totale de cette mesure, pourtant bien faible, dans l'exposé d'orientation politique ne peut qu'amener à la conclusion que l'assouplissement indispensable de la législation relative à l'avortement disparaîtra dans un tiroir pour le reste de cette législature.

Tant que cela ne peut pas être réalisé, la prévention des grossesses involontaires est d'autant plus importante. L'oratrice veillera à ce que la secrétaire d'État tienne son engagement de garantir l'accès à la contraception (d'urgence) pendant la crise sanitaire.

Un point qui est très peu soulevé dans le débat public est celui de l'accès aux produits d'hygiène menstruelle. Un article récent dans le journal *De Morgen* révélait qu'une fille sur huit en Flandre n'a pas d'argent pour acheter des tampons ou d'autres produits d'hygiène menstruelle, selon une étude de Caritas. La "précarité menstruelle" est encore une dure réalité aujourd'hui, et ce problème ne fera que s'aggraver en raison de la perte de revenus que subissent de nombreux ménages, à cause des conséquences économiques de la crise sanitaire. Pour le groupe de l'oratrice, il est aussi question ici de la qualité et de l'accessibilité des soins de santé pour les femmes. En plus, des mesures concrètes pour faciliter l'accès aux produits d'hygiène menstruelle peuvent aussi réduire l'inégalité entre les femmes et les hommes.

Pour l'oratrice, l'inégalité entre les femmes et les hommes n'est pas seulement un produit de notre culture patriarcale et discriminatoire, mais elle est aussi résolument socio-économique. Il est positif que la secrétaire d'État prenne des mesures concrètes pour amener davantage de femmes à occuper des postes de haut niveau et à siéger dans des conseils d'administration, mais beaucoup de femmes ne peuvent que rêver de s'approcher un jour de ce plafond de verre. Elles sont clouées au "plancher collant", que la secrétaire d'État mentionne également. Les caissières du Delhaize ne sont pas concernées par les quotas de diversité de genres au sein du comité de direction. Il faudra donc prendre des mesures concrètes pour aider ces femmes à sortir de la pauvreté. La secrétaire d'État fait référence à l'accord du gouvernement, qui vise à augmenter le

De fractie van de spreekster zal erop toezien dat de staatssecretaris die verbintenis nakomt.

De spreekster begrijpt niet dat de beleidsverklaring definitief de deur sluit voor de versoepeling en voor het uit het strafrecht halen van het recht op abortus. Het regeerakkoord voorziet immers nog in de mogelijkheid om de voorstellen tot hervorming te verwijzen naar de Evaluatiecommissie om ze te evalueren. Dat die, nochtans zwakke maatregel, helemaal niet wordt vermeld in de beleidsverklaring kan alleen leiden tot de conclusie dat de onontbeerlijke versoepeling van de abortuswetgeving voor de resterende duur van deze regeerperiode in een lade zal verdwijnen.

Zolang dat niet kan worden verwezenlijkt, is het voorkomen van ongewenste zwangerschappen des te belangrijker. De spreekster zal erop toezien dat de staatssecretaris haar belofte nakomt om tijdens de gezondheidscrisis de toegang tot de (nood)contraceptie te waarborgen.

De toegang tot de producten voor maanstondhygiëne komt weinig aan bod in het publiek debat. In een recent artikel in de krant *De Morgen* wordt aangegeven dat volgens een onderzoek van Caritas in Vlaanderen één meisje op acht geen geld heeft om tampons of andere producten voor maanstondhygiëne te kopen. De "menstruatiearmoede" is vandaag nog een harde realiteit en dat probleem zal alleen nog verergeren door het inkomensverlies waarmee tal van gezinnen te kampen hebben door de economische gevolgen van de gezondheidscrisis. Voor de fractie van de spreekster is hier ook sprake van de kwaliteit en van de toegankelijkheid van de gezondheidszorg voor de vrouwen. Bovendien kunnen concrete maatregelen om de toegang tot de producten voor maanstondhygiëne te vergemakkelijken ook de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen verminderen.

Voor de spreekster is de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen niet alleen een product van onze patriarchale en discriminerende cultuur, maar is ze ook resoluut sociaaleconomisch. Het is positief dat de staatssecretaris concrete maatregelen neemt om meer vrouwen ertoe te brengen posten van hoog niveau te bekleden en zitting te hebben in raden van bestuur, maar veel vrouwen kunnen er alleen maar van dromen dit glazen plafond te benaderen. Ze zitten vast aan de "kleverige vloer", die de staatssecretaris ook vermeldt. De kassiersters van Delhaize zijn niet betrokken bij de quota inzake genderdiversiteit in het directiecomité. Er zullen dus concrete maatregelen moeten worden genomen om die vrouwen te helpen om uit de armoede te geraken. De staatssecretaris verwijst naar het regeerakkoord, dat beoogt de werkgelegenheidsgraad te verhogen.

taux d'emploi. Pour l'oratrice, le paramètre qui pourrait définir si on a vraiment avancé, devrait être le taux d'emploi à temps plein.

La secrétaire d'État dit qu'elle veut réviser la loi pour lutter contre l'écart salarial, afin de la rendre effective. Le groupe de l'oratrice préfère les mesures directes, qui ont déjà fait leurs preuves, qui profitent à la prospérité et au bien-être des personnes de tous les genres, et dont les femmes bénéficient d'autant plus, en raison de leur surreprésentation dans les secteurs faiblement rémunérés et souvent dans les emplois à temps partiel.

Une mesure concrète serait l'instauration immédiate d'un salaire minimum à 14 euros de l'heure ou de 2 300 euros bruts par mois. Il faudrait aussi penser à la réduction collective du temps de travail. Les résultats de la recherche-action du mouvement féministe Femma sur les effets de la semaine des 30 heures avec maintien du salaire sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des femmes peuvent difficilement être ignorés par une secrétaire d'État qui se préoccupe du bien-être et de l'indépendance financière des femmes. La réduction collective du temps de travail pour tous les travailleurs est en effet l'instrument par excellence pour parvenir à une meilleure répartition du travail reproductif, et pour réduire l'écart de revenus entre les femmes et les hommes. Cet effet est bien plus important que la simple transposition de la directive européenne sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, qui accorde des droits et une protection supplémentaire aux travailleurs et travailleuses qui prennent des congés.

En soi, cette transposition est certainement une bonne chose, et les systèmes de congé ont certainement leur place dans une bonne politique socio-économique, qui cherche à lutter contre les inégalités de genre. L'oratrice se réjouit qu'après tant d'années d'économies et de restrictions des régimes de congé, la secrétaire d'État souhaite mettre en place un régime cohérent de congés thématiques et d'interruptions de carrière. Dans la pratique, cependant, nous n'avancerons guère en termes d'égalité de genre tant que les allocations correspondantes n'atteindront pas 100 % du salaire et que ces périodes seront de moins en moins assimilées dans le calcul des pensions.

Contrairement à ce que la secrétaire d'État veut réaliser, l'écart entre les pensions des hommes et des femmes va se creuser avec la réforme des pensions qui est maintenant sur la table. Il semble que les femmes continueront à être financièrement sanctionnées du fait qu'au cours de leur carrière, elles prennent en charge une proportion plus élevée de travail reproductif par rapport au travail rémunéré, et du fait qu'elles sont surreprésentées dans

De voltijdse werkgelegenheidsgraad zou volgens de spreekster de parameter moeten zijn die zou kunnen bepalen of er echt vooruitgang is geboekt.

De staatssecretaris geeft aan dat ze de wet wil herzien om de loonkloof te bestrijden met de bedoeling dat de wet effectief is. De fractie van de spreekster geeft de voorkeur aan directe maatregelen, die hun doeltreffendheid al hebben bewezen, die de welvaart en het welzijn ten goede komen van de personen van alle genders en die de vrouwen des te meer ten goede komen omdat ze oververtegenwoordigd zijn in de sectoren met lage lonen en vaak in de deeltijdse banen.

Het instellen van een minimumuurloon van 14 euro per uur of 2 300 euro bruto per maand zou een concrete maatregel zijn. Er zou ook moeten worden gedacht aan de collectieve werktijdvermindering. Een staatssecretaris die begaan is met het welzijn en met de financiële onafhankelijkheid van de vrouwen kan de resultaten van het actieonderzoek van de feministische beweging Femma inzake de invloed van de 30-urenweek met behoud van loon op het evenwicht tussen het beroeps- en het gezinsleven van de vrouwen niet naast zich neerleggen. De collectieve arbeidsduurvermindering voor alle werknemers is immers het middel bij uitstek om te komen tot een betere verdeling van het reproductieve werk en om de loonkloof tussen vrouwen en mannen te verkleinen. Dat effect is veel groter dan dat van de loutere omzetting van de Europese richtlijnen inzake het evenwicht tussen beroeps- en privéleven, die aan de werknemers en de werkneemsters die verlof nemen bijkomende rechten en een bijkomende bescherming toekennen.

Op zich is die omzetting zeker een goede zaak en de verlofregelingen horen zeker thuis in een goed sociaaleconomisch beleid dat de genderongelijkheden beoogt te bestrijden. De spreekster is verheugd dat de staatssecretaris, na al die jaren van besparingen en van inperkingen van de verlofregelingen, een samenhangende regeling inzake thematische verloven en loopbaanonderbrekingen wenst in te stellen. In de praktijk zal er inzake gendergelijkheid echter weinig vooruitgang worden geboekt zolang de overeenstemmende uitkeringen niet gelijk zijn aan het loon en die periodes aldaar minder zullen worden gelijkgesteld in de berekening van de pensioenen.

In tegenstelling tot wat de staatssecretaris wil verwezenlijken zal de kloof tussen de pensioenen van de mannen en van de vrouwen groter worden door de thans voorliggende pensioenhervorming. Het ziet ernaar uit dat de vrouwen zullen blijven worden bestraft voor het feit dat ze tijdens hun loopbaan een groter aandeel aan reproductieve arbeid voor hun rekening nemen ten aanzien van het betaald werk, en voor het feit dat ze

des professions moins bien rémunérées, mais néanmoins essentielles et pénibles. Comment la secrétaire d'État va-t-elle y remédier? Veillera-t-elle à ce que l'on cherche les moyens de relever effectivement et immédiatement la pension minimum à 1 500 euros nets, et non bruts? Des changements seront nécessaires pour que cette réforme des pensions ne plonge pas les femmes encore plus profondément dans la pauvreté et la dépendance financière vis-à-vis des hommes.

Les bonnes intentions ne suffiront pas à garantir l'égalité des chances. C'est pourquoi l'oratrice se réjouit du fait que la secrétaire d'État aille au-delà de l'accord de coalition et qu'elle ouvre la porte à des tests pratiques proactifs sur le marché du travail contre toutes les formes de discrimination.

Nous avons pu lire dans le journal d'hier à quel point c'est nécessaire. Un article de *La Libre Belgique* expliquait comment une jeune femme sourde enceinte avait été discriminée de trois façons, dans le cadre d'une procédure de candidature. Il est bon et légitime que pour la première fois, le tribunal ait également reconnu une discrimination multiple, mais cela ne suffit pas.

La secrétaire d'État souhaite enfin travailler à l'élaboration d'un plan d'action interfédéral contre le racisme, l'intolérance et toutes les formes de discrimination. Cela fait en effet plus de dix ans qu'on annonce la venue d'un tel plan, mais il n'a jamais été élaboré, et encore moins mis en œuvre. Le groupe de l'oratrice veillera à ce que la secrétaire d'État utilise tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce plan.

Madame Moscufo termine son intervention avec quelques questions spécifiques:

Quelles initiatives concrètes sont prises en matière d'élimination des violences et du harcèlement sur le lieu de travail? La loi existante sera-t-elle renforcée, en tenant compte de la "position difficile des personnes de confiance"?

L'évaluation du paysage institutionnel des organes et administrations pour l'égalité aura-t-elle un impact sur les conseils consultatifs tels que le Conseil de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, et le Conseil consultatif Genre et Développement?

La secrétaire d'État va-t-elle encore entreprendre des démarches proactives afin d'instaurer le salaire minimum de 14 euros de l'heure?

La secrétaire d'État a demandé aux membres de formuler des idées en vue d'améliorer la collaboration avec le Parlement. L'intervenante estime qu'il faut d'abord

oververtegenwoordigd zijn in de minder betaalde beroepen, die nochtans essentieel en zwaar zijn. Hoe zal de staatssecretaris dat verhelpen? Zal ze ervoor zorgen dat de middelen worden gezocht om het minimumpensioen daadwerkelijk en onmiddellijk op te trekken tot 1 500 euro netto in plaats van bruto? Er zijn wijzigingen nodig zodat die pensioenhervorming de vrouwen niet nog dieper in de armoede duwt en niet nog meer financieel afhankelijk maakt van de mannen.

Goede voornemens zullen niet volstaan om de gelijke kansen te waarborgen. Daarom is de spreekster verheugd dat de staatssecretaris verder gaat dan het regeerakoord en de deur openzet voor proactieve praktijktjesten op de arbeidsmarkt tegen alle vormen van discriminatie.

Wij hebben gisteren in de krant kunnen lezen hoezeer dat nodig is. In een artikel in *La Libre Belgique* werd uitgelegd hoe een zwangere jonge vrouw op drie manieren werd gediscrimineerd in het kader van een vacature. Het is een goede zaak en het is terecht dat de rechtbank ook een meervoudige discriminatie heeft erkend, maar dat volstaat niet.

Tot slot wenst de staatssecretaris werk te maken van een interfederaal actieplan tegen racisme, onverdraagzaamheid en alle vormen van discriminatie. Een dergelijk plan wordt immers al sinds meer dan tien jaar aangekondigd, maar het is er nooit gekomen en werd dus zeker niet ten uitvoer gelegd. De fractie van de spreekster zal erop toezien dat de staatssecretaris alle nodige middelen gebruikt om dat plan ten uitvoer te leggen.

Om haar betoog af te sluiten, stelt mevrouw Moscufo enkele vragen:

Welke concrete initiatieven worden genomen inzake de uitbanning van geweld en pesterijen op het werk? Zal de bestaande wet worden versterkt rekening houdend met de "moeilijke positie van de vertrouwenspersonen"?

Zal de evaluatie van het institutioneel landschap van de instanties en administraties inzake gelijkheid een weerslag hebben op de adviesraden zoals de Raad van de Gelijke kansen voor mannen en vrouwen en de Adviesraad Gender en Ontwikkeling?

Gaat de staatssecretaris nog proactief stappen ondernemen om het minimumloon van 14 euro mogelijk te maken?

De staatssecretaris vroeg de leden nog welke ideeën zij hebben voor een betere samenwerking met het Parlement. De spreekster denkt dat men in de eerste

réfléchir à la manière de travailler de manière transversale. En outre, il existe de très bonnes initiatives au niveau local pour lutter contre la violence basée sur le genre. Certaines pourraient peut-être être étendues au niveau fédéral. Enfin, on pourrait peut-être auditionner davantage d'organisations de femmes.

M. Robby De Caluwé (Open Vld) indique que l'égalité des chances est un point important pour lui et son groupe. Le sujet mérite dès lors un examen détaillé.

Il est positif que la secrétaire d'État insiste autant sur l'égalité des genres. En cette période de coronavirus, son importance apparaît encore plus clairement, malheureusement souvent pour des raisons négatives. Il s'agit alors par exemple de la problématique des violences intrafamiliales, de la combinaison entre vie professionnelle et vie privée en période de travail à domicile et des restructurations économiques résultant de la crise économique, qui, comme toujours, toucheront d'abord les groupes les plus fragiles sur le marché du travail.

La seule observation que l'intervenant souhaite formuler à cet égard est que la secrétaire d'État adopte une vision unidimensionnelle basée sur une binarité. En effet, elle oppose toujours hommes et femmes, alors que la question du genre évolue vers la dimension non binaire. Celle-ci réapparaît dans le chapitre de la diversité, mais il paraît quelque peu paradoxal que l'accent soit d'abord si fortement mis sur l'opposition homme-femme, sans tenir suffisamment compte des gradations intermédiaires ou du fait que toutes les femmes n'ont pas un partenaire masculin (et vice-versa).

Dans le même ordre d'idées, l'intervenant demande quelle solution le gouvernement apportera à l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant la loi transgenre. Comment le gouvernement va-t-il gérer l'abandon de l'opposition binaire stricte H-F? Le ministre de la Justice a déjà formulé plusieurs propositions dans le cadre de sa note de politique générale, mais qu'en pense la secrétaire d'État? Existe-t-il une place pour un "troisième sexe" X? L'intervenant fait observer à cet égard qu'il considère la comparaison que vient de faire une collègue, laquelle demandait si un jeune homme doit également pouvoir se faire enregistrer comme vieillard, ou une personne blanche comme personne de couleur pour le moins étrange. Aux yeux de l'intervenant, il est évident que l'identité de genre n'est pas un choix. On ne choisit pas d'être un homme, une femme, un genre fluide, un(e) homosexuel(le), ou autre.

Un autre exemple tiré de l'exposé d'orientation politique, à savoir l'allusion aux mères célibataires en termes

plaats moet nadenken over hoe men meer transversaal kan werken. Daarnaast bestaan er op het lokale niveau erg goede initiatieven tegen gendergerelateerd geweld. Sommige initiatieven kunnen misschien naar het federaal niveau worden gebracht. Ten slotte kunnen er misschien meer hoorzittingen met de vrouwenorganisaties worden georganiseerd.

De heer Robby De Caluwé (Open Vld) geeft aan dat gelijke kansen voor hem en voor zijn fractie een belangrijke zaak zijn. Het onderwerp verdient dan ook een uitgebreide bespreking.

Het is een goede zaak dat de staatssecretaris een sterke nadruk legt op gendergelijkheid. In deze corona-periode is het belang daarvan nog méér dan anders duidelijk geworden, helaas vaak omwille van negatieve redenen. Het gaat dan bijvoorbeeld om de problematiek van intrafamiliaal geweld, de combinatie van arbeid en privéleven tijdens de periode van thuiswerk en de economische herstructureringen ten gevolge van de economische crisis, die zoals steeds in eerste instantie de zwakste groepen op de arbeidsmarkt zullen treffen.

De enige opmerking die de spreker hierbij wil maken is dat de staatssecretaris nogal ééndimensionaal in binaire termen spreekt. Ze heeft het steeds over man versus vrouw, terwijl het genderverhaal meer en meer gehororiënteerd wordt naar de niet-binaire dimensie. Dat laatste komt terug in het stuk rond diversiteit, maar het komt enigszins paradoxaal over dat eerst zeer uitdrukkelijk de tegenstelling man-vrouw wordt benadrukt, zonder voldoende rekening te houden met gradaties daartussen of met het feit dat niet elke vrouw een mannelijke partner heeft (en omgekeerd).

In het verlengde daarvan vraagt de spreker zich af welke oplossing de regering naar voren zal brengen voor de uitspraak van het Grondwettelijk Hof over de transgenderwet. Hoe zal de regering omgaan met het afstappen van de strikte binaire tegenstelling M-V? De minister van Justitie heeft hierover al een aantal voorstellen geformuleerd naar aanleiding van zijn beleidsnota, maar hoe ziet de staatssecretaris dit? Is er plaats voor een zogenaamd "derde geslacht" X? De spreker merkt hierbij op dat hij de vergelijking die een collega net maakte, waarbij ze vroeg of een jongeman zich dan ook als bejaarde moet kunnen registreren, of een blanke als kleurling, zeer vreemd vond. Voor de spreker is het duidelijk dat genderidentiteit geen keuze is. Men kiest er niet voor om man of vrouw, genderfluïde, homo, of wat dan ook te zijn.

Een ander voorbeeld uit de beleidsverklaring, meer bepaald de verwijzing naar alleenstaande moeders als

de bien-être mental en période de confinement, amène l'intervenant à considérer un autre aspect: la note de politique générale oublie une fois encore les célibataires sans enfant. Or, ces derniers sont justement les premières victimes de l'isolement en période de confinement et risquent de tomber dans la pauvreté s'ils venaient à perdre leur emploi.

Il est dommage que les célibataires ne soient pas pris en compte dans la nouvelle politique. Le groupe des célibataires sans enfants est extrêmement diversifié, mais augmente rapidement, en particulier dans les plus grandes villes. La réponse classique donnée sous la précédente législature était que les célibataires sans enfant ne pouvaient être discriminés au regard de la loi. Mais, c'est une réponse facile. Dans toute une série de cas, cette catégorie est victime d'une inégalité de traitement. Ainsi, en Belgique, ils sont par exemple taxés le plus lourdement par rapport à l'ensemble de l'OCDE. Quelle politique la secrétaire d'État entend-elle déployer à leur égard? Entreront-ils en ligne de compte? En d'autres termes, la secrétaire d'État veillera-t-elle à ce que les décisions relatives à la nouvelle politique ne se traduisent pas par des répercussions négatives disproportionnées pour les célibataires sans enfant?

L'intervenant ajoute que quelques autres thèmes ont été oubliés dans la note de la secrétaire d'État. Par exemple, il n'y a aucune réflexion sur la façon dont la société gérera d'autres formes de relations et de cohabitation, comme la polyamorie. Comment générera-t-elle la parentalité multiple, comme lorsqu'un couple gay conçoit un enfant avec une mère porteuse? Le groupe de l'intervenant fait observer que ces thèmes sont de plus en plus polarisés dans les médias, dans des émissions telles que "*I hardly dare to ask*" (sur NPO1) ou "*Dare to ask*" (sur la chaîne flamande Één). Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne soient inscrits à l'agenda politique. Quelle est la position de la secrétaire d'État en la matière et comment entend-elle se montrer suffisamment proactive pour les porter à l'agenda politique en temps utile?

En outre, des thématiques à connotation culturelle ou religieuse, comme la circoncision des jeunes garçons, ne sont pas évoqués. L'excision des fillettes n'est abordée que dans le cadre de l'Asile et de Migration mais que penser de fillettes qui sont nées en Belgique et emmenées dans leur pays d'origine pour y être excisées?

Globalement, le groupe de l'intervenant est satisfait de la grande importance accordée par la secrétaire d'État à la lutte contre la discrimination et le racisme. Plus particulièrement, le groupe attend avec impatience

het gaat over het mentaal welzijn in de lockdown, brengt de spreker bij een volgende aspect: in de beleidsnota worden andermaal de kinderloze singles vergeten. Uitgerekend zij zijn de eerste slachtoffers van vereenzaming tijdens een lockdown en potentiële slachtoffers voor armoede, wanneer ze hun job verliezen.

Het blijft jammer dat de singlereflex niet wordt doorgevoerd bij het nieuwe beleid. De groep van kinderloze singles is zeer divers, maar groeit snel, niet in het minst in de grotere steden. Het klassieke antwoord tijdens de vorige regeerperiode was dan dat kinderloze singles wettelijk niet gediscrimineerd worden. Dat is echter een gemakkelijk antwoord. Kinderloze singles worden alleszins in een aantal situaties ongelijk behandeld. Zo betalen zij in België bijvoorbeeld de zwaarste belastingen in de ganse OESO. Welk beleid zal de staatssecretaris dus ontwikkelen ten aanzien van kinderloze singles? Komt de singlereflex er? Zal de staatssecretaris er met andere woorden over waken dat beslissingen rond nieuw beleid niet onevenredig negatieve gevolgen hebben voor kinderloze singles?

De spreker mist in de nota van de staatssecretaris ook nog enkele andere thema's. Zo wordt er niet nagedacht over de vraag hoe de samenleving zal omgaan met andere relatie- en samenlevingsvormen, zoals polyamorie. Hoe zal de samenleving omgaan met meer-voudig ouderschap, zoals in de situatie wanneer een homokoppel samen met een vrouw een kind krijgt? De fractie van de spreker merkt dat deze thema's langsom meer aandacht krijgen in de media, in programma's als "Ik durf het bijna niet te vragen" (op NPO1) of "Durf te vragen" (op Eén). Het is een kwestie van tijd vooraleer ze op de politieke agenda zullen moeten komen. Hoe staat de staatssecretaris hier tegenover en op welke manier wil ze voldoende proactief te werk gaan om ze tijdig op de politieke agenda te plaatsen?

Bovendien komen ook cultureel-religieus geladen onderwerpen zoals de besnijdenis van jongetjes niet aan bod. De besnijdenis van meisjes komt alleen aan bod in verband met Asiel en Migratie, maar wat met meisjes die in België geboren zijn, maar worden meegenomen naar het land van oorsprong om daar besneden te worden?

In het algemeen is de fractie van de spreker tevreden met de grote nadruk die de staatssecretaris legt op de strijd tegen discriminatie en racisme. In het bijzonder kijkt de fractie uit naar het nieuwe interfedrale actieplan dat

le nouveau plan d'action interfédéral qui succédera enfin au précédent plan d'action contre l'homophobie et la transphobie.

Le membre a par ailleurs encore plusieurs questions ponctuelles.

La secrétaire d'État parle de renforcer l'Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes avec les ressources financières et humaines suffisantes. Quels sont les montants et les effectifs concrètement envisagés?

Peut-elle également expliquer ce que signifie la phrase: "Je veillerai à ce que l'Institut puisse continuer à protéger et promouvoir de manière indépendante l'égalité de genre"? L'indépendance de l'Institut est-elle remise en question?

La secrétaire d'État annonce également la mise à disposition de ressources complémentaires pour des initiatives de recherche et de sensibilisation. De quel montant de ressources complémentaires est-il question sur une base annuelle? Y aura-t-il également une coordination avec les entités fédérées afin de mettre en place des recherches communes, comme cela a été fait par exemple avec l'étude sur l'intersexualité, et d'éviter les chevauchements?

En outre, la secrétaire d'État s'est fixée comme priorité l'élaboration d'un ambitieux Plan d'Action National de lutte contre la violence basée sur le genre. Ici aussi, il est question de ressources supplémentaires. Quels sont les montants concernés? Quand la secrétaire d'État compte-t-elle concrétiser ce plan?

Dans le domaine de la violence domestique, il faut faire une distinction entre la violence physique et la violence psychologique. La première est généralement visible, la seconde cause des dommages internes et entraîne souvent des explosions de violences physiques. Le membre demande à la secrétaire d'État de tenir, dans sa politique, compte du fait que les hommes peuvent également être victimes de violence et qu'il s'agit souvent de violence psychologique.

Le secrétaire d'État promet d'attirer l'attention de la ministre de l'Intérieur sur la montée des théories misogynes et antiféministes dans l'Union européenne, qui sont liées à l'idéologie d'extrême droite. L'intervenant pense que cela se justifie pleinement, mais se demande si Mme Schlitz fera de même pour les théories antiféministes basées sur la religion.

Dans la lutte contre le sexism, le membre comprend que la secrétaire d'État s'intéresse principalement aux

eindelijk het vorige actieplan tegen homo- en transfobie moet opvolgen.

De spreker heeft verder nog een aantal punctuele vragen.

De staatssecretaris spreekt over de versterking van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen met voldoende financiële en menselijke middelen. Over welke bedragen en welk aantal personeelsleden gaat het concreet?

Kan ze ook uitleggen wat er wordt bedoeld met de zin: "Ik zal erover waken dat het Instituut de gendergelijkheid op een onafhankelijke manier kan blijven beschermen"? Wordt de onafhankelijkheid van het Instituut dan in vraag gesteld?

De staatssecretaris kondigt eveneens aan in bijkomende middelen te voorzien voor onderzoek en sensibiliseringssinitiatieven. Over hoeveel bijkomende middelen gaat dat op jaarbasis? Wordt er ook afgestemd met de deelgebieden om samen onderzoeken op te zetten, zoals dat bijvoorbeeld met de studie rond interseksualiteit is gebeurd, en om overgangen te vermijden?

Daarnaast maakt de staatssecretaris een prioriteit van het opstellen van een ambitieus Nationaal Actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld. Ook hier is er sprake van extra middelen. Over welke bedragen gaat dat? Tegen wanneer wil de staatssecretaris met dit plan uitpakken?

Op het vlak van huiselijk geweld moet men een onderscheid maken tussen fysiek en psychisch geweld. Het eerste is doorgaans zichtbaar, het tweede beschadigt mensen inwendig en leidt vaak tot fysieke uitbarstingen. De spreker vraagt de staatssecretaris om in haar beleid rekening te houden met het feit dat ook mannen het slachtoffer kunnen zijn van geweld en dat het dan vaak om psychologisch geweld gaat.

De staatssecretaris belooft de aandacht van de minister van Binnenlandse Zaken te vestigen op de toename van misogyne en antifeministische theorieën in de Europese Unie, die verband houden met de extreemrechtse ideologie. De spreker vindt dit zeer terecht, maar vraagt zich af of mevrouw Schlitz dat ook zal doen voor antifeministische theorieën die gebaseerd zijn op religie.

In de strijd tegen seksisme begrijpt de spreker dat de staatssecretaris zich hoofdzakelijk toespitst op vrouwen,

femmes, mais elle va très fort dans une seule et même direction. Le membre fait référence au dossier des Flamands célèbres qui ont récemment été victimes d'une fuite de photos pornographiques. C'étaient tous des hommes. Comment la secrétaire d'État voit-il la place des hommes dans la lutte contre le sexisme?

En ce qui concerne l'égalité des sexes à la maison et au travail, Mme Schlitz pointe à juste titre des problèmes. En ce qui concerne le risque de pauvreté, l'intervenant souligne que ce qui est dit dans la note de politique générale n'est pas faux, mais c'est un peu réducteur. Le problème est présenté comme si seules les femmes étaient exposées à un risque accru de pauvreté si elles répondent à un certain nombre d'autres critères discriminatoires tels que l'islamophobie, l'afrophobie et la grossophobie. Ce sont des facteurs qui entravent les chances de tout un chacun d'accéder au marché du travail. Un homme musulman homosexuel corpulent de type afro aura beaucoup moins d'opportunités sur le marché du travail qu'un homme flamand.

La secrétaire d'État souligne à juste titre l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et promet de prendre un certain nombre de mesures. Le membre espère que les résultats seront au rendez-vous.

Un passage remarquable de la note de politique générale est la promesse d'examiner la possibilité d'adopter des dispositions contraignantes pour accroître la représentation des femmes dans les comités de direction des entreprises. Comment la secrétaire d'État concilie-t-elle cette obligation avec l'accord de gouvernement, qui indique qu'il est important que les mesures prises revêtent surtout un caractère stimulant et sensibilisant?

Mme Schlitz annonce également qu'elle va améliorer la protection des personnes transgenres. Le membre s'en félicite.

Le membre demande une attention particulière pour un critère de discrimination quelque peu laissé à l'arrière-plan dans la note de politique générale, à savoir le critère de l'âge. Si l'on considère le nombre de plaintes qu'Unia a reçues l'année dernière, l'âge n'est que le quatrième critère après le racisme, la religion et le handicap. Toutefois, si l'on examine les appels mystères qui ont été passés dans le secteur des titres-services, il s'avère que ce n'est pas l'origine migratoire d'une personne qui est la plus grande source de discrimination, mais son âge. Maintenant que tout le monde doit travailler plus longtemps, il est important de lutter en profondeur contre la discrimination fondée sur l'âge.

Dans l'exposé de la secrétaire d'État, il est frappant de constater qu'elle promet des ressources complémentaires

maar ze gaat wel zeer sterk één en dezelfde richting uit. De spreker verwijst naar het dossier van de bekende Vlamingen die recent het slachtoffer zijn geworden van het lekken van pornografische foto's. Dat waren allemaal mannen. Hoe ziet de staatssecretaris de plaats van de mannen in de strijd tegen seksisme?

Wat de gendergelijkheid thuis en op het werk betreft, stipt mevrouw Schlitz terechte problemen aan. Inzake het armoederisico wijst de spreker erop dat hetgeen in de beleidsnota wordt beweerd niet fout is, maar net iets te kort door de bocht gaat. Men stelt het zo voor alsof enkel vrouwen een verhoogd armoederisico zouden hebben als ze aan nog een aantal andere discriminerende criteria voldoen zoals islamofobie, afrofobie en fatshaming. Dat zijn factoren die belemmerend werken voor de kansen van iedereen op de arbeidsmarkt. Ook een corpulente, homoseksuele allochtone moslimman van het afrotype zal veel minder kansen op de arbeidsmarkt hebben dan een Vlaamse man.

De staatssecretaris wijst terecht op de loonkloof tussen mannen en vrouwen en belooft een aantal acties te ondernemen. De spreker kijkt alvast hoopvol uit naar de resultaten ervan.

Een opmerkelijke passage in de beleidsnota is de belofte om de mogelijkheid te onderzoeken om bindende bepalingen vast te stellen om de vertegenwoordiging van vrouwen in de directiecomités van bedrijven te vergroten. Hoe rijmt de staatssecretaris deze verplichting met het regeerakkoord dat stelt dat het van belang is dat maatregelen vooral een stimulerend en sensibiliserend karakter hebben?

Verder kondigt mevrouw Schlitz aan de bescherming van transgender personen te zullen verbeteren. De spreker juicht dit toe.

De spreker wil speciale aandacht vragen voor een discriminatiecriterium dat in de beleidsnota enigszins onderbelicht blijft, namelijk het criterium van leeftijd. Als men kijkt naar het aantal klachten dat bij Unia vorig jaar binnenkwam, is leeftijd pas het vierde criterium na racisme, geloof en handicap. Als men echter kijkt naar de *mystery calls* die werden verricht in de dienstenchequesector, bleek dat niet iemands migratieachtergrond de grootste bron van discriminatie was, maar wel leeftijd. Nu iedereen langer aan de slag moet blijven, is het belangrijk dat discriminatie op basis van leeftijd grondig wordt aangepakt.

In de toelichting van de staatssecretaris valt het op dat zij aan heel wat initiatieven bijkomende middelen

à de nombreuses initiatives. Elle prévoit ainsi notamment un soutien structurel à la recherche dans le domaine de l'égalité des chances. De quels montants s'agit-il? D'où viennent-ils? S'agit-il de réaffectations dans les budgets existants?

Unia se voit également attribuer plus de compétences, il faut donc que les moyens budgétaires suivent. Les entités fédérées devront-elles augmenter leurs contributions?

La secrétaire d'État déclare à juste titre que le gouvernement lui-même donne l'exemple et peut faire preuve de diversité dans son personnel. L'exemplarité des autorités est généralement admise. Cependant, la secrétaire d'État s'en tient à des propos très généraux en promettant une "attention particulière". Que faut-il entendre par là? Pour le groupe de l'intervenant, les quotas ne sont pas l'instrument approprié, mais il faut plutôt travailler avec des objectifs chiffrés et d'autres actions positives (comme des jurys composés paritairement et des efforts supplémentaires pour inciter les personnes issues de groupes défavorisés à se porter candidates).

La fonction de responsable diversité au sein des administrations sera institutionnalisée et ses modalités d'exercice seront assorties de garanties adaptées. Que comprendre? Que signifie l'"institutionnalisation" de cette fonction? Une fonction supplémentaire sera-t-elle créée, ou sera-t-elle attribuée comme une compétence supplémentaire à un membre du personnel?

Dans le petit chapitre sur la lutte contre la discrimination pendant une crise sanitaire, il est surprenant de noter que l'accent est mis principalement sur les femmes et sur les personnes issues de l'immigration, mais beaucoup moins sur les isolés. Il s'agit pourtant d'un des groupes qui court le plus grand risque d'être victime d'un traitement inégal.

Mme Schlitz annonce qu'elle développera à court terme un Programme de la décennie des personnes d'ascendance africaine. A-t-elle déjà entrepris des actions concrètes ou s'agit-il pour l'instant uniquement d'une annonce?

En ce qui concerne les personnes LGBTQI+, l'intervenant attend surtout avec impatience le nouveau plan interfédéral portant sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC). Lorsque l'on voit qu'après la Pologne, c'est à présent la Hongrie qui instaure des zones "sans idéologie LGBTQ", à l'intérieur de l'Union européenne, il s'agit d'un problème inacceptable qui est

beloofd. Zo ook wordt een structurele ondersteuning van het onderzoek op het vlak van gelijke kansen vooropgesteld. Over hoeveel middelen gaat het? Waar komen ze vandaan? Gaat het om herschikkingen in de bestaande budgetten?

Ook aan Unia worden meer bevoegdheden toegekend, dus moeten de budgettaire middelen volgen. Zullen de deelstaten hun bijdragen dan moeten verhogen?

De staatssecretaris stelt zeer terecht dat de regering zelf het voorbeeld geeft en diversiteit kan aantonen bij haar personeel. De voorbeeldfunctie van de overheid is algemeen aanvaard. Alleen houdt de staatssecretaris het zeer algemeen door hiervoor "bijzondere aandacht" te beloven. Wat moet men hieronder verstaan? Voor de fractie van de spreker zijn quota niet het aangewezen instrument, maar moet men eerder werken met streefcijfers en andere positieve acties (zoals paritair samengestelde jury's en extra inspanningen om mensen uit kansengroepen te laten solliciteren).

De functie van diversiteitsverantwoordelijke binnen de administraties zal worden geïnstitutionaliseerd en de nadere bepalingen voor de uitoefening daarvan zullen gepaard gaan met passende waarborgen. Hoe moet men dit lezen? Wat betekent het "institutionaliseren" van deze functie? Gaat men een extra functie creëren, of wordt die functie toegewezen als extra bevoegdheid van een personeelslid?

In het hoofstukje over de strijd tegen de discriminatie tijdens een gezondheidscrisis is het opmerkelijk dat er sterk gefocust wordt op vrouwen en mensen met een migratieachtergrond, maar veel minder op alleenstaanden. Nochtans zijn zij één van de groepen die het grootste risico lopen op een ongelijke behandeling.

Mevrouw Schlitz kondigt aan op korte termijn een nationaal programma te ontwikkelen voor het Decennium voor personen van Afrikaanse afkomst. Heeft zij reeds concrete acties ondernomen of blijft het voorlopig bij een aankondiging?

Met betrekking tot LGBTQI+-personen kijkt de spreker vooral uit naar het nieuwe interfederaal plan inzake seksuele oriëntatie, genderidentiteit, genderexpressie en seksuele kenmerken (SOGIESC). Als men ziet dat na Polen er nu ook in Hongarije zogenaamde LGBTQ-vrije zones worden ingevoerd, binnen de Europese Unie, dan is er een onaanvaardbaar probleem dat zeer dicht bij ons komt. Het is dus zeer positief dat de staatssecretaris

très proche de chez nous. Il est donc très positif que la secrétaire d'État accorde beaucoup d'attention à ce groupe dans son exposé d'orientation politique.

Dans la partie 3 relative au modèle inclusif, il est interpellant que l'accent soit mis presque intégralement sur l'accessibilité pour les personnes handicapées, alors que l'accessibilité va bien au-delà de ce groupe. L'exposé oral de la secrétaire d'État rassure cependant l'intervenant sur ce point.

En conclusion, l'intervenant considère que l'exposé de la secrétaire d'État et les interventions des membres indiquent surtout clairement qu'il subsiste de nombreuses inégalités et qu'une secrétaire d'État en charge de l'égalité des chances est plus que nécessaire. Il y a effectivement de très nombreuses discriminations et inégalités auxquelles il faut s'attaquer, mais la secrétaire d'État doit naturellement aussi faire des choix.

Elle constatera cependant certainement qu'il y a suffisamment de travail pour les années à venir. L'intervenant est en tout cas convaincu qu'elle a le bon état d'esprit pour œuvrer en faveur de l'égalité des chances.

Mme Karin Jiroflée (sp.a) rappelle que certains acquis sont sous pression dans des pays qui sont très proches du nôtre. Même dans un pays comme la Belgique, qui est connu pour sa politique progressiste en matière de droits des LGBTQ, il faut donc rester vigilant.

En matière d'égalité des chances, de violence à l'égard des femmes et de féminicide, notre pays ne fait pas toujours bonne figure. Récemment, la Belgique a encore reçu une liste d'observations du GREVIO. L'intervenante espère que la secrétaire d'État y donnera suite.

En dépit d'un cadre légal soi-disant parfait, force est de constater que l'écart salarial entre hommes et femmes n'a toujours pas été comblé.

Il y a par ailleurs le problème du racisme, qui mine notre société et porte atteinte à la cohésion sociale, ce qui est préjudiciable à chacun.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont quant à elles souvent dans l'impossibilité de faire valoir leur droit légal. La loi est généralement trop compliquée et ces personnes n'ont pas accès aux règles bureaucratiques ou ne sont tout simplement pas informées.

La crise du coronavirus a accru toutes ces inégalités. Le gouvernement entend lutter contre celles-ci, y compris après la crise du coronavirus. À cet égard, il doit cependant veiller à ne pas commettre les mêmes erreurs que par le passé. Trop souvent, on a pensé que les choses

aan deze groep heel veel aandacht besteedt in haar beleidsverklaring.

In deel 3 rond het inclusief model valt het op dat de focus haast integraal ligt op de toegankelijkheid van mensen met een handicap, terwijl toegankelijkheid veel breder gaat dan dat. De mondelinge toelichting van de staatssecretaris stelt de spreker echter wel gerust op dit vlak.

Ter conclusie stelt de spreker dat de toelichting van de staatssecretaris en de tussenkomsten van de leden vooral duidelijk maken dat er nog heel veel ongelijkheid is en dat een staatssecretaris die bevoegd is voor gelijke kansen broodnodig is. Er zijn inderdaad heel veel discriminaties en ongelijkheden waaraan moet worden gewerkt, maar de staatssecretaris moet natuurlijk ook keuzes maken.

De staatssecretaris zal echter wel vaststellen dat er werk genoeg is de komende jaren. De spreker heeft er alvast vertrouwen in dat zij de juiste ingesteldheid heeft om te strijden voor gelijke kansen.

Mevrouw Karin Jiroflée (sp.a) herinnert eraan dat bepaalde verworvenheden, in landen zeer dicht bij ons, onder druk staan. Zelfs in een land als België dat bekend staat om zijn vooruitstrevend beleid op het vlak van LGBTQ-rechten, moet men dus waakzaam blijven.

Als het gaat over gelijke kansen, geweld tegen vrouwen en over feminicide, slaat ons land niet altijd een goed figuur. Recent kreeg België nog een lijst met opmerkingen van de GREVIO. De spreekster hoop dat de staatssecretaris er gevolg aan zal geven.

Ondanks een zogenaamd perfect wettelijk kader, moet men toch vaststellen dat de loonloof tussen mannen en vrouwen nog niet is weggewerkt.

Verder is het probleem van racisme, dat onze samenleving ondergraft en de sociale cohesie aantast, wat schadelijk is voor iedereen.

Mensen in armoede, dan, zijn vaak in de onmogelijkheid om hun wettelijke recht te doen gelden. De wet is vaak te ingewikkeld, deze personen hebben geen toegang tot de bureaucratische regels of ze worden simpelweg niet ingelicht.

De coronacrisis heeft al deze ongelijkheden uitvergroot. De nieuwe regering neemt zich voor deze ongelijkheden aan te pakken, ook na de coronacrisis. Daarbij moet ze er wel voor opletten om niet dezelfde fouten te maken als in het verleden. Al te vaak heeft men gedacht dat de

entreraient dans l'ordre par la seule désignation d'un secrétaire d'État à l'égalité des chances.

Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement devra cependant remplir une série de conditions. Il devra former un bloc solide, se fixer des objectifs clairs et vérifier si tous ses membres les appuient avec la même conviction. Tous les membres du gouvernement devront collaborer à la politique d'égalité des chances et dans chaque département, il y aura lieu d'affecter un budget à cette politique.

Le gouvernement devra aussi associer à sa politique les personnes qui constituent le groupe cible. Il devra vraiment écouter ces personnes et les organisations qui ont une expérience des différents thèmes couverts par la politique de l'égalité des chances.

Ce que regrette cependant le groupe de l'intervenante, c'est l'absence d'équilibre dans l'exposé d'orientation politique de la secrétaire d'État. D'une part, c'est une bonne chose qu'une attention toute particulière soit accordée au genre. Dans ce domaine, un mouvement de rattrapage s'impose en effet. D'autre part, d'autres formes de discrimination sont reléguées au second plan dans l'exposé d'orientation politique, alors qu'elles sont bel et bien présentes dans l'accord de gouvernement. La discrimination sur la base du handicap, de l'orientation sexuelle ou de l'âge est également en augmentation. En ce qui concerne cette dernière discrimination, on peut par exemple se référer aux rapports d'Amnesty International sur la situation dans les maisons de repos et de soins flamandes, dans lesquels on peut lire que les droits humains de ces personnes âgées sont massivement enfreints pendant la crise du coronavirus. Le KCE a en outre publié récemment son rapport sur la maltraitance des personnes âgées. Celui-ci montre que cette maltraitance s'est produite non seulement dans les maisons de repos et de soins et non seulement pendant la crise actuelle, mais qu'elle constitue également un phénomène très répandu dans notre société. L'intervenante appelle donc la secrétaire d'État à prêter attention à la discrimination sur la base de l'âge dans sa politique.

Le groupe de l'intervenante souhaite formuler une série de recommandations dans le cadre de l'examen de l'exposé d'orientation politique. En ce qui concerne la violence liée au genre, le groupe appelle à faire de la poursuite du déploiement des Centres de prise en charge des violences sexuelles une priorité absolue. Le groupe est aussi favorable à l'élaboration d'une loi-cadre relative à la violence liée au genre qui englobe toutes les formes de violence à l'égard des femmes, selon l'exemple de la loi espagnole. Cette loi doit prévoir non seulement la poursuite des auteurs, mais aussi des mécanismes de soutien et de protection des victimes, ainsi que des

zaken wel in orde zouden komen als men een staatssecretaris voor gelijke kansen zou aanstellen.

Om deze problemen aan te pakken, zal de regering echter aan een aantal voorwaarden moeten voldoen. Ze zal een hechte groep moeten vormen, ze zal zich duidelijke doelstellingen moeten stellen en moeten nagaan of alle regeringsleden er in gelijke mate achter staan. Alle regeringsleden zullen moeten meewerken aan het gelijke kansenbeleid en in elk departement zal er in een budget moeten worden voorzien.

De regering zal ook de mensen die de doelgroep vormen moeten betrekken bij hun beleid. Ze zullen echt moeten luisteren naar die mensen en organisaties die ervaring hebben met de verschillende thema's van het gelijke kansenbeleid.

Wat de fractie van de spreekster echter mist in de beleidsverklaring van de staatssecretaris, is evenwicht. Enerzijds is het goed dat er een stevige focus op gender ligt. Op dat vlak moet er een inhaalbeweging worden gemaakt. Anderzijds verdwijnt in de beleidsverklaring de aandacht voor andere vormen van discriminatie naar de achtergrond, terwijl die wel aanwezig is in het regeerakkoord. Ook de discriminatie op basis van handicap, geaardheid of leeftijd vertoont een stijgende lijn. Over dat laatste kan men bijvoorbeeld de rapporten van Amnesty International over de toestand in de Vlaamse woonzorgcentra raadplegen, waarin staat te lezen dat de mensenrechten van deze ouderen massaal zijn geschonden tijdens de coronacrisis. Daarenboven verscheen recent het KCE-rapport over ouderenmishandeling. Daaruit bleek dat deze mishandeling niet alleen gebeurde in de woonzorgcentra en niet alleen tijdens de huidige crisis, maar dat het een wijdverspreid fenomeen is in onze maatschappij. De spreekster roept de staatssecretaris dus op om in haar beleid aandacht te schenken aan leeftijdsdiscriminatie.

De fractie van de spreekster wenst een aantal aanbevelingen te doen in het kader van de besprekking van de beleidsverklaring. Wat het gendergerelateerd geweld betreft, roept de fractie op om een absolute prioriteit te maken van de verdere uitrol van de Zorgcentra na Seksueel Geweld. De fractie is ook voorstander van de ontwikkeling van een kaderwet gendergerelateerd geweld die alle vormen van geweld tegenover vrouwen omvat, naar het voorbeeld van Spanje. Die wet moet niet alleen in de vervolging van daders voorzien, maar moet ook mechanismen ter ondersteuning en bescherming van slachtoffers bevatten en preventieve maatregelen.

mesures préventives. La création d'un observatoire qui collecterait tous les chiffres serait également un pas dans la bonne direction. À l'heure actuelle, les données sont disséminées à trop d'endroits différents. L'IEFH serait en mesure de réunir toutes ces données. Le groupe sp.a est dès lors convaincu que l'IEFH doit être renforcé.

Le Comité d'avis pour l'émanicipation sociale met actuellement la dernière main au rapport relatif aux violences intrafamiliales, qui contiendra une série de recommandations. L'intervenante est elle-même favorable à une ligne directe entre la police et l'Agentschap Opgroeien ou l'ONE si des enfants sont concernés par les violences. Les enfants sont en effet toujours, directement ou indirectement, victimes lorsqu'il est question de violences intrafamiliales. Pour trop d'enfants, la "maison" n'est pas un lieu qui offre tranquillité et sécurité. La tension constante qu'ils ressentent a en outre une incidence néfaste sur leur développement. Nombre de ces enfants deviennent aussi victimes ou auteurs de violences une fois adultes, parce qu'ils n'ont pas appris ce qu'est une relation stable.

La secrétaire d'État annonce un plan d'action inter-fédéral contre le racisme et indique que la législation antidiscrimination sera évaluée et, éventuellement, modifiée. Les tests de discrimination relatifs à l'âge, à l'orientation et au handicap seront-ils également inclus dans le cadre juridique?

Un Institut interfédéral des droits de l'homme va enfin voir le jour. Comment cet institut fonctionnera-t-il concrètement? Quelle sera la répartition des tâches et comment celles-ci seront-elles définies? Comment se déroulera la coopération avec le centre pour l'égalité des chances qui va être créé en Flandre? Il convient également de préciser quelles tâches seront assignées à l'IEFH et lesquelles à l'Institut des droits de l'homme. Si les compétences ne sont clairement délimitées, tous les ingrédients seront en effet réunis pour d'interminables querelles. De plus, les investissements dans ces institutions seront-ils suffisants? N'y a-t-il pas trop d'objectifs fixés en même temps? Pour l'intervenante, il semble opportun de prioriser les projets.

Une dernière thématique qui devrait être une priorité pour le groupe sp.a. dans la politique en matière d'égalité des chances est le plan d'action en faveur de l'accessibilité. L'égalité des chances pour les personnes handicapées nécessite une double approche. D'une part, elle requiert des ajustements raisonnables qui donnent à une personne handicapée des droits égaux. D'autre part, les barrières dans notre société doivent être éliminées de manière structurelle, de sorte qu'à long terme, les ajustements deviennent superflus. Le

Verder zou ook een degelijk observatorium, waar alle cijfers worden samengebracht, een stap in de goede richting zijn. Momenteel bevinden de data zich nog op te veel verschillende plaatsen. Het IGVM zou in staat zijn om deze gegevens samen te brengen. De sp.a-fractie is er dan ook van overtuigd dat het IGVM moet worden versterkt.

Het Adviescomité voor de maatschappelijke emancipatie legt momenteel de laatste hand aan het verslag rond intrafamiliaal geweld, dat een aantal aanbevelingen zal bevatten. De spreekster is zelf voorstander van een rechtstreekse lijn tussen de politie en het Agentschap Opgroeien of de ONE indien er kinderen betrokken zijn bij het geweld. Kinderen zijn immers altijd, rechtstreeks of onrechtstreeks, slachtoffer wanneer er sprake is van intrafamiliaal geweld. Voor te veel kinderen is "thuis" niet de plaats die rust en veiligheid biedt. De constante spanning die zij voelen, heeft bovendien een nefaste invloed op hun ontwikkeling. Veel van die kinderen worden als volwassenen ook slachtoffers of daders, omdat ze niet hebben geleerd hoe een stabiele relatie eruitziet.

De staatssecretaris kondigt een interfederaal actieplan tegen racisme aan en de antidiscriminatiewetgeving zou worden geëvalueerd en eventueel aangepast. Zullen de discriminatiotoetsen van leeftijd, geraardheid en beperking ook in het juridisch kader worden opgenomen?

Er zal eindelijk een Interfederaal Mensenrechteninstituut komen. Op welke manier zal dat instituut concreet werken? Wie zal welke taak krijgen en hoe zullen de taken worden afgebakend? Hoe zal de samenwerking met het in Vlaanderen op te richten gelijke kansencentrum verlopen? Ook moet het duidelijk zijn welke taken voor het IGVM zullen zijn en welke voor het mensenrechteninstituut. Indien dit niet wordt duidelijk afgebakend, legt men immers de basis voor heel wat gekrakeel. Zal er bovendien genoeg worden geïnvesteerd in deze instellingen? Zijn er niet wat veel doelstellingen tegelijk gesteld? Een zekere prioriteitstelling in de projecten lijkt de spreekster aangewezen.

Een laatste thema dat voor de sp.a-fractie een prioriteit moet zijn in het gelijke kansenbeleid, is het Actieplan toegankelijkheid. Gelijke kansen voor personen met een beperking vereisen namelijk een tweesporenbeleid. Enerzijds vereist dit redelijke aanpassingen die een persoon met een beperking gelijke rechten geeft. Anderzijds moeten de drempels in onze samenleving op een structurele manier worden weggewerkt, zodat op de lange termijn aanpassingen overbodig worden. Het actieplan heeft betrekking op dit tweede spoor. De

plan d'action couvre ce deuxième volet. Le gouvernement a décidé de faire de l'accessibilité une priorité. Pour les personnes handicapées, cela fera une grande différence à long terme.

D'une manière générale, l'intervenante espère par conséquent que le mot "inclusion" deviendra le mot clé dans toutes les facettes de la politique d'égalité des chances et que l'ensemble du gouvernement la soutiendra d'une seule voix.

Mme Darya Safai (N-VA) considère que la note de politique générale de la secrétaire d'État reste assez vague sur le volet relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes. La secrétaire d'État fait diverses promesses, mais mentionne peu d'actions et de mesures concrètes. L'intervenante veillera donc à ce que la secrétaire d'État tienne effectivement ses engagements.

Pour le groupe de l'intervenante, l'égalité des sexes est un thème essentiel. Les points de vue du groupe en la matière diffèrent cependant de ceux de la secrétaire d'État. Une différence importante est que le groupe N-VA croit fermement en la capacité de l'individu à saisir les opportunités qui lui sont offertes.

En ce qui concerne la diversité sur le marché du travail, le groupe de l'intervenante n'est pas favorable à la discrimination positive. Tout ce qui compte, c'est la compétence d'une personne. La discrimination positive signifie que quelqu'un sera toujours victime de discrimination négative, même si cette personne est plus compétente.

Il reste en effet des défis à relever dans notre pays pour améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant, nous ne devons pas perdre de vue que notre société complexe compte aussi des nouveaux arrivants qui ne sont pas conscients de l'importance de cette égalité. En effet, certains d'entre eux viennent de pays où, pour des raisons culturelles ou religieuses, cette égalité pose problème. Des femmes sont opprimées, et certaines sont même mutilées.

Certains hommes originaires de pays musulmans pensent même que l'égalité entre hommes et femmes est contraire à leurs convictions. Ils ne changent pas subitement d'avis en arrivant en Belgique.

En tant que médecin, l'intervenante a souvent écouté les témoignages des femmes victimes de ces hommes. Souvent, ces victimes ne pouvaient pas porter plainte, en raison de la pression sociale écrasante exercée par la famille et la communauté. Pendant des années,

regering heeft besloten om van toegankelijkheid een prioriteit te maken. Voor personen met een handicap zal dit op termijn een groot verschil maken.

In het algemeen hoopt de spreekster dan ook dat "inclusie" het sleutelwoord wordt bij alle facetten van het gelijke kansenbeleid en dat de voltallige regering er zich als één blok achter zal scharen.

Mevrouw Darya Safai (N-VA) is van mening dat de beleidsnota van de staatssecretaris redelijk vaag blijft over het luik van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen. De staatssecretaris doet allerlei beloftes, maar vermeldt weinig concrete acties en maatregelen. De spreekster zal er dan ook op toezien dat de staatssecretaris haar beloftes daadwerkelijk nakomt.

Voor de fractie van de spreekster is gelijkheid tussen man en vrouw een zeer belangrijk thema. De opvattingen van de fractie over dit thema zijn wel anders dan die van de staatssecretaris. Een belangrijk verschil is dat de N-VA-fractie positief staat tegenover de mogelijkheden van het individu om de kansen te grijpen die hem of haar worden aangereikt.

Wat de diversiteit op de arbeidsmarkt betreft, is de fractie van de spreekster geen voorstander van positieve discriminatie. Het enige dat telt is de bekwaamheid van een persoon. Positieve discriminatie betekent dat er altijd iemand negatief zal worden gediscrimineerd, zelfs al is die persoon bekwamer.

Er zijn in ons land inderdaad nog uitdagingen om de gelijkwaardigheid tussen mannen en vrouwen te verbeteren. We mogen echter niet uit het oog verliezen dat er in onze complexe samenleving ook nieuwkomers zijn, die zich niet bewust zijn van het belang van die gelijkwaardigheid. Sommige nieuwkomers komen namelijk uit landen die het om culturele of religieuze redenen moeilijk hebben met die gelijkwaardigheid. Sommige van hen onderdrukken vrouwen, en sommige verminden zelfs vrouwen.

Sommige mannen die uit moslimlanden komen menen zelfs dat de gelijkheid tussen man en vrouw in strijd is met hun geloof. Dat verandert niet zomaar als ze naar België komen.

De spreekster heeft als arts vaak naar de getuigenissen van vrouwelijke slachtoffers van deze mannen geluisterd. Vaak konden deze slachtoffers geen klacht indienen, vanwege de verpletterende sociale druk van de familie en de gemeenschap. Mevrouw Safai trok

Mme Safai s'est également rendue dans des écoles flamandes pour sensibiliser les élèves à l'importance de l'égalité des sexes. Malheureusement, elle y a souvent été confrontée à des déclarations idéologiques fortes de la part de garçons d'origines différentes. Les filles se sont également confiées à l'intervenante par la suite et lui ont parlé de la pression sociale qu'elles ressentaient. Elles ont parlé de la peur d'être données en mariage ou de l'obligation de se couvrir imposée par un membre masculin de la famille. Les enseignants flamands ont souvent remercié l'intervenante d'ouvrir un débat qu'eux-mêmes n'osaient pas entamer.

Il reste donc fort à faire dans ce domaine. Cependant, la secrétaire d'État n'évoque pas, dans sa note de politique générale, la nécessité d'enseigner nos valeurs à des personnes d'origines différentes.

La secrétaire d'État souligne toutefois à plusieurs reprises qu'elle entend lutter contre l'islamophobie. L'intervenante estime que ces propos sont absurdes et hors de propos. Elle considère en effet que le droit de critiquer l'islam est fondamental, tout comme celui de critiquer d'autres religions. A-t-on encore le droit de dire que la loi islamique porte atteinte, dans bien des domaines, aux droits fondamentaux de l'être humain? Ou s'expose-t-on alors à être poursuivi pour islamophobie? L'intervenante tient à souligner qu'elle n'a pas fui la dictature islamique qui s'est abattue sur l'Iran pour venir renoncer à son droit à la parole en Belgique.

Elle précise par ailleurs que la pratique d'une religion n'est en rien comparable à des caractéristiques telles que la couleur de la peau ou l'orientation sexuelle d'un individu. On ne peut en effet reprocher à des gens d'être ce qu'ils sont, mais on peut toujours critiquer des idéologies.

On pense souvent, quand on voit comme le catholicisme a évolué, que l'émancipation des femmes est un phénomène universel. Or, rien n'est moins vrai. La secrétaire d'État va-t-elle abandonner les femmes musulmanes à leur sort, de peur d'aborder le problème? Si l'on veut prôner l'inclusivité, alors force est de constater que les femmes musulmanes n'occupent aucune place dans notre société. Et ce n'est pas notre société qui leur fait barrage, mais la communauté musulmane elle-même. L'intervenante demande dès lors ce que la secrétaire d'État compte entreprendre pour s'attaquer à l'oppression religieuse dont sont victimes les musulmanes.

M. Simon Moutquin (Ecolo-Groen) estime que la tâche de la secrétaire d'État ne sera pas aisée dans le contexte actuel. Premièrement, en raison de la liberté que certaines personnes ont prise, ces dernières années, de faire des déclarations racistes ou homophobes ou

ook jarenlang naar Vlaamse scholen om leerlingen bewust te maken van het belang van gendergelijkheid. Helaas werd ze daar vaak geconfronteerd met straffe ideologische uitspraken van jongens met een andere origine. Ook meisjes kwamen achteraf naar de spreekster en vertelden haar over de sociale druk die zij voelden. Ze spraken over de angst om uitgehuwelijkt te worden, of de verplichting vanwege een mannelijk familielid om zich te bedekken. Vlaamse leerkrachten bedankten de spreekster vaak voor het aangaan van een debat dat ze zelf niet durfden aangaan.

Er is op dat vlak dus nog heel wat werk aan de winkel. De staatssecretaris spreekt in haar beleidsnota echter niet over het bijbrengen van onze waarden aan mensen met een andere achtergrond.

De staatssecretaris meldt echter wel verschillende keren dat zij islamofobie wil aanpakken. De spreekster vindt dit absurd en irrelevant. Het recht om de islam te bekritisieren is voor de spreekster fundamenteel, net als het recht om alle andere religies te bekritisieren. Mag er nog worden gezegd dat veel aspecten in de islamitische wetgeving de fundamentele mensenrechten schenden? Of wordt men dan vervolgd voor islamofobie? De spreekster wenst duidelijk te maken dat zij de islamitische dictatuur in Iran niet is ontvlucht om in België haar recht van spreken te verliezen.

Zij wijst er bovendien op dat een godsdienst aanhangen niet hetzelfde is als het hebben van een bepaalde huidskleur of een bepaalde seksuele geaardheid. Mensen mogen inderdaad niet worden bekritiseerd om wie ze zijn, maar ideologieën mogen wel steeds worden bekritiseerd.

Omwille van de ontwikkelingen die het katholicisme heeft doorgemaakt, denkt men vaak dat de emancipatie van andere groepen vrouwen ook is voltooid. Dat is echter niet zo. Gaat de staatssecretaris moslimvrouwen in de steek laten, uit angst om de problematiek te benoemen? Als men spreekt over inclusiviteit, moet men durven toegeven dat moslimvrouwen afwezig zijn in onze samenleving. Het is bovenboden niet onze maatschappij die hen de kans op participatie ontneemt, maar de moslimgemeenschap zelf. De spreekster wil dus weten wat de staatssecretaris zal ondernemen tegen de religieuze onderdrukking van deze vrouwen.

De heer Simon Moutquin (Ecolo-Groen) denkt dat het werk van de staatssecretaris niet eenvoudig is in de huidige context. In de eerste plaats omwille van de vrijheid die sommigen de laatste jaren nemen om bepaalde racistische, homofobe of andere beledigende uitspraken

de tenir des propos injurieux d'une autre nature. Ce genre de propos se rencontre de plus en plus souvent sur les réseaux sociaux, mais aussi au Parlement. Il est donc très courageux de la part de la secrétaire d'État de vouloir faire changer les mentalités, y compris au sein de cette institution. Un deuxième facteur est la crise sanitaire actuelle, qui a un impact majeur sur la discrimination dans notre pays.

L'intervenant évoque notamment le racisme direct à l'encontre de personnes d'origine asiatique, mais aussi le racisme indirect, structurel, qui s'est aggravé. Il semblerait notamment que les habitants des quartiers à forte proportion de personnes originaires de pays extérieurs à l'Union européenne courent un risque beaucoup plus élevé d'être contaminés par le coronavirus par rapport à la moyenne.

Au cours de cette crise sanitaire, on constate également une augmentation d'autres formes de discrimination. Les personnes handicapées, ainsi que les personnes ayant une orientation sexuelle différente, sont davantage confrontées à la discrimination. C'est ainsi par exemple que des couples homosexuels ont été réprimandés pour non-respect des règles de distance, alors qu'en tant que couple, ils avaient tout à fait le droit de se tenir près l'un de l'autre.

La secrétaire d'État compte s'attaquer non seulement à ces conséquences de la crise sanitaire, mais aussi aux causes structurelles de ces formes de discrimination.

Elle travaillera pour ce faire de manière transversale. L'intervenant invite la secrétaire d'État à travailler sur le dossier des migrants LGBTQ avec son homologue compétent pour les questions d'asile et de migration.

Dans sa note, la secrétaire d'État met également l'accent sur la concertation. Contrairement à certains membres, l'intervenant trouve que c'est la méthode de travail la plus indiquée. Il est en effet important de toujours écouter d'abord les personnes concernées et la société civile, et puis d'élaborer un plan.

Dans l'exposé d'orientation politique et la note de politique générale, il est également fait référence aux pouvoirs locaux. L'intervenant demande qu'une attention particulière soit prêtée aux villes universitaires, où il est question d'un nombre considérable de cas de discrimination et de violence à l'égard des jeunes filles. La secrétaire d'État pourrait, par exemple, prendre contact avec les recteurs des différentes universités de notre pays.

Quelques autres points positifs de la note de la secrétaire d'État sont l'approche intersectionnelle et la volonté de s'attaquer enfin à certains problèmes au lieu de

te doen. Men hoort dit soort uitspraken steeds meer in de sociale media, maar ook in het parlement. Het is dus zeer moedig van de staatssecretaris dat zij ook in deze instelling een mentaliteitswijziging wil bewerkstelligen. Een tweede factor is de huidige gezondheidscrisis, die een grote impact heeft op de discriminatie in ons land.

Zo is er bijvoorbeeld het rechtstreekse racisme ten opzichte van personen van Aziatische origine, maar ook het onrechtstreekse, structurele racisme is verergerd. Inwoners van wijken met een groot aantal personen afkomstig van buiten de Europese Unie zouden een veel groter risico dan gemiddeld lopen om besmet te geraken met het coronavirus.

Er wordt ook een toename van andere vormen van discriminatie vastgesteld tijdens de coronacrisis. Mensen met een beperking, maar ook mensen met een andere geaardheid krijgen te maken met meer discriminatie. Zo werden er bijvoorbeeld homokoppels berispt omdat ze de afstandsregels niet zouden respecteren, terwijl zij als koppel het recht hadden om dicht bij elkaar te wandelen.

De staatssecretaris gaat niet alleen deze gevolgen van de coronacrisis aanpakken, maar ook de structurele oorzaken van deze vormen van discriminatie.

Daarbij zal ze transversaal te werk gaan. De spreker roept de staatssecretaris op om samen te werken met de staatssecretaris voor Asiel en Migratie over het dossier van de LGBTQ-migranten.

De staatssecretaris legt in haar nota ook de nadruk op het overleg. In tegenstelling tot sommige andere leden, vindt de spreker dit de meest aangewezen werkmethode. Het is inderdaad belangrijk om steeds naar de betrokken personen en naar het middenveld te luisteren en dan een plan op te stellen.

Er wordt in de beleidsverklaring en beleidsnota ook verwezen naar de lokale overheden. De spreker vraagt om bijzondere aandacht te schenken aan de universiteitssteden, waar er sprake is van enorm veel discriminatie en van geweld tegenover jonge meisjes. De staatssecretaris zou bijvoorbeeld contact kunnen opnemen met de rectoren van de verschillende universiteiten van ons land.

Nog enkele positieve punten in de nota van de staatssecretaris zijn de intersectionele aanpak en de wil om bepaalde problemen eindelijk aan te pakken, in plaats

mener la politique de l'autruche. La volonté de prévoir des formations est également un élément positif.

Le plan interfédéral contre le racisme permettra de poursuivre le débat sur le racisme. L'intervenant fait référence à l'intervention de M. Bacquelaine, qui est partisan d'un antiracisme universaliste. De son côté, l'intervenant pense que l'universalisme a été imaginé par des blancs et qu'il faut reconnaître qu'il existe un racisme structurel et historique. Le monde politique a la responsabilité de s'attaquer à ce problème. La recherche universitaire est un partenaire important à cet égard et peut contribuer à identifier les causes réelles du racisme. À l'instar de pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis, la Belgique a besoin de données plus spécifiques. Un lien devrait également être établi avec la commission spéciale "Congo", dont les travaux permettront de mieux comprendre notre passé colonial et les causes de l'afrophobie dans notre pays.

Dans le domaine de la sexualité et du genre, il est effrayant de constater que 37 % des personnes LGBTQI affirment avoir été victimes de discriminations. Cependant, la majorité d'entre elles n'ont pas l'intention de porter plainte. Cela montre que, même dans notre pays, il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

L'intervenant se réjouit par ailleurs de l'augmentation annoncée des possibilités d'accueil pour les personnes victimes de violence.

En ce qui concerne les personnes handicapées, la secrétaire d'État déclare qu'elle prévoira un accès universel. Peut-elle préciser de quoi il s'agit?

La secrétaire d'État a également parlé de l'interaction avec le Parlement. L'intervenant estime qu'il serait souhaitable de démédicaliser le débat sur la discrimination à l'égard des personnes handicapées, et donc de ne mener ce débat uniquement au sein de la commission de la Santé. Il serait bon de mettre en place une commission distincte axée sur les questions de discrimination.

En conclusion, l'intervenant souligne qu'il ne suffit plus qu'une politique ne soit pas raciste. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une politique antiraciste. Une politique qui lutte activement contre l'antisémitisme, le racisme, l'homophobie, etc.

M. Patrick Prévot (PS) aborde le thème de la violence liée au genre.

La secrétaire d'État annonce un plan de lutte contre ce type de violence. Il faudra veiller à ce que ce plan soit cohérent avec ceux des entités fédérées. La société civile

van een struisvogelpolitiek te voeren. Ook de wens om opleidingen te voorzien is positief.

Het interfederaal plan tegen racisme zal het mogelijk maken om het debat over racisme verder te voeren. De spreker verwijst naar de tussenkomst van de heer Bacquelaine, die een voorstander is van een universalistisch antiracisme. Zelf denkt de spreker dat het universalisme uitgedacht is door blanke personen en dat men moet erkennen dat er een structureel en historisch racisme bestaat. De politiek heeft de verantwoordelijkheid om dit aan te pakken. Het academisch onderzoek is daarbij een belangrijke partner en kan de werkelijke oorzaken van het racisme aanduiden. In navolging van landen als het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten, moet België over meer specifieke gegevens gaan beschikken. Er moet ook een link worden gelegd met de Congocommissie, die meer inzicht zal verschaffen over ons koloniaal verleden en over de oorzaken van de afrofobie in ons land.

In het luik seksualiteit en gender is het schrikwekkend om te moeten vaststellen dat 37 % van de LGBTQI-personen zeggen slachtoffer te zijn geweest van discriminatie. De meerderheid van hen is echter niet van plan om klacht neer te leggen. Dat toont aan dat er ook in ons land nog heel wat werk aan de winkel is.

De spreker is blij te lezen dat de opvangmogelijkheden voor personen die slachtoffer zijn van geweld zullen toenemen.

Met betrekking tot personen met een beperking zegt de staatssecretaris dat zij een universele toegang zal voorzien. Kan zij dat preciseren?

De staatssecretaris sprak ook over de interactie met het Parlement. De spreker denkt dat het wenselijk zou zijn om het debat over discriminatie van personen met een beperking te demedicaliseren, en het dus niet enkel in de commissie Gezondheid te houden. Het zou goed zijn om een aparte, aan discriminatie gewijde, commissie op te richten.

Ter conclusie stelt de spreker dat een beleid dat niet racistisch is vandaag niet meer volstaat. Wat vandaag nodig is, is een beleid dat antiracistisch is. Een beleid dat actief strijd tegen antisemitisme, tegen racisme, tegen homofobie, enzovoort.

De heer Patrick Prévot (PS) bespreekt het thema van het gendergerelateerd geweld.

De staatssecretaris kondigt een plan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld aan. Het zal nodig zijn dat dit plan coherent is met de plannen van de deelstaten.

jouera également un rôle important dans l'élaboration de ce plan. Le plan devra s'attaquer à toutes les formes de violence: physique, psychologique et économique. En outre, une attention particulière devra être prêtée à des pratiques liées à certaines traditions, telles que les mutilations génitales, les mariages forcés et les crimes d'honneur.

Quel sera le calendrier suivi par la secrétaire d'État en vue de l'élaboration de ce plan? Il est important de le savoir, afin que le comité d'avis pour l'Émancipation sociale puisse ajuster son travail en fonction de ce calendrier. La secrétaire d'État pourra également travailler sur les différentes recommandations sur la violence intrafamiliale élaborées par ce comité d'avis.

L'intervenant souhaite savoir si une évaluation du plan 2014-2019 a été réalisée. Si tel est le cas, certaines lacunes ont-elles été identifiées?

Le groupe de l'intervenant a déjà soumis une proposition de résolution sur l'alarme anti-harcèlement en 2012. Entre-temps, un projet pilote a été lancé à Gand. Ce projet a-t-il déjà fait l'objet d'une évaluation? Si ce n'est pas le cas, la secrétaire d'État en a-t-elle déjà eu certains échos? Est-il prévu d'étendre le projet à d'autres villes et si oui, lesquelles et quand? De quels chiffres la secrétaire d'État dispose-t-elle déjà? Quel impact les deux confinements ont-ils déjà eu sur l'utilisation de cette alarme?

Une autre thématique liée à ce qui précède est l'interdiction temporaire de résidence pour les auteurs de violences intrafamiliales. Il semble que la mesure soit peu utilisée par les parquets en raison du fait qu'elle est très complexe à mettre en œuvre. C'est pourquoi il était prévu que les parquets procèdent à une évaluation de cette mesure. Certaines conclusions ont-elles déjà pu être tirées?

En ce qui concerne les violences sexuelles, le monde politique devrait envoyer un signal fort aux victimes afin qu'elles osent parler des violences qu'elles ont subies. Dans ce contexte, l'intervenant se réjouit de l'intention d'étendre le réseau de centres de prise en charge des violences sexuelles. Il était prévu que les centres seraient évalués. La secrétaire d'État peut-il déjà en dire plus à ce sujet? La piste des interrogatoires filmés est-elle toujours envisagée?

La protection des personnes intersexuées est également une priorité pour le groupe de l'intervenant. Ces personnes présentent, au niveau de leurs caractéristiques sexuelles, des variations qui n'ont souvent aucune influence sur leur état de santé. Ces personnes font toutefois l'objet d'une pression sociale qui les pousse

Ook het middenveld zal een belangrijke rol spelen bij de ontwikkeling van dit plan. Het plan moet alle vormen van geweld aanpakken: fysiek, psychisch en economisch. Daarnaast moet er speciale aandacht gaan naar traditionele praktijken, zoals de genitale vermindering, gedwongen huwelijken en eremisdrijven.

Welke kalender zal de staatssecretaris volgen bij de opstelling van het plan? Het is belangrijk om dit te weten, zodat het Adviescomité voor de Maatschappelijke emancipatie haar werk op deze kalender kan afstemmen. De staatssecretaris zal ook aan de slag kunnen gaan met de verschillende aanbevelingen over intrafamiliaal geweld die het Adviescomité heeft uitgewerkt.

De spreker wenst te vernemen of er een evaluatie van het plan 2014-2019 uitgevoerd is. Indien dat zo is, werden er dan bepaalde lacunes geïdentificeerd?

De fractie van de spreker diende reeds in 2012 een voorstel van resolutie in over het stalkingalarm. Inmiddels is er een pilotproject gelanceerd in Gent. Is er reeds een evaluatie gebeurd? Indien niet, welke feedback heeft de staatssecretaris reeds gehad? Is er voorzien om het project uit te breiden naar andere steden en zo ja, welke steden en wanneer? Over welke cijfers beschikt de staatssecretaris reeds? Welke impact hebben de twee lockdowns reeds gehad op het gebruik van het alarm?

Een ander thema dat verband houdt met het bovenstaande, is het tijdelijk huisverbod van daders van intrafamiliaal geweld. Het blijkt dat de maatregel bijna niet wordt gebruikt door de parketten, omdat het zeer complex is om hem uit te voeren. Daarom moet de maatregel worden geëvalueerd door de parketten. Heeft men reeds conclusies kunnen trekken?

Wat het seksueel geweld betreft, moet de politiek een sterk signaal geven aan de slachtoffers, zodat zij durven spreken over het geweld dat hen is overkomen. In dat kader is het positief dat de Zorgcentra na seksueel geweld zullen worden uitgebreid. De bestaande centra moesten worden geëvalueerd. Kan de staatssecretaris er al meer over zeggen? Wordt de piste van de gefilmde verhoren nog steeds bestudeerd?

De bescherming van de intersekse personen is een prioriteit voor de fractie van de spreker. Deze personen vertonen variaties van de geslachtskenmerken, die vaak geen enkele invloed hebben op de gezondheidstoestand van deze personen. Toch ervaren zij vaak de maatschappelijke druk om "normaliserende" operaties

à subir des opérations de "normalisation". Le travail autour de ce thème sera poursuivi au sein du Parlement. L'intervenant se réjouit de l'intention de la secrétaire d'État de suivre l'évolution de ces travaux.

La garantie des droits sexuels et reproductifs de l'ensemble de la population est un thème pour lequel le groupe de l'intervenant s'est toujours battu. Le groupe peut faire certaines recommandations à la secrétaire d'État dans le but de lever les obstacles à la contraception, en particulier en ce qui concerne la contraception masculine. Quels sont, pour la secrétaire d'État, les obstacles qui devraient être levés en premier lieu?

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) aimerait savoir quels moyens seront dégagés en vue d'améliorer le paysage institutionnel. Elle ne comprend pas pourquoi la secrétaire d'État déclare, d'une part, qu'elle va renforcer l'Unia en fonction de l'augmentation de la charge de travail, mais qu'elle va, d'autre part, réduire le budget d'Unia. La même remarque vaut pour le centre fédéral Migration Myria. L'intervenante pense également qu'en faisant des économies sur le fonctionnement d'Unia, la secrétaire d'État donne un argument supplémentaire au gouvernement flamand pour mettre fin à la collaboration avec Unia. Assumera-t-elle le rôle de médiateur auprès du gouvernement flamand?

III. — RÉPONSES DE LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Mme Sarah Schlitz, secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au ministre de la Mobilité, répond aux questions des membres.

Généralités

La secrétaire d'État fera de l'utilisation du néerlandais un point d'attention à l'avenir. Elle s'engage en outre à travailler pour tous les Belges, d'Arlon à Ostende.

Plusieurs membres ont posé des questions sur les ressources budgétaires disponibles. La secrétaire d'État reconnaît que la situation n'est pas simple, et qu'elle s'est encore compliquée suite à la crise sanitaire. De brèves discussions ont déjà eu lieu au sein du gouvernement sur la répartition budgétaire, mais d'autres discussions, plus approfondies, doivent encore avoir lieu.

Un financement structurel de l'IEFH est prévu par le biais des Centres de prise en charge des violences sexuelles. D'autres possibilités de financement existent,

te ondergaan. Het werk rond dit thema zal nog worden voortgezet in het parlement. De spreker is tevreden dat de staatssecretaris de voortgang van deze werken zal opvolgen.

Het waarborgen van de seksuele en reproductieve rechten van de gehele bevolking is een thema waarvoor de fractie van de spreker steeds heeft gestreden. De fractie kan enkele aanbevelingen doen aan de staatssecretaris om de drempels tot anticonceptie weg te nemen, en in het bijzonder met betrekking tot de mannelijke anticonceptie. Welke hindernissen moeten volgens de staatssecretaris het eerst worden weggewerkt?

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) wenst nog te vernemen welke middelen zullen worden uitgetrokken om het institutioneel landschap te verbeteren. Ze begrijpt niet waarom de staatssecretaris enerzijds zegt dat ze Unia zal versterken, in functie van de toegenomen werklast, maar dat ze anderzijds het budget van Unia verlaagt. Dezelfde opmerking geldt voor het federaal migratiecentrum Myria. De spreekster denkt ook dat de staatssecretaris, door te besparen op de werking van Unia, een extra argument geeft aan de Vlaamse regering om de samenwerking met Unia stop te zetten. Zal zij de rol van bemiddelaar met de Vlaamse regering opnemen?

III. — ANTWOORDEN VAN DE STAATSSECRETARIS

De staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit, mevrouw Sarah Schlitz, beantwoordt de vragen van de leden.

Algemeen

De staatssecretaris zal van het gebruik van het Nederlands een aandachtspunt voor de toekomst maken. Zij engageert zich bovendien om zich in te zetten voor alle Belgen, van Aarlen tot Oostende.

Verschillende leden stelden vragen over de beschikbare budgettaire middelen. De staatssecretaris erkent dat de situatie niet eenvoudig is, en nog wordt bemoeilijkt door de gezondheidscrisis. Er hebben binnen de regering reeds korte gesprekken over de budgettaire verdeling plaatsgevonden, maar er zullen nog diepgaandere gesprekken plaatsvinden.

Er is een structurele financiering van het IGVM voorzien, via de Zorgcentra na Seksueel Geweld. Er bestaan nog andere financieringsmogelijkheden, zoals de

comme, par exemple, via la provision interdépartementale COVID. La secrétaire d'État fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir financièrement sa politique.

Égalité entre les hommes et les femmes

Comme cela a déjà été démontré lors de la présentation de l'exposé d'orientation politique et de la note de politique générale, il existe toujours une inégalité structurelle entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la société. Les chiffres le démontrent clairement et il faut oser les regarder en face. La réponse à ces observations est une politique inclusive, car c'est une politique qui profite au plus grand nombre. Pour changer la politique, il faut d'abord se concentrer sur les bénéficiaires les plus vulnérables, et il s'agit, dans la plupart des cas, de femmes. C'est ainsi notamment que 65 % des bénéficiaires de la GRAPA sont des femmes. Une politique qui se focalise sur les groupes les plus forts de la société engendre nécessairement des laissés-pour-compte, alors que si elle est axée sur les plus vulnérables, tout le monde en profite. Concrètement, cela signifie également que les hommes ne seront pas désavantagés par la politique de la secrétaire d'État.

Les femmes sont déjà désavantagées dans notre société. Lorsque, en plus, elles font l'objet d'une autre discrimination, basée sur un autre critère, on parle de discrimination croisée.

Il ressort d'une étude du *Belgian Disability Forum* que les femmes et les jeunes filles handicapées sont plus durement frappées par la discrimination ou par l'exclusion que les hommes et les enfants handicapés. La secrétaire d'État fonde donc sa politique sur des faits établis. Elle souligne également que les chiffres cités dans sa note de politique sont corrects. Ils sont d'ailleurs chaque fois accompagnés de références. La secrétaire d'État espère qu'elle n'est pas elle-même victime d'une certaine stéréotypisation, car elle ne prend pas à la légère les affaires qui relèvent de sa compétence. Sa note de politique est le résultat d'un travail rigoureux et est par ailleurs beaucoup plus étayée que certaines notes de politique qui ont été présentées dans le passé.

C'est ainsi notamment qu'il existe bel et bien une étude qui montre que, pendant le confinement, les femmes ont assumé une part encore plus importante des tâches ménagères.

GREVIO

Pour aller dans le sens des recommandations du GREVIO, la secrétaire d'État mettra en place les actions suivantes:

interdepartementale COVID-provisie. De staatssecretaris zal alles in het werk stellen om haar beleid financieel te ondersteunen.

Gelijkheid tussen mannen en vrouwen

Zoals reeds werd aangetoond tijdens de voorstelling van de beleidsverklaring en beleidsnota, bestaat er nog steeds structurele ongelijkheid tussen mannen en vrouwen, in alle domeinen van de maatschappij. Dit is duidelijk aangetoond met cijfers, en men moet die cijfers onder ogen durven zien. Het antwoord op die vaststellingen is een inclusief beleid, want dat is gunstig voor het grootst aantal mensen. Om het beleid te veranderen, moet men zich eerst op de meest kwetsbare begünstigde richten, en in de meeste gevallen zijn dit vrouwen. Zo zijn bijvoorbeeld 65 % van de begünstigden van de IGO-uitkering vrouwen. Indien men zich hoofdzakelijk op de sterkste groepen in de samenleving richt, vallen er zeker mensen uit de boot. Een beleid dat gericht is op de meest kwetsbaren, is echter gunstig voor iedereen. Concreet wil dat dus ook zeggen dat mannen niet benadeeld zullen worden door het beleid van de staatssecretaris.

Vrouwen zijn reeds benadeeld in onze maatschappij. Wanneer zij ook omwille van een ander criterium worden gediscrimineerd, spreekt men van meervoudige discriminatie.

Uit een studie van het *Belgian Disability Forum* blijkt dat vrouwen of jonge meisjes met een beperking sterker getroffen worden door discriminatie of uitsluiting dan mannen of kinderen met een beperking. De staatssecretaris baseert zich dus op vastgestelde feiten om haar beleid te voeren. Ze benadrukt ook dat de cijfers die zij in haar beleidsnota aanhaalt correct zijn. Voor alle cijfers zijn er ook referenties opgegeven. De staatssecretaris hoopt dat zij zelf niet het slachtoffer is van een zekere stereotyping, want zij neemt de zaken waarvoor zij bevoegd is niet licht op. De beleidsnota is het resultaat van rigoureus gevoerd werk en is bovendien veel meer gestoffeerd dan bepaalde beleidsnota's die in het verleden zijn voorgesteld.

Zo bestaat er bijvoorbeeld wel degelijk een studie die aantoont dat vrouwen tijdens de lockdown een nog groter deel van de huishoudelijke taken op zich hebben genomen.

GREVIO

Om gevolg te geven aan de aanbevelingen van GREVIO zal de staatssecretaris de volgende maatregelen nemen:

— elle facilitera la centralisation de données qualitatives et quantitatives fiables en matière de violences envers les femmes;

— elle renforcera, en collaboration avec les ministres concernés, la formation initiale et continue des professionnels pertinents ayant affaire aux victimes ou aux auteurs de toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la convention;

— dans le secteur policier, elle affirmera à l'occasion du renouvellement du plan de sécurité nationale, l'objectif de la formation obligatoire des policiers de référence dans chaque zone de police et elle envisagera la rédaction concertée au niveau fédéral de lignes directrices relatives au premier accueil des femmes victimes de violences;

— dans le secteur judiciaire, elle renforcera la formation initiale obligatoire et elle l'étendra aux violences sexuelles. L'objectif est aussi d'organiser la formation continue obligatoire des magistrats pertinents, dont, en priorité, les juges aux affaires familiales et les médiateurs. La secrétaire d'État salue l'engagement du ministre de la Justice selon lequel, à partir de 2021, l'Institut de formation judiciaire dispensera une formation sur les violences sexuelles et intrafamiliales;

— dans le secteur de la santé, y compris les soins psychologiques, la secrétaire d'État rendra obligatoire la formation initiale et continue des professionnels compétents et développera des lignes directrices générales en veillant à ce que les orientations données se conforment à la lecture des violences faites aux femmes promue par la Convention d'Istanbul;

— la secrétaire d'État travaillera également en étroite coopération avec la société civile concernée en valorisant et en soutenant davantage l'expertise et le savoir-faire des ONG et associations "offrant des services spécialisés plaçant au cœur de leurs interventions une vision générée des violences";

— elle reconnaîtra les risques et conséquences dommageables auxquels sont exposés les enfants témoins de violences intrafamiliales. Ensemble avec le ministre de la Justice, la secrétaire d'État initiera une réflexion sur l'utilisation appropriée des dispositions légales qui permettent de réduire, de lever et/ou de soumettre à des garanties les droits de garde et de visite des agresseurs à chaque fois qu'une situation de violence est constatée;

— ze zal ervoor zorgen dat betrouwbare kwalitatieve en kwantitatieve gegevens over geweld jegens vrouwen makkelijker kunnen worden gecentraliseerd;

— in samenwerking met de betrokken ministers zal ze werk maken van een betere basisopleiding en bijscholing van zij die beroepsmatig in contact komen met slachtoffers of daders van alle vormen van geweld die onder het toepassingsveld van het verdrag vallen;

— wat de politie betreft, zal de staatssecretaris ter gelegenheid van de vernieuwing van het Nationaal Veiligheidsplan aangeven dat het in de bedoeling ligt dat de referentiepolitieagenten in elke politiezone verplicht een opleiding volgen, en zal ze overwegen om in overleg met het federale niveau richtlijnen op te stellen voor de eerste opvang van vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld;

— bij het gerecht zal ze de verplichte basisopleiding versterken en uitbreiden tot seksueel geweld. Het is ook de bedoeling een verplichte bijscholing te organiseren voor de betrokken magistraten, waaronder in de eerste plaats de familierechters en de bemiddelaars. De staatssecretaris is tevens verheugd dat de minister van Justitie ervoor zal zorgen dat het Instituut voor gerechtelijke opleiding vanaf 2021 in een opleiding over seksueel en huiselijk geweld zal voorzien;

— in de gezondheidssector, en dus ook in de psychologische zorg, zal de staatssecretaris de basisopleiding en de bijscholing van de bevoegde beroepsbeoefenaars verplicht maken, alsook algemene richtlijnen opstellen waarbij erover moet worden gewaakt dat de gegeven beleidsoriëntaties in overeenstemming zijn met de interpretatie die het Verdrag van Istanbul aan geweld tegen vrouwen geeft;

— tevens zal ze nauw samenwerken met het betrokken maatschappelijk middenveld door de expertise en de knowhow van de ngo's en de verenigingen die "gespecialiseerde diensten aanbieden en in hun interventies een gendergerelateerde visie op geweld centraal stellen" beter te benutten en te ondersteunen;

— ze zal de risico's en de schadelijke gevolgen erkennen waaraan kinderen die getuige zijn van huiselijk geweld, worden blootgesteld. Samen met de minister van Justitie zal de staatssecretaris nadenken over het passende gebruik van de wettelijke bepalingen die het mogelijk maken om de voogdij- en bezoekrechten van geweldplegers te verminderen, op te heffen en/of aan voorwaarden te onderwerpen telkens als er een gewelddadige situatie wordt vastgesteld;

— les magistrats seront mis en garde quant à l'utilisation du concept d'aliénation parentale, à l'instar de la France et l'Italie.

Plans contre la violence intrafamiliale

Dans la semaine du 17 novembre, un plan contre la violence intrafamiliale pendant le confinement sera validé au sein du Conseil des ministres. Pour la secrétaire d'État, un plan n'est pas une feuille de papier qui disparaît ensuite dans un tiroir. L'élaboration d'un plan est une façon de structurer et de planifier des actions, surtout dans un contexte transversal où différents ministres doivent travailler ensemble. Le plan ne contient que des mesures concrètes, dont certaines ont été proposées par les associations, et les autres par le Parlement au travers des résolutions de Mmes Rohonyi et Zanchetta. L'une de ces mesures sera par exemple de rétablir le contact avec des victimes de violence intrafamiliale, à l'instar de ce qui se fait dans la zone de police de Bruxelles-Nord.

Les questions des crimes d'honneur et des mutilations génitales seront également incluses dans le plan de lutte contre la violence intrafamiliale.

Féminicide

Un débat sur le féminicide doit être mené avec les acteurs spécialisés dans le domaine et le ministre de la Justice, qui s'est engagé à se baser sur des expériences menées à l'étranger.

Concernant les violences contre les femmes musulmanes, la secrétaire d'État rappelle que les violences contre les femmes n'ont pas de religion et qu'elles existent dans toutes les cultures. Il suffit à ce sujet de regarder les noms des 17 femmes victimes de féminicide depuis janvier 2020. On remarque que les noms des auteurs sont à l'image de notre société. Les violences sont malheureusement un phénomène qui est universellement patriarcal.

Thérapies pour les auteurs de violences intrafamiliales

Il ne s'agit pas d'une matière fédérale, mais la secrétaire d'État souhaite consulter les entités fédérées afin d'élargir encore l'offre de thérapies pour les auteurs de violences intrafamiliales.

En ce qui concerne l'interdiction de résidence pour les auteurs de telles violences, la secrétaire d'État indique que la circulaire actualisée est entrée en vigueur. Elle espère que la mesure sera donc appliquée plus fréquemment par les magistrats. Cela nécessite la formation et

— de magistrats zullen, zoals in Frankrijk en in Italië, attent worden gemaakt op het concept "ouderverstoting".

Plannen tegen intrafamiliaal geweld

In de week van 17 november wordt een plan tegen intrafamiliaal geweld tijdens de lockdown gevalideerd op de Ministerraad. Voor de staatssecretaris is een plan geen papier dat vervolgens in een lade verdwijnt. Het opstellen van een plan is een manier om acties te structureren en te plannen, vooral in een transversale context waarin verschillende ministers moeten samenwerken. Het plan bevat alleen maar concrete maatregelen, waarvan een deel door de verenigingen zijn voorgesteld, en de andere door het parlement in de resoluties van mevrouw Rohonyi en mevrouw Zanchetta. Eén van de maatregelen die bijvoorbeeld zal worden ingevoerd, is het terug contact opnemen met slachtoffers van intrafamiliaal geweld, naar het voorbeeld van de politiezone Brussel Noord.

De kwesties van eermisdrijven en genitale vermindering zullen ook opgenomen worden in het plan ter bestrijding van intrafamiliaal geweld.

Vrouwenmoord

Er moet een debat over vrouwenmoord worden gevoerd met de ter zake gespecialiseerde actoren en de minister van Justitie, die zich zal baseren op de in het buitenland uitgevoerde experimenten.

Wat geweld jegens moslimvrouwen betreft, wijst de staatssecretaris erop dat geweld tegen vrouwen geen religie kent en in alle culturen voorkomt. Het volstaat in dat verband te kijken naar de namen van de zeventien vrouwen die sinds januari 2020 het slachtoffer zijn geworden van vrouwenmoord; de namen van de daders zijn een weerspiegeling van onze samenleving. Geweld is helaas een universeel patriarchaal verschijnsel.

Dadertherapie

Dit is geen federale materie, maar de staatssecretaris wil wel met de deelstaten overleggen om het aanbod van dadertherapie verder uit te breiden.

Met betrekking tot het huisverbod voor daders, geeft de staatssecretaris aan dat de geactualiseerde omzendbrief in voege is getreden. Ze hoopt dat de maatregel dus meer toegepast zal worden door de magistraten. Daarvoor is opleiding en sensibilisering van de magistraten nodig.

la sensibilisation des magistrats. En outre, l'éloignement des auteurs n'est pas suffisant: il faut également prévoir un accompagnement et s'assurer que la famille de la victime est en sécurité. Cet aspect sera également pris en compte, y compris par le ministre de la Justice.

Instrument pour l'évaluation de risque

L'outil d'évaluation et de gestion des risques de violence conjugale est un outil développé sur la base de recherches scientifiques internationales. Cet instrument met à disposition des professionnels, notamment de la police, des conseils et une grille de facteurs de risque et de facteurs de protection afin de déceler en amont les situations de violence entre partenaires, et agir ainsi de manière efficace afin d'offrir une réponse adéquate pour toute la famille en stoppant la violence. Il existe à la fois sous une forme en ligne et sous forme d'un manuel. Il a été lancé en 2016 et mis en ligne gratuitement par l'UCLL et grâce à des financements de l'IEFH. L'outil en ligne a depuis été retravaillé et amélioré suite à une évaluation de l'UCLL. Les résultats de l'étude sont globalement positifs: la plupart des critères de risque sont décisifs, il y a une bonne cohérence et une bonne stabilité des résultats finaux. Une condition importante pour cela est que les utilisateurs soient bien formés à l'utilisation de l'outil. L'outil est aujourd'hui utilisé par environ 70 services.

Procédure pour les nouveaux CPVS

Le 13 juin 2020, le Conseil des ministres a approuvé le cadre budgétaire pour l'expansion des centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS). Un budget de 13,5 millions d'euros est prévu pour le fonctionnement, la gestion et la coordination des CPVS en 2021, un budget qui passera à 17,8 millions d'euros à partir de 2023. Les frais de personnel des infirmières médico-légales et du médecin-conseil seront respectivement financés par le Fonds du personnel de santé et par l'INAMI. Les détails concrets sont en cours de détermination.

Suite à la décision du Conseil des ministres, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a diffusé l'appel à candidatures. Cet appel a été adressé aux hôpitaux des arrondissements judiciaires d'Anvers, du Hainaut, de Louvain, du Limbourg, du Luxembourg, de Namur et de Flandre occidentale. Le choix de ces arrondissements judiciaires découle notamment de l'objectif de couvrir

Bovendien is de verwijdering van daders niet voldoende, maar moet er ook begeleiding worden voorzien en moet ervoor gezorgd worden dat de familie van het slachtoffer veilig is. Met dit aspect zal ook rekening worden gehouden, ook door de minister van Justitie.

Het risicotaxatie-instrument

Het instrument voor de evaluatie en het beheer van de risico's op partnergeweld werd ontwikkeld op basis van internationaal wetenschappelijk onderzoek. Het biedt advies aan beroepsbeoefenaars, meer bepaald van de politie, die aan de hand van een tabel met risicofactoren en beschermende factoren tijdig situaties van partnergeweld kunnen herkennen en efficiënt aanpakken. Door het geweld een halt toe te roepen, biedt dit instrument dus een adequate oplossing voor het hele gezin. Van dit instrument bestaat zowel een onlineversie als een handleiding op papier. De tool werd in 2016 gelanceerd en gratis online gezet door de hogeschool UC Leuven-Limburg (UCLL) en dankzij de financiering van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. Na een evaluatie door UCLL werd het online-instrument inmiddels bijgewerkt en verbeterd. De resultaten van de studie zijn door de band positief: de meeste risicotriteria zijn doorslaggevend; het geheel is samenhangend en het biedt stabiele eindresultaten. Een belangrijke voorwaarde voor het welslagen is evenwel dat de gebruikers een degelijke opleiding over het gebruik van dit instrument hebben gekregen. Het wordt thans door ongeveer zeventig diensten gebruikt.

Procedure voor de nieuwe Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG)

Op 13 juni 2020 heeft de Ministerraad het budgettaire kader voor de uitbreiding van de Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG) goedgekeurd. Er komt in 2021 een budget van 13,5 miljoen euro voor de werking, het beheer en de coördinatie van de ZSG. Dat budget zal vanaf 2023 stijgen tot 17,8 miljoen euro. De personeelskosten voor de forensische verpleegkundigen en de adviserend arts worden respectievelijk gefinancierd door het Zorgpersoneelfonds en het RIZIV. De concrete details worden momenteel uitgewerkt.

Ingevolge de beslissing van de Ministerraad heeft het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen een oproep tot kandidaatstelling gelanceerd. Die oproep werd gericht aan de ziekenhuizen van de gerechtelijke arrondissementen van Antwerpen, Henegouwen, Leuven, Limburg, Luxemburg, Namen en West-Vlaanderen. De keuze voor die gerechtelijke arrondissementen vloeit

l'ensemble du territoire, c'est-à-dire de permettre à chaque victime en Belgique de rejoindre un CPVS en une heure maximum.

Le 5 novembre 2020, le comité de sélection s'est réuni. Il a été décidé quels hôpitaux pourront prétendre à la reconnaissance et au financement d'un CPVS. La reconnaissance en tant que CPVS sera progressive. Comme déjà annoncé, le déploiement des CPVS débutera dans les provinces de Louvain, d'Anvers et du Hainaut. L'attribution et le démarrage de CPVS dans les provinces de Flandre occidentale, du Limbourg, du Luxembourg et de Namur suivront en 2021. Pour la mise en place de chaque nouveau CPVS, une phase de démarrage est prévue, dans laquelle il y aura une coopération avec la zone de police où le CPVS est situé, et une phase d'expansion, dans laquelle le fonctionnement du CPVS est étendu à l'ensemble du district judiciaire. Cette phase durera deux ans, avec pour objectif de rendre opérationnel l'ensemble des CPVS d'ici la fin 2023.

La crise sanitaire n'affectera pas le fonctionnement administratif des nouveaux CPVS. Cependant, comme l'ouverture des nouveaux CPVS prendra plusieurs mois, il est difficile d'estimer l'impact exact de la crise du COVID-19 sur ceux-ci.

La secrétaire d'État rappelle que les CPVS restent accessibles pendant la crise sanitaire.

Projet test d'alerte pour victimes de violences de genre

Au total, 200 boutons d'alarme ont déjà été achetés, dont 30 ont été affectés au projet-pilote de Gand. Il s'agit d'un petit boîtier avec un bouton, connecté à une application sur smartphone, qui peut être actionné en cas de danger. L'application est actuellement testée avec des victimes de harcèlement criminel mettant leur vie en danger. C'est notamment le cas pour des femmes dont le conjoint violent a été écarté. Pendant la période d'enregistrement, dix alarmes ont déjà été attribuées. L'alarme a déjà permis d'intervenir efficacement à deux reprises pour une même victime. Grâce à l'intervention rapide de la police, un crime a chaque fois pu être évité. Des mesures ont en effet pu être prises très rapidement à l'encontre de l'auteur, qui a pu être pris en flagrant délit. Les victimes éprouvent toutes un grand sentiment de sécurité. De plus, l'utilisation effective du bouton d'alarme démontre la nécessité de l'alarme mobile harcèlement et de l'intervention rapide de la police.

onder meer voort uit de doelstelling om het hele grondgebied te dekken, waardoor elk slachtoffer in België binnen een tijdspanne van maximum een uur een ZSG kan bereiken.

Op 5 november 2020 is het selectiecomité samengekomen. Er werd beslist welke ziekenhuizen aanspraak zullen kunnen maken op een erkenning en op de financiering van een ZSG. De erkenning als ZSG zal geleidelijk verlopen. Zoals eerder aangekondigd, zullen de ZSG's eerst in de provincies Leuven, Antwerpen en Henegouwen worden opgericht. De toewijzing en de opstart van de ZSG's in de provincies West-Vlaanderen, Limburg, Luxemburg en Namen zullen in 2021 plaatsvinden. Bij de oprichting van elk nieuw ZSG wordt voorzien in een startfase, waarin zal worden samengewerkt met de politiezone waar het ZSG is gevestigd, alsook een uitbreidingsfase, waarin de werking van het ZSG naar het hele gerechtelijke arrondissement wordt uitgebreid. Die fase zal twee jaar duren en moet ervoor zorgen dat alles ZSG's tegen eind 2023 operationeel zijn.

De gezondheidscrisis zal geen gevolgen hebben voor de administratieve werking van de nieuwe ZSG's. Omdat de opening van de nieuwe ZSG's meerdere maanden in beslag zal nemen, kan moeilijk precies worden ingeschattet welke gevolgen ze zullen ondervinden van de COVID-19-crisis.

De staatssecretaris wijst erop dat de ZSG's open blijven tijdens de gezondheids crisis.

Project alarmtest voor slachtoffers van gendergerelateerd geweld

In totaal werden 200 alarmtoestellen aangekocht, waarvan dertig werden toegewezen aan het proefproject in Gent. Het toestel bestaat uit een doosje met een alarmknop, dat verbonden is met een smartphone-applicatie die bij gevaar kan worden geactiveerd. De app wordt thans getest bij slachtoffers van levensbedreigende vormen van stalking, zoals vrouwen van wie de gewelddadige partner een contactverbod kreeg opgelegd. Tijdens de testperiode werden tien dergelijke alarmtoestellen toegewezen. Dankzij dit alarm kon een welbepaald slachtoffer al tweemaal doeltreffend worden geholpen; door het snelle optreden van de politie kon telkens een misdrijf worden voorkomen. Er werden immers heel snel maatregelen genomen tegen de dader, die op heterdaad kon worden betrapt. De slachtoffers voelen zich allen een heel stuk veiliger. Dat de alarmknop daadwerkelijk is gebruikt, toont daarenboven aan dat er nood is aan een mobiel stalkingalarm en een snelle interventie van de politie.

De plus en plus de villes et de zones de police ont exprimé leur intérêt à participer au projet, afin de pouvoir utiliser l'alarme mobile harcèlement et commencer à mettre en œuvre la circulaire ministérielle du 29 mai 2019. Il y a donc une forte demande émanant de différents acteurs et visant à unir davantage les forces et à permettre à d'autres zones de rejoindre plus rapidement le projet.

La zone de police de Vlas (Kortrijk – Kuurne – Ledelede) est la première zone de police qui, à côté de la zone de police de Gand, participera au processus.

Le projet-pilote mis en place à Gand en ce qui concerne l'alarme mobile harcèlement, dont le fonctionnement est défini par le Protocole Alarme Harcèlement, se poursuivra jusqu'en février 2021. Vu que le projet-pilote n'a actuellement lieu qu'à Gand et que l'alarme harcèlement sera déployée à l'échelle de la Flandre orientale et à l'échelle nationale à partir de 2021, une période d'évaluation est en cours entre la mi-octobre et la mi-novembre concernant la mise en œuvre du Protocole Alarme Harcèlement.

En concertation avec la société civile concernée et avec le Parlement, la secrétaire d'État souhaite obtenir une position politique concernant cette expérimentation. Il s'agira donc ensuite d'identifier s'il y a lieu de développer cette initiative à l'échelle du territoire national.

Loi-cadre pour l'égalité des genres

Une loi-cadre sur les violences de genre devrait être un accord de coopération interfédéral en Belgique.

La secrétaire d'État estime que c'est une bonne idée, mais que cela nécessiterait beaucoup de concertation. Elle lancera l'idée au prochain CIM pour les droits des femmes.

Femmes dans la Défense

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2000 a adopté la résolution 1325 intitulée "Femmes, paix et sécurité". Cette résolution a pour objets la prévention de la violence faite aux femmes et filles, leur protection contre cette violence ainsi que la participation des femmes à la prise de décision dans les domaines de la paix et de la sécurité. La Belgique a adopté un premier PAN 2009-2012 et un deuxième PAN 2013-2016 et un troisième PAN 2017-2021 en 2017.

Cela inclut la signature d'une "Charte pour la promotion de l'égalité des femmes et des hommes au sein du

Almaar meer steden en politiezones hebben aangegeven dat ze interesse hebben om deel te nemen aan het project, teneinde het mobiele stalkingalarm te kunnen gebruiken en de tenuitvoerlegging van de ministeriële omzendbrief van 29 mei 2019 aan te vatten. Er is dus een sterke vraag van diverse actoren; het ligt in de bedoeling de krachten meer te bundelen en andere zones in de mogelijkheid te stellen sneller bij het project aan te sluiten.

De politiezone VLAS (Kortrijk – Kuurne – Ledelede) is de eerste politiezone die, naast de politiezone Gent, aan het project zal deelnemen.

Het in Gent opgezette proefproject inzake het mobiele stalkingalarm, waarvan de werking wordt bepaald door het Protocol omtrent het stalkingalarm, loopt nog tot februari 2021. Daar het proefproject thans alleen in Gent plaatsvindt en het stalkingalarm vanaf 2021 in heel Oost-Vlaanderen en nationaal zal worden uitgerold, zal de implementering van het Protocol omtrent het stalkingalarm worden geëvalueerd van half oktober tot half november.

In samenspraak met het betrokken middenveld en met het Parlement wil de staatssecretaris een beleidsstandpunt over dit experiment uitwerken. Vervolgens zal moeten worden bepaald of dit initiatief nationaal moet worden uitgerold.

Kaderwet ten behoeve van gendergelijkheid

Een kaderwet inzake gendergeweld zou tot stand moeten komen via een Belgische interfedrale samenwerkingsovereenkomst.

De staatssecretaris vindt dat een goed idee, maar het zou veel overleg vergen. Ze zal het idee opperen tijdens de volgende IMC vrouwenrechten.

Vrouwen in Defensie

De VN-Veiligheidsraad heeft in 2000 resolutie 1325 aangenomen, getiteld "Vrouwen, Vrede en Veiligheid". Deze resolutie beoogt geweld jegens vrouwen en meisjes te voorkomen, hen tegen geweld te beschermen en vrouwen te laten deelnemen aan de besluitvorming inzake vrede en veiligheid. België heeft een eerste NAP voor 2009-2012 en een tweede NAP voor 2013-2016 aangenomen, en nam in 2017 een derde NAP voor 2017-2021 aan.

Dit derde actieplan omvat de ondertekening van een "Charter voor het bevorderen van de gelijkheid van

département de la Défense et pour la mise en œuvre des principes de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies".

Le nouveau plan devrait être adopté en 2022.

Homme/femme/X

L'idée n'est pas de faire disparaître le genre des gens dans leur enregistrement officiel mais de les soumettre à l'auto-identification, donc laisser les gens choisir leur genre librement et de ne pas le visibiliser sur les papiers d'identités, ni de le demander systématiquement pour toute une série de procédures pour lesquelles ce n'est pas nécessaire.

Législation anti-discrimination

Les nouveaux critères dans la législation anti-discrimination sont l'expression de genre et l'identité de genre.

Unia/IEFH/ Institut des droits humains

En tenant compte du contexte institutionnel belge, un partenariat interfédéral moderne sera mis sur pied, avec un mécanisme spécifique pour chaque communauté ou région. L'expertise et la solide expérience des institutions existantes seront mieux coordonnées. En consultation avec les institutions concernées, l'objectif est d'utiliser au mieux les ressources financières et d'exploiter au mieux les synergies nouvelles et existantes. En intégrant le Centre interfédéral pour l'égalité des chances (Unia) et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la secrétaire d'Etat renforcera la cohérence et l'efficacité de la protection des droits de l'homme.

Compte tenu de l'intention du gouvernement flamand de résilier l'accord de coopération concernant le Centre interfédéral pour l'égalité des chances (Unia) en 2023, le gouvernement fédéral met tout en œuvre pour assurer une coopération optimale entre Unia et le Centre flamand pour l'égalité des chances qui sera créé. Le maintien de la fonction de guichet unique pour une prestation de services optimale est essentiel à cet égard.

PAN anti-racisme

Dans la phase actuelle, chaque ministre fournit des objectifs opérationnels pour les mesures spécifiques au domaine politique en fonction de ses compétences. Ceux-ci seront ratifiés lors du prochain CIM, en décembre 2020. Le plan sera adopté pour la période 2020-2024. Un

mannen en vrouwen bij Defensie en voor de toepassing van de principes van Veiligheidsraadresolutie 1325".

Het nieuwe plan zou in 2022 moeten worden aangenomen.

Man/vrouw/X

Het ligt niet in de bedoeling het geslacht van mensen uit de rjksregistergegevens te schrappen, maar wel mensen via zelfidentificatie vrij hun geslacht te laten kiezen en dat niet zichtbaar op de identiteitspapieren op te nemen, noch er systematisch naar te vragen bij allerhande procedures waarvoor zulks niet nodig is.

Antidiscriminatiewetgeving

Genderexpressie en genderidentiteit zijn de nieuwe criteria in de antidiscriminatiewetgeving.

Unia/IGVM/Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens

Rekening houdend met de Belgische institutionele context zal worden voorzien in een modern interfederaal partnerschap, met een specifiek mechanisme voor elke gemeenschap of gewest. De expertise en de gedegen ervaring van de bestaande instellingen zullen beter worden gecoördineerd. In samenspraak met de betrokken instellingen is het de bedoeling de financiële middelen optimaal te benutten en maximaal gebruik te maken van nieuwe en bestaande synergies. Door het Interfederaal Gelijkkekscentrum (Unia) en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen bij de zaak te betrekken, zal de staatssecretaris de samenhang en de doeltreffendheid van de bescherming van de mensenrechten aanscherpen.

Rekening houdend met het voornemen van de Vlaamse regering om de samenwerkingsovereenkomst betreffende het Interfederaal Gelijkkekscentrum (Unia) in 2023 te beëindigen, stelt de federale regering alles in het werk om een optimale samenwerking te waarborgen tussen Unia en het nog op te richten Vlaams Centrum voor Gelijke Kansen. Met het oog op een optimale dienstverlening is het essentieel dat het enig loket wordt behouden.

NAP racismebestrijding

Momenteel levert elke minister volgens de eigen bevoegdheden operationele doelstellingen aan voor beleidsspecifieke maatregelen. Die zullen bij de volgende IMC in december 2020 worden bekraftigd. Het plan zal worden aangenomen voor de periode 2020-2024.

suivi provisoire du plan d'action est prévu à tous les niveaux de gouvernement au milieu de la période. Il est possible de travailler avec des thèmes annuels. Un rapport d'évaluation suivra à la fin. Le plan d'action sera co-crée avec la coalition NAPAR. La Coalition NAPAR est composée d'une soixantaine d'organisations belges.

Racisme structurel et institutionnel

Le racisme institutionnel (également connu sous le nom de racisme structurel, de racisme d'État ou de racisme systémique) est une discrimination raciale de la part des gouvernements, des entreprises, des religions ou des établissements d'enseignement ou d'autres grandes organisations ayant le pouvoir d'influencer la vie de nombreuses personnes.

Un autre critère de discrimination, un des 19, sont les religions et les convictions. Les personnes discriminées juste parce qu'ils sont musulmanes, c'est de l'islamophobie. C'est autre chose que la liberté d'expression, qui est un droit humain que la secrétaire d'État défendra à travers tout son mandat.

Ajouter un chapitre sur la discrimination dans le codex sur le bien-être au travail

Ce codex parle des substances toxiques, du bien-être psychologique, le bruit excessif, etc. Il faut aussi prévoir un chapitre sur la prévention de la discrimination, pour que les employeurs et les employés prennent connaissance des critères de discrimination, de la législation et qu'ils savent où se rendre en cas de discrimination.

Discrimination au marché de travail: lutter via des actions positives

Dans le cadre de son monitoring biennal sur la Loi Quota, l'IEFH analyse également les comités de direction. Cette partie de l'étude analyse la mixité de genre des comités de direction des entreprises cotées, des entreprises publiques autonomes et de la Loterie Nationale. Pour rappel, la loi du 28 juillet 2011 ne s'applique pas aux comités de direction. Sans grande surprise, les femmes y sont moins représentées qu'au sein des conseils d'administration. L'évolution est positive mais lente: en 2008, les femmes représentaient 7,4 % des membres des comités de direction de l'ensemble des entreprises étudiées; en 2017, ce pourcentage s'élevait à 18,0 %.

Le gouvernement prendra des mesures pour s'assurer que l'administration et les entreprises publiques sont également au sommet d'être suffisamment équilibré

Halverwege dat tijdvak wordt op alle beleidsniveaus voorzien in een voorlopige follow-up van het actieplan. Er kan met jaarhema's worden gewerkt. Aan het einde wordt een evaluatieverslag opgesteld. Het actieplan zal samen met de NAPAR Coalitie worden opgesteld. De NAPAR Coalitie bestaat uit een zestigtal Belgische organisaties.

Structureel en institutioneel racisme

Institutioneel racisme (ook bekend als structureel racisme, staatsracisme of systemisch racisme) is ras-sensdiscriminatie door regeringen, bedrijven, religies of onderwijsinstellingen, dan wel door andere grote organisaties die over de macht beschikken om het leven van veel mensen te beïnvloeden.

Een andere discriminatiegrond, een van de 19, betreft geloof en levensbeschouwing. Indien mensen worden gediscrimineerd alleen maar omdat ze moslim zijn, dan is dat islamofobie. Dat is iets anders dan de vrijheid van meningsuiting, een mensenrecht dat de staatssecretaris gedurende haar hele mandaat zal verdedigen.

Een hoofdstuk over discriminatie toevoegen aan de Codex over het welzijn op het werk

Die Codex behandelt de toxiche agentia, het mentaal welzijn, overmatig lawaai enzovoort. Er zou ook moeten worden voorzien in een hoofdstuk over de preventie van discriminatie om de werkgevers en de werknemers te informeren over de discriminatiegronden en de wetgeving ter zake, en opdat ze zouden weten waar ze terechtkunnen in geval van discriminatie.

Discriminatie op de arbeidsmarkt: bestrijding via positieve actie

Het IGVM evalueert in het kader van zijn tweejaarlijkse monitoring van de quotawet ook de directiecomités. In dat onderdeel van de studie wordt nagegaan in welke mate de directiecomités van de beursgenoteerde bedrijven, de autonome overheidsbedrijven en de Nationale Loterij gendergemengd zijn. Ter herinnering: de wet van 28 juli 2011 is niet van toepassing op de directiecomités. Het is geen grote verrassing dat de vrouwen er minder goed vertegenwoordigd zijn dan in de raden van bestuur. De evolutie is positief maar verloopt traag: in 2008 was 7,4 % van de directiecomitéleden bij alle betrokken bedrijven van het vrouwelijk geslacht; in 2017 bedroeg dat aandeel 18,0 %.

De regering zal maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de administratieve diensten en de overheidsbedrijven eveneens aan de top staan met betrekking

entre les sexes. Le sujet se discutera au sein du gouvernement, en collaboration avec les ministres concernés. Des quotas pourraient être considérés, de même que les chiffres cibles et d'autres actions positives, comme par exemple la diversification des jurys de recrutement.

Tests de situation et mystery calls

La secrétaire d'État souhaite détecter la discrimination par le biais des appels mystères et des tests de situation sur base d'un indice ou d'une plainte. Il faudra en effet éviter l'incitation.

Harcèlement sur le lieu de travail

La Belgique n'a pas encore ratifié la Convention de l'OIT relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail (n° 190). Cette Convention permettra d'appliquer plusieurs principes fondamentaux.

Le travail sur la législation sur le bien-être être au travail devra se faire en collaboration avec le ministre de l'emploi et la secrétaire d'État s'engage à le faire.

Personnes seules, autres formes de relation et de cohabitation

La secrétaire d'État inclura ces sujets dans sa Note 2.0.

IV. — RÉPLIQUES ET QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES

Mme Kathleen Depoorter (N-VA) ne retrouve pas dans les documents budgétaires le financement des centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles. Où se trouvent les 13,8 millions d'euros nécessaires à cette fin? Ce financement incombe-t-il entièrement au budget de l'INAMI, y compris pour les dépenses d'infrastructure et de personnel?

L'intervenante se demande par ailleurs si ce financement est suffisant. 2 millions d'euros par centre, pour un fonctionnement 24h/24, sont-ils suffisants pour garantir aux victimes qu'elles pourront y être prises en charge? Le nouveau gouvernement poursuivra-t-il en la matière la politique initiée par le précédent?

Mme Barbara Creemers (Ecolo-Groen) fait remarquer à ceux qui critiquaient le caractère vague de l'exposé d'orientation politique de la secrétaire d'État que celle-ci lançait trois jours seulement après la présentation de ce

tot een evenwichtige gendervertegenwoordiging. Het onderwerp zal binnen de regering worden besproken, in samenwerking met de betrokken ministers. Quota zouden kunnen worden overwogen, evenals streefcijfers en andere positieve acties, zoals de diversificatie van de selectiejury's.

Praktijktests en mystery calls

De staatssecretaris wil discriminatie opsporen via mysterycalls en praktijktests op basis van een aanwijzing of een klacht. Uitlokking is immers uit den boze.

Stalking op het werk

België heeft het IAO-Verdrag betreffende de uitbanning van geweld en intimidatie in de wereld van werk (nr. 190) nog niet geratificeerd. Dankzij dat Verdrag zullen meerdere grondbeginselen kunnen worden toegepast.

Voor de werkzaamheden aangaande de wetgeving inzake welzijn op het werk zal worden samengewerkt met de minister van Werk; de staatssecretaris belooft die zaak ter hand te nemen.

Alleenstaande personen, andere relatie- en samenlevingsvormen

De staatssecretaris zal deze onderwerpen opnemen in haar Nota 2.0.

IV. — REPLIEKEN EN BIJKOMENDE VRAGEN

Mevrouw Kathleen Depoorter (N-VA) vindt in de begrotingsdocumenten niets terug over de financiering van de Zorgcentra na seksueel geweld. Waar staat het bedrag van 13,8 miljoen euro dat daarvoor nodig is? Valt die financiering volledig ten laste van het RIZIV-budget, met inbegrip van de uitgaven voor infrastructuur en personeel?

De spreekster vraagt zich voorts af of die financiering volstaat. Is een bedrag van twee miljoen euro per centrum dat de klok rond functioneert, voldoende om te waarborgen dat de slachtoffers er kunnen worden opgevangen? Zal de nieuwe regering het door de vorige regering ter zake opgestarte beleid voortzetten?

Ter attentie van de critici die de beleidsverklaring van de staatssecretaris vaag vinden, stipt *mevrouw Barbara Creemers (Ecolo-Groen)* aan dat *mevrouw Schlitz* slechts drie dagen na de voorstelling van dat document het

texte, le plan d'action contre les violences intrafamiliales. Ce plan d'action était bien nécessaire vu la survenance du confinement et les chiffres qui revenaient du terrain. Les lignes d'écoute s'en alarmaient; la police faisait état d'une augmentation des interventions.

La politique en matière d'égalité ne peut jamais être une alternative: elle doit être inclusive. L'Égalité des chances ne peut jamais opposer: elle doit réunir. La secrétaire d'État gagne à associer à ses forces, celles de la présente commission. La secrétaire d'État et sa directrice de cabinet y seront attentives à n'en pas douter, compte tenu de leurs expériences professionnelles antérieures.

Mme Katleen Bury (VB) demande à la secrétaire d'État sa position sur les directives de la ville de Gand concernant la préférence à accorder à des personnes sollicitant un travail sur la base du fait qu'ils sont issus de l'immigration. Quel en est le fondement juridique?

M. Daniel Bacquelaine (MR) revient sur la partie "Mener une politique coordonnée de lutte contre le racisme et les discriminations via une collaboration efficace de tous les partenaires" de l'exposé d'orientation politique de la secrétaire d'État (DOC 55 1610/022, p. 28). L'orateur reste déçu du manque de référence aux combats universalistes. La tendance du texte est essentialiste. Il est cependant dangereux d'opposer les communautés. Le MR tient aux valeurs universelles d'égalité, de liberté et de solidarité, de séparation des Églises et de l'État, de l'égalité des droits et des devoirs, etc. C'est ainsi qu'une politique contre le racisme et les discriminations se mène efficacement.

L'orateur persiste à effectuer une distinction entre une discrimination, qui consiste à traiter différemment une personne pour ce qu'elle est (y compris son appartenance ou son origine), et la critique d'une croyance, d'une opinion ou d'une idée. Cette distinction n'est pas suffisamment exprimée dans l'exposé d'orientation politique.

La liberté d'expression doit prévaloir sur les croyances, les idées et les convictions. Ainsi, comparer l'antisémitisme et l'islamophobie est selon M. Bacquelaine introduire une confusion regrettable. Le premier consiste en un racisme qui vise une personne pour ce qu'elle est; la seconde est une critique d'une croyance et d'une conviction. Les deux ordres, au sens pascalien du terme, sont différents. L'islamophobie est un terme utilisé par les opposants à la liberté d'expression, qui vise à fustiger ceux qui osent critiquer un aspect d'une religion. Dire de quelqu'un qu'il est islamophobe délivre aux yeux de certains un permis de tuer. Ce terme confus est utilisé

actieplan tegen huiselijk geweld heeft opgestart. Dat actieplan was hard nodig wegens de instelling van de lockdown en wegens de cijfers die vanuit de praktijk werden gemeld. Ook de hulplijnen maakten zich ter zake zorgen en de politie meldde een stijging van het aantal interventies.

Het beleid inzake gelijkheid mag nooit een alternatief vormen, maar moet altijd inclusief zijn. Gelijke kansen mogen nooit tot tegenstellingen leiden, maar moeten verenigen. De staatssecretaris wint erbij wanneer zij de dynamiek van deze commissie bij haar beleid betrekt. Gezien hun vorige beroepservaringen, zullen de staatssecretaris en haar kabinetschef erover waken dat niet in twijfel te trekken.

Mevrouw Katleen Bury (VB) vraagt de staatssecretaris naar haar standpunt betreffende de richtlijnen van de stad Gent aangaande het feit dat aan bepaalde sollicitanten de voorkeur moet worden gegeven op basis van hun migratieachtergrond. Op welke rechtsgrond berust dat?

De heer Daniel Bacquelaine (MR) komt terug op het onderdeel "Gecoördineerd beleid voeren tegen racisme en discriminatie via een efficiënte samenwerking tussen alle partners" in de beleidsverklaring van de staatssecretaris (DOC 55 1610/022, blz. 28). De spreker blijft het gebrek aan verwijzingen naar de strijd voor universele waarden betreuren. De tekst is overwegend essentialistisch. Het is echter gevvaarlijk de gemeenschappen tegenover elkaar te plaatsen. De MR is voorvechter van de universele waarden, zoals gelijkheid, vrijheid, solidariteit, scheiding van Kerk en Staat, gelijkheid van rechten en plichten enzovoort. Een doeltreffend beleid tegen racisme en discriminatie berust op die waarden.

De spreker beklemtoont dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen discriminatie, oftewel het anders behandelen van een persoon om wie hij is (en dus ook op grond van de groep waartoe hij behoort of om zijn afkomst), en kritiek op een geloof, een overtuiging of een denkbeeld. Dat onderscheid komt in de beleidsverklaring onvoldoende tot uiting.

De vrijheid van meningsuiting moet primeren op de geloofsovertuigingen, het gedachtegoed en de levensbeschouwingen. Het antisemitisme vergelijken met islamofobie leidt volgens de heer Bacquelaine dan ook tot betreurenswaardige verwarring. Antisemitisme is racisme jegens iemand om wie hij is; islamofobie is het uiten van kritiek ten aanzien van een geloof en een overtuiging. Het gaat om twee verschillende denkwijzen, zoals bedoeld door de filosoof Blaise Pascal. Islamofobie is een term die wordt gebezigt door de tegenstanders van de vrijheid van meningsuiting, met als doel critici van een of ander aspect van een geloof aan de schandpaal te

par les tenants du salafisme, du wahhabisme et par les Frères Musulmans. L'intervenant rappelle par contre qu'il faut s'attaquer à la haine contre les Musulmans au même titre que toutes les autres formes de racisme.

La meilleure manière de protéger les individus ne consiste pas à les assigner à une communauté particulière, sous peine de verser dans le communautarisme. Il faut au contraire considérer les individus parmi l'ensemble des personnes qui composent l'humanité.

Mme Els Van Hoof (CD&V) apprécie qu'en ce jour spécial – la journée de lutte contre les violences faites aux femmes – un plan d'action spécifique ait été mis sur pied par la secrétaire d'État contre les violences intra-familiales. Ainsi l'une des recommandations du comité d'avis sur l'Émancipation sociale a été suivie d'effets.

La secrétaire d'État peut-elle préciser quel est son point de vue par rapport aux outils internationaux, développés spécialement au sein des Nations-Unies, contre les discriminations sur la base de l'âge? Ce dossier présente une actualité certaine, comme le démontre l'initiative en Flandre de créer un commissariat aux personnes âgées. L'intervenante cite également la résolution du 12 mars 2020 relative à l'élaboration d'une convention internationale visant à lutter contre la discrimination des personnes âgées (DOC 55 0305/007). La Belgique devrait activement plaider pour la construction d'une telle convention et veiller au niveau interne à des outils permettant une lutte efficace contre ce type de discriminations.

Enfin, l'intervenante demande comment l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes sera renforcé: quels domaines d'activité sont envisagés?

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) maintient après les réponses une évaluation globalement positive. Ainsi, elle se réjouit du fait qu'une secrétaire d'État soit spécifiquement en charge de ces compétences. Le membre considère que plusieurs annonces sont pertinentes et concrètes. D'autres annonces relèvent des bonnes intentions, et ce constat ne change pas à la suite des réponses.

Les victimes de féminicides continuent à faire l'actualité. Elles ont augmenté à cause du confinement. La plateforme Mirabal a organisé des mobilisations à travers

nagelen. Iemand als islamofobie aanmerken, komt voor sommigen neer op het geven van toestemming om de betrokkenen te doden. Die warrige term wordt aangewend door de voorstanders van het salafisme en van het wahhabisme, alsook door de Moslimbroeders. Volgens de spreker moet men daarentegen de moslimhaat bestrijden op dezelfde wijze als alle andere vormen van racisme worden aangepakt.

De beste manier om de individuele mensen te beschermen, bestaat er niet in ze in een bepaalde gemeenschap op te sluiten, want dat leidt tot terugplooiing op de eigen gemeenschap. Men moet daarentegen de individuele personen beschouwen als onderdeel van de mensheid.

Mevrouw Els Van Hoof (CD&V) waardeert dat de staatssecretaris op de dag van de vergadering – een speciale dag, aangezien het de Internationale dag tegen geweld jegens vrouwen is – naar buiten treedt met een specifiek actieplan om huiselijk geweld tegen te gaan. Aldus wordt gevolg gegeven aan een van de aanbevelingen van het adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie.

Kan de staatssecretaris haar standpunt toelichten inzake de internationale instrumenten die binnen de Verenigde Naties speciaal werden ontwikkeld om discriminatie op basis van leeftijd tegen te gaan? Dat dossier is zeer actueel, zoals ook blijkt uit het Vlaamse initiatief om een commissariaat voor de ouderen op te richten. De spreekster verwijst voorts naar de resolutie van 12 maart 2020 over een internationale conventie tegen leeftijdsdiscriminatie van ouderen (DOC 55 0305/007). België zou actief moeten pleiten voor de uitwerking van een dergelijke conventie en zou op nationaal vlak moeten zorgen voor instrumenten waarmee dergelijke discriminatie doeltreffend kan worden bestreden.

Tot slot vraagt de spreekster hoe het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zal worden versterkt: welke actieterreinen worden beoogd?

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) heeft ook na de antwoorden een algemeen positieve indruk. Zo verheugt het haar dat een staatssecretaris specifiek met die bevoegdheden belast is. Het lid vindt een aantal aankondigingen relevant en concreet. Andere aankondigingen komen neer op goede bedoelingen, en die vaststelling verandert niet na de gegeven antwoorden.

Slachtoffers van vrouwenmoord blijven in de actualiteit. Het aantal gevallen is gestegen wegens de lockdown. Het Mirabal-platform heeft in het hele land mensen

tout le pays. L'intervenante salue ces organisations qui soutiennent les femmes.

La secrétaire d'État a lancé un plan d'action fédéral de lutte contre les violences de genre et intrafamiliales, en plus des mesures d'urgence déjà existantes. L'oratrice s'en réjouit, d'autant que la secrétaire d'État a repris à son compte des recommandations soumises sans succès au comité d'avis sur l'Émancipation sociale, à savoir l'intervention proactive de la police par la prise active de contact avec les victimes connues et l'accessibilité anonyme des lignes d'aide 24h/24, 7 jours sur 7. Toutefois, les mesures du plan d'action n'offrent pas une réponse suffisante à cette problématique.

Ainsi, le plan prévoit un règlement permettant aux hôtels et propriétaires de chambres d'hôtes de mettre leurs chambres à disposition pour l'accueil d'urgence de victimes de violences domestiques. Les victimes devront-elles payer pour cet accueil?

Un tel règlement serait de toute façon insuffisant. La crise de violences de genre et intrafamiliales est d'une telle ampleur qu'elle requiert une intervention ferme, soit la réquisition d'hôtels visant à créer des accueils d'urgence. Les refuges et places d'accueil d'urgence sont généralement payantes, ce qui pousse les victimes de violences domestiques plus loin encore dans la précarité. Cet obstacle supplémentaire empêche les victimes de quitter la personne violente, dont elles sont bien souvent dépendantes financièrement. Il convient donc d'élargir dès à présent la capacité de places d'accueil d'urgence gratuites.

Idéalement, les auteurs des violences doivent être écartés du domicile et emmenés ailleurs, mais cela ne peut certainement pas se faire au détriment de l'accueil des victimes.

Le plan d'action prévoit également des directives pour une attitude proactive de la police et de la justice, pour qui la lutte contre ce problème et le suivi des victimes seront des priorités. L'intervenante espère que cette mesure se concrétise par un traitement prioritaire de toutes les plaintes, de façon à pouvoir mettre fin aux violences et à l'impunité des auteurs. De nombreuses femmes avaient en effet déjà porté plainte dans le passé, mais ces plaintes n'aboutissaient pas. Un traitement prioritaire des plaintes pour violences intrafamiliales, pris en charge par des magistrats bien formés, peut donc sauver des vies.

L'oratrice approuve la volonté de la secrétaire d'État de mettre sur pied une vaste campagne de sensibilisation, et d'investir dans l'étude des violences intrafamiliales

gemobiliseerd. De spreekster is verheugd dat deze organisaties de vrouwen steunen.

De staatssecretaris heeft een federaal actieplan gelanceerd ter bestrijding van gendergerelateerd en huiselijk geweld, bovenop de reeds bestaande noodmaatregelen. Dat verheugt de spreekster, temeer daar de staatssecretaris aanbevelingen heeft overgenomen die zonder succes werden voorgelegd aan het Adviescommissie voor de Maatschappelijke Emancipatie, namelijk een proactief politieoptreden door actief contact op te nemen met de bekende slachtoffers, alsmede de anonieme toegang tot hulplijnen de klok rond, zeven dagen per week. De in het actieplan vervatte maatregelen bieden echter geen afdoende antwoord op dit vraagstuk.

Zo voorziet het plan in een regeling die het hotels en de eigenaars van gastenkamers mogelijk maakt hun kamers ter beschikking te stellen voor de noodopvang van slachtoffers van huiselijk geweld. Zullen de slachtoffers voor die opvang moeten betalen?

Een dergelijke regeling zou hoe dan ook ontoereikend zijn. De crisis inzake gendergerelateerd en huiselijk geweld is van een dusdanige omvang dat krachtdadig moet worden opgetreden en dat hotels moeten worden opgeëist om noodopvangplaatsen te creëren. De vluchthuizen en noodopvangplaatsen zijn meestal betalend, waardoor de slachtoffers van huiselijk geweld nog dieper in bestaanselekherheid verzinken. Die extra belemmering belet dat slachtoffers de gewelddadige persoon, van wie zij vaak financieel afhankelijk zijn, verlaten. Daarom moet de capaciteit van de gratis noodopvangplaatsen vanaf nu worden uitgebreid.

Idealiter moeten de geweldplegers uit de woonst worden verwijderd en elders worden ondergebracht, maar dat mag zeker niet ten koste gaan van de opvang van de slachtoffers.

Voorts voorziet het actieplan in richtsnoeren voor een proactieve attitude van politie en gerecht, voor wie de bestrijding van dat geweld en de follow-up van de slachtoffers prioriteiten horen te zijn. De spreekster hoopt dat die maatregel leidt tot een prioritaire behandeling van alle klachten, zodat een einde kan worden gemaakt aan het geweld en aan de straffeloosheid van de daders. Veel vrouwen hebben in het verleden immers al een klacht ingediend, zonder dat die iets hebben opgeleverd. Een prioritaire behandeling van de klachten over huiselijk geweld, die door goed opgeleide magistraten in behandeling worden genomen, kan dus levens redden.

De spreekster is het eens met het streven van de staatssecretaris om een grootschalige bewustmakingscampagne op het getouw te zetten en om te investeren

en période de crise sanitaire. Le membre espère néanmoins que la secrétaire d'État travaillera également à rassembler les statistiques officielles concernant les féminicides en Belgique et, qu'à l'instar de la France, des chercheurs réaliseront une étude annuelle de ce phénomène. Ainsi les thèses qui minimisent la situation seraient combattues. Quelles initiatives la secrétaire d'État prendra-t-elle pour rendre la loi anti-sexisme plus effective et pour la faire connaître sur le terrain, afin de mettre un terme à la culture patriarcale qui engendre les violences de genre?

Le droit des femmes à l'autodétermination est important à la lumière de la prévention de la violence contre les femmes. C'est pourquoi le groupe de l'oratrice trouve inacceptable que l'assouplissement de la législation sur l'avortement et la dépénalisation de cet acte disparaissent pour le reste de la législature. Avec le mouvement des femmes, l'intervenante demande que les propositions législatives pour la réforme de la législation sur l'avortement soient remises à l'ordre du jour du Parlement et soumises au vote.

Concernant la culture patriarcale, il y a encore du travail à réaliser sur le plan socio-économique. À l'heure actuelle, les secteurs et métiers féminins sont encore moins rémunérés, et comptent une proportion plus élevée de statuts précaires que les secteurs et métiers masculins. En outre, en raison des rôles de genre liés au modèle familial où une seule personne subvient aux besoins du ménage, les femmes sont plus souvent obligées de travailler à temps partiel, ou d'interrompre leur carrière afin de réaliser leur plus grande part de travail reproductif non-rémunéré. Ces deux phénomènes se renforcent, *a fortiori* dans le cadre de la crise du coronavirus. Plusieurs journaux se sont ainsi fait l'écho du fait que le congé parental corona a été demandé par 75 % de femmes.

L'argument fréquemment utilisé est que la femme gagne moins que son conjoint, et que le ménage souffre donc moins de pertes économiques si c'est elle qui prend le congé parental corona. Par conséquent, ce modèle familial et les rôles traditionnels de genre sont encore renforcés, et la dépendance des femmes grandit, ce qui les rend plus vulnérables aux violences liées au genre. La violence économique est souvent à la source d'autres formes de violences. Il est donc grand temps de s'attaquer à ces violences économiques à l'égard des femmes.

L'oratrice plaide pour que tous les droits sociaux doivent être individualisés. La dépendance financière qui découle de droits sociaux inférieurs de cohabitants

in het onderzoek naar huiselijk geweld ten tijde van een gezondheidscrisis. Niettemin hoopt het lid dat de staatssecretaris ook werk zal maken van het verzamelen van officiële statistieken over vrouwenmoorden in België, alsook dat onderzoekers, naar het voorbeeld van wat in Frankrijk gebeurt, jaarlijks een studie ter zake zullen verrichten. Op die manier zouden de stellingen die dat geweld bagatelliseren, de kop worden ingedrukt. Welke initiatieven zal de staatssecretaris nemen om de antiseksismewet doelmatiger te maken en om er in het terrein ruchtbbaarheid aan te geven, om een einde te maken aan de patriarchale cultuur die het gendergeweld veroorzaakt?

Het recht van vrouwen op zelfbeschikking is belangrijk in het licht van de preventie van geweld jegens vrouwen. Daarom vindt de fractie van de spreekster het onaanvaardbaar dat de versoepeeling van de abortuswetgeving en het niet-strafbaar stellen van zwangerschapsafbreking voor de rest van de zittingsperiode worden afgevoerd. Samen met de vrouwenbeweging verzoekt de spreekster de wetgevingsvoorstellen met het oog op de hervorming van de abortuswetgeving opnieuw op de agenda van het Parlement te zetten en ter stemming voor te leggen.

Wat de patriarchale cultuur betreft, is er nog werk aan de winkel op sociaaleconomisch niveau. In de huidige stand van zaken worden de "vrouwelijke" sectoren en beroepen nog steeds minder betaald en is aldaar een groter aandeel aan nepstatuten te vinden dan in de "mannelijke" sectoren en beroepen. Wegens de genderrollen van het gezinsmodel waarbij één persoon in de bestaansmiddelen van het gezin voorziet, zijn vrouwen voorts vaker genoodzaakt om deeltijds te werken of hun loopbaan te onderbreken om hun grotere aandeel aan onbezoldigde reproductieve arbeid te verrichten. Die twee verschijnselen versterken elkaar, en *a fortiori* in de context van de coronacrisis. Aldus werd in diverse kranten gemeld dat het corona-ouderschapsverlof in 75 % van de gevallen werd aangevraagd door vrouwen.

Het vaak gehanteerde argument luidt dat de vrouw minder verdient dan haar echtgenoot en dat het gezin dus minder economisch verlies lijdt als zij het corona-ouderschapsverlof opneemt. Bijgevolg worden dat traditionele gezinsmodel en de traditionele genderrollen nog versterkt en neemt de afhankelijkheid van de vrouwen toe, waardoor zij kwetsbaarder worden voor gendergerelateerd geweld. Economisch geweld ligt vaak ten grondslag aan andere vormen van geweld. Het is dan ook de hoogste tijd om het economisch geweld jegens vrouwen aan te pakken.

De spreekster pleit voor een individualisering van alle sociale rechten. De financiële afhankelijkheid die voortvloeit uit minderwaardige sociale rechten van

ou mariés maintient en effet le modèle familial patriarcal. De plus, toutes les allocations doivent être relevées au-dessus du seuil de pauvreté. En outre, il faut améliorer la situation financière des femmes en relevant immédiatement le salaire minimum brut à 14 euros de l'heure, ou 2 300 euros par mois. Les femmes sont en effet surreprésentées dans les secteurs et les métiers les moins bien rémunérés. Par ailleurs, les femmes subissent souvent des violences, du harcèlement (sexuel ou non) au travail. Quelles mesures concrètes la secrétaire d'État compte-t-elle prendre, en tenant compte de la position difficile des personnes de confiance?

Pour supprimer l'écart salarial entre les femmes et les hommes, il faut également œuvrer à une meilleure répartition du travail reproductif et du travail rémunéré entre les conjoints. La meilleure façon d'y arriver est une réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire, et des congés thématiques dont les allocations correspondent à 100 % du salaire, complètement assimilés dans le calcul de la pension.

Une approche sérieuse du problème de l'écart de pension entre les femmes et les hommes passe par ailleurs par l'instauration immédiate d'une pension minimum à 1 500 euros nets après 40 ans de carrière.

Mme Moscufo demande un plan ambitieux pour lutter contre la précarité menstruelle. À ce sujet, la secrétaire d'État est restée muette dans le cadre de ses réponses.

L'oratrice se réjouit de l'annonce qu'un plan d'action national contre le racisme verra le jour sous cette législature. Il faut toutefois éviter que ce plan reste une coquille vide, comme tant d'autres législations et plans contre la discrimination. Des tests pratiques sur le marché du travail et des appels mystères sont annoncés, mais ceux-ci devront encore être précédés d'une plainte. Seuls des tests pratiques proactifs à grande échelle pour toutes les formes de discrimination permettront d'éradiquer toute discrimination du marché de l'emploi. Plusieurs études d'Unia l'ont démontré.

La question de l'intervenante concernant les coupes budgétaires sur les dotations d'Unia et Myria n'a pas été abordée dans les réponses. Dans l'exposé d'orientation politique, un renforcement d'Unia avait été annoncé, avec de nouveaux moyens budgétaires, en fonction de l'augmentation de la charge de travail et des nouvelles compétences de ce centre pour l'égalité des chances. Cependant, dans le budget, l'inverse est prévu: Myria

samenwonenden of gehuwd houdt immers het patriarchale gezinsmodel in stand. Voorts moeten alle uitkeringen tot boven de armoedegrens worden opgetrokken. Daarnaast moet de financiële situatie van vrouwen worden verbeterd door het brutominimumloon onmiddellijk te verhogen tot 14 euro per uur, oftewel 2 300 euro per maand. Vrouwen zijn immers oververtegenwoordigd in de laagstbetaalde sectoren en beroepen. Bovendien hebben vrouwen vaak te lijden van geweld en van (al dan niet seksuele) pesten op het werk. Welke concrete maatregelen denkt de staatssecretaris te nemen, met inachtneming van de moeilijke positie van de vertrouwenspersonen?

Om de loonkloof tussen vrouwen en mannen weg te werken, moet tevens worden geijverd voor een betere verdeling tussen de echtgenoten van de reproductieve arbeid en van de betaalde arbeid. De beste manier om dat te bereiken, is een collectieve arbeidstijdverkorting met behoud van loon, evenals thematisch verlof met uitkeringen ten belope van 100 % van het loon, die volledig worden gelijkgesteld voor de berekening van het pensioen.

Een ernstige aanpak van de pensioenkloof tussen vrouwen en mannen vereist tevens de onmiddellijke instelling van een minimumpensioen van 1 500 euro netto na een loopbaan van 40 jaar.

Mevrouw Moscufo verzoekt om een ambitieus plan ter bestrijding van de zogenaamde "menstruatiearmoede". Daarvan heeft de staatssecretaris in haar antwoorden met geen woord gerept.

De spreekster is ingenomen met de aankondiging dat in deze regeerperiode een nationaal actieplan tegen racisme zal worden opgezet. Net zoals dat met zoveel andere antidiscriminatiewetten en -plannen het geval is, mag dit plan echter geen lege doos blijven. Praktijktests op de arbeidsmarkt en mystery calls worden aangekondigd, maar deze zullen nog steeds moeten worden voorafgegaan door een klacht. Alleen grootschalige proactieve praktijktests voor alle vormen van discriminatie zullen het mogelijk maken alle vormen van discriminatie op de arbeidsmarkt uit te bannen. Diverse studies van Unia hebben dat aangetoond.

Er werd geen antwoord gegeven op de vraag van de spreekster over de budgettaire besparingen op de dotaties voor Unia en Myria. In de beleidsverklaring werd een versterking van Unia aangekondigd met nieuwe budgettaire middelen om de stijging van de werklast en de nieuwe bevoegdheden van dat gelijkekansencentrum op te vangen. In de begroting staat echter het tegenovergestelde: ook Myria en Unia worden onderworpen

et Unia sont également soumis à une économie linéaire de 2 %, que le gouvernement applique à tous les départements publics.

Dans l'exposé d'orientation politique, le renforcement des synergies existantes et nouvelles avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes est annoncé. Comment ces synergies permettront-elles de dégager les moyens nécessaires pour Unia et Myria? Un financement complémentaire viendra-t-il de la provision interdépartementale? L'évaluation du paysage institutionnel des organes et administrations pour l'égalité aura-t-elle un impact sur les conseils consultatifs tels que le Conseil de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, et le Conseil consultatif Genre et Développement?

M. Robby De Caluwé (Open Vld) fait remarquer qu'en cette journée de lutte contre les violences faites aux femmes, il faut encore toujours constater qu'il reste à accomplir bien des progrès. L'attention ne peut flétrir. La politique annoncée par la secrétaire d'État s'inscrit dans cette philosophie. Autant le membre s'était inquiété d'une vision trop unidimensionnelle de l'exposé d'orientation politique, autant les réponses de la secrétaire d'État l'ont rassuré. L'orateur approuve également l'attention de la secrétaire d'État pour les discriminations contre les personnes seules.

Par contre, avec Mme Van Hoof, l'intervenant reste sur sa faim concernant les discriminations contre les personnes âgées. Sur le marché du travail notamment, ces personnes restent victimes de différences de traitement infondées.

Mme Karin Jiroflée (sp.a) partage le constat du précédent orateur sur le fait que le certain déséquilibre qui avait pu être noté à la lecture des textes a été compensé par les réponses apportées par la secrétaire d'État.

L'intervenante félicite la secrétaire d'État et le gouvernement pour le plan d'action contre les violences intrafamiliales. Celui-ci est arrivé bien plus rapidement que ce que le membre avait pas anticipé. Le groupe d'experts GEVIO, institué dans le cadre de la convention d'Istanbul, a produit un rapport qui critique certains aspects de la politique menée en Belgique et qui formule des recommandations. Quelles initiatives peut-on encore attendre? La conférence interministérielle compétente a-t-elle été saisie? Un échéancier des mesures d'implémentation est-il déjà disponible?

aan een lineaire besparing van 2 % die de regering op alle overheidsdiensten toepast.

In de beleidsverklaring wordt aangekondigd dat de bestaande samenwerking met het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zal worden versterkt en dat er ook nieuwe samenwerkingsvormen komen. Hoe zal die samenwerking het mogelijk maken dat de nodige middelen voor Unia en Myria worden vrijgemaakt? Komt er een bijkomende financiering van de interdepartementale provisie? Zal de evaluatie van het institutionele landschap van de instanties en de diensten die opkomen voor meer gelijkheid, gevolgen hebben voor de adviesraden zoals de Raad van de Gelijke kansen voor mannen en vrouwen en de Adviesraad Gender en Ontwikkeling?

De heer Robby De Caluwé (Open Vld) merkt op dat men er op deze internationale dag tegen geweld jegens vrouwen niet omheen kan dat er nog heel wat werk aan de winkel is. De aandacht mag niet verslappen. Het door de staatssecretaris aangekondigde beleid past bij deze strekking. Op basis van de beleidsverklaring vreesde het lid aanvankelijk voor een te eenzijdige visie, maar de antwoorden van de staatssecretaris hebben hem gerustgesteld. De spreker is ook tevreden met de aandacht van de staatssecretaris voor discriminatie ten aanzien van alleenstaanden.

Net als mevrouw Van Hoof is de spreker daarentegen niet overtuigd van de antwoorden met betrekking tot de discriminatie van ouderen. Onder meer op de arbeidsmarkt blijven de betrokkenen het slachtoffer van ongelijke behandeling.

Mevrouw Karin Jiroflée (sp.a) is het eens met de vaststelling van de vorige spreker dat het onevenwicht dat uit de beleidsdocumenten enigszins naar voren kwam, werd goedgemaakt door de antwoorden van de staatssecretaris.

De spreekster feliciteert de staatssecretaris en de regering voor het actieplan tegen huiselijk geweld. Dat plan is er veel sneller gekomen dan het lid had gedacht. De expertengroep GREVIO, opgericht in het raam van het Verdrag van Istanbul, heeft een rapport opgesteld dat bepaalde aspecten van het Belgische beleid op de korrel neemt en aanbevelingen formuleert. Welke initiatieven mogen nog worden verwacht? Werd de bevoegde interministeriële conferentie aangesproken? Is er al een tijdpad beschikbaar voor de implementatie van de maatregel?

V. — RÉPONSES COMPLÉMENTAIRES DE LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT

— Plan d'action contre les violences intrafamiliales

Ce plan d'action a été confectionné sur la base du travail réalisé au sein du Parlement. Cette manière de travailler doit être poursuivie.

Le plan d'action contre les violences intrafamiliales compte s'appuyer sur la police et la Justice. Il sera ainsi demandé à la police d'adopter une attitude proactive envers les victimes et de recontacter les victimes qui ont porté plainte afin de s'assurer de la stabilité de la situation. Les moyens dégagés pour la ligne de *chat* "violences sexuelles" sont prolongés et augmentés. Il sera insisté à nouveau auprès des Parquets pour que l'interdiction temporaire de résidence des auteurs soit plus régulièrement utilisée afin de résoudre les problèmes au sein des foyers. Ceci passera aussi par l'information et la formation des magistrats.

Des données chiffrées de qualité permettent de développer des politiques adéquates. La Convention d'Istanbul, tel que l'indique aussi le GREVIO, nécessite que des données statistiques, ventilées et genrées, soient collationnées. La Belgique présente une lacune à cet égard.

Le plan d'action prévoit de relancer une étude sur les violences intrafamiliales qui ont eu lieu en 2020, pour un budget de 80 000 euros. L'idée est de documenter ces phénomènes qui se passent en Belgique, spécialement avec la crise du coronavirus, afin de mieux pouvoir les contrer. Cette étude d'impact accordera une attention particulière aux facteurs de vulnérabilité tels que le handicap, la pauvreté, le statut de séjour, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Le plan est un signal fort que le gouvernement entend envoyer aux victimes, qu'il ne laissera pas tomber. Il est aussi un signal envoyé aux auteurs, à qui le message est clairement rappelé que ces violences sont inacceptables.

Compte tenu de la situation spécifique des victimes de faits de violence, le couvre-feu ne s'applique pas à elles. Les opérateurs de télécom ont par ailleurs déjà été sensibilisés à la nécessité de supprimer toutes les traces des appels des victimes vers les lignes d'écoute, et de ne pas divulguer la nouvelle adresse en cas de séparation. Les autres mesures suivront aussi vite que possible.

V. — BIJKOMENDE ANTWOORDEN VAN DE STAATSSECRETARIS

— Actieplan tegen huiselijk geweld

Dit actieplan is tot stand gekomen op basis van de werkzaamheden van het Parlement. Die werkwijze moet worden gehandhaafd.

Het actieplan tegen huiselijk geweld wil kunnen rekenen op de politie en het gerecht. De politie zal onder meer worden verzocht een proactieve houding aan te nemen ten aanzien van de slachtoffers en opnieuw contact op te nemen met de slachtoffers die een klacht hebben ingediend, teneinde zich ervan te vergewissen dat de situatie stabiel is. De middelen die werden vrijgemaakt voor de chatlijn "seksueel geweld", worden verhoogd en zullen voor een langere periode worden toegekend. Er zal andermaal bij de parketten op worden aangedrongen dat het tijdelijke huisverbod voor de daders vaker wordt opgelegd om een oplossing uit te werken voor de problemen binnen de gezinnen. Daarop zal ook worden gewezen in de informatie aan en de opleiding van de magistraten.

Op basis van kwaliteitsvolle cijfergegevens kan passend beleid worden uitgewerkt. Zoals ook GREVIO aangeeft, vereist het Verdrag van Istanbul dat op grond van genderaspecten uitgesplitste statistische gegevens met elkaar worden vergeleken. België schiet tekort wat dat betreft.

Het actieplan voorziet in een nieuwe studie over huiselijk geweld dat in 2020 werd gepleegd; daarvoor wordt een budget van 80 000 euro uitgetrokken. Het is de bedoeling de feiten die zich in België voordoen, in het bijzonder in de context van de coronacrisis, te documenteren om ze beter te kunnen tegengaan. Bij die impactstudie zal bijzondere aandacht worden besteed aan de kwetsbaarheidsfactoren, zoals handicap, armoede, verblijfsstatus, seksuele geaardheid of genderidentiteit.

Met dit plan wil de regering een krachtig signaal geven aan de slachtoffers, namelijk dat ze hen niet in de steek zal laten. Het is ook een signaal aan de daders, die er duidelijk aan worden herinnerd dat dit geweld onaanvaardbaar is.

Gezien de specifieke situatie van de slachtoffers van gewelddaden is een avondklok niet op hen van toepassing. Bovendien werden de telecomoperatoren al gewezen op de noodzaak om alle sporen van de oproepen van de slachtoffers naar de hulplijnen te verwijderen en het nieuwe adres niet te onthullen in geval van een scheiding. Andere maatregelen zullen zo snel mogelijk volgen.

— Centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles

La décision d'instituer ces centres est soutenue pleinement. Le précédent gouvernement et la précédente ministre compétente pour cette matière peuvent être remerciés pour cette décision. Il s'agit d'une bonne pratique de la Belgique, que la secrétaire d'État a pu présenter comme telle lors d'une réunion informelle des ministres de l'Égalité des genres en Europe. Cette mesure y a été appréciée: elle place la Belgique en exemple.

Les centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles sont cofinancés par la Santé, pour répondre aux besoins supplémentaires et légitimes des hôpitaux. Le précédent gouvernement avait prévu de faire appel au fonds blouses blanches et à l'INAMI. Le ministre de la Santé publique pourra apporter les précisions budgétaires nécessaires. Il n'y aura jamais assez de budget pour la lutte contre la violence sexuelle. Chaque victime est une de trop. Mais le système garantit ici un accès permanent et l'accompagnement nécessaire à chaque victime.

— Désavantages de certains groupes

Le plan d'action de la ville de Gand implique entre autres qu'en cas de désavantages identifiés de certains groupes, la préférence peut être accordée – dans le cas de candidats équivalents – au candidat du groupe sous-représenté.

En tant que secrétaire d'État, il ne lui revient pas d'intervenir dans les mesures qui ont été prises au niveau de la ville de Gand. En revanche, la secrétaire d'État rappelle que le droit à la non-discrimination n'interdit pas de traiter différemment des personnes qui se trouvent dans des situations similaires et permet aussi de prévoir des traitements différenciés pour les personnes dans des situations différentes. L'article 5 de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, ouvre la possibilité aux États membres de mettre en œuvre des actions positives et encadre ces possibilités.

Les mesures prises à Gand s'inscrivent dans cette logique. Elles sont autorisées par des normes réglementaires et légales (la loi antiracisme, en ses articles 4 et 10, et l'arrêté royal du 11 février 2019 fixant les conditions de l'action positive); elles sont temporaires et prises sur la base de données statistiques fiables. La secrétaire d'État soutient cet effort à créer un marché de travail plus inclusif et diversifié.

— Zorgcentra voor de slachtoffers van seksueel geweld

De beslissing om dergelijke centra op te richten, geniet de volle steun; ze is te danken aan de vorige regering en aan de vorige ter zake bevoegde minister. Het is een goede praktijk in België, die de staatssecretaris als dusdanig heeft kunnen voorstellen tijdens een informele bijeenkomst van de ministers voor Gendergelijkheid in Europa. Het initiatief kon op hun waardering rekenen. België geeft ter zake het goede voorbeeld.

De Zorgcentra voor slachtoffers van seksueel geweld worden medegefincierd door het departement Volksgezondheid om tegemoet te komen aan de bijkomende en rechtmatige behoeften van de ziekenhuizen. De vorige regering wou een beroep doen op het Zorgpersoneelsfonds en op het RIZIV. De minister van Volksgezondheid zal de nodige budgettaire bijsturingen kunnen doorvoeren. Het budget voor de strijd tegen seksueel geweld zal nooit toereikend zijn. Elk slachtoffer is er een te veel, maar de regeling biedt elk slachtoffer wel een permanente toegang en de nodige begeleiding.

— Benadeelde groepen

Inzake benadeelde groepen houdt het actieplan van de stad Gent onder meer in dat, indien er zich twee evenwaardige kandidaten aandienen, de voorkeur mag gaan naar de kandidaat van de ondervertegenwoordigde groep.

Als staatssecretaris komt het mevrouw Schlitz niet toe zich te mengen in de besluitvorming rond maatregelen die de stad Gent neemt. De staatssecretaris wijst er daarentegen wel op dat het recht op non-discriminatie niet verbiedt mensen die zich in gelijkaardige situaties bevinden, verschillend te behandelen, en tevens een gedifferentieerde benadering toestaat van mensen die zich in verschillende situaties bevinden. Artikel 5 van richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming, biedt de lidstaten de mogelijkheid positieve acties te implementeren en reikt daartoe de nodige regelgevende bepalingen aan.

De in Gent genomen maatregelen liggen in het verlengde van deze logica. Deze maatregelen geven invulling aan regelgevende en wettelijke normen (de antiracismewet (artikelen 4 en 10) en het koninklijk besluit van 11 februari 2019 tot bepaling van de voorwaarden inzake positieve acties); ze zijn tijdelijk en werden genomen op grond van betrouwbare statistische gegevens. De staatssecretaris steunt het streven naar een meer inclusieve en gediversifieerde arbeidsmarkt.

— Universalisme versus essentialisme

La secrétaire d'État souscrit aux observations de M. Bouchez, président du MR, lorsqu'il indique: "Il y a la liberté, la responsabilité, mais il y a aussi l'égalité des chances. Or, pour une partie de la société aujourd'hui, l'égalité des chances n'est pas une réalité". Elle souscrit aussi aux remarques de M. Bouchez lorsqu'il note: "On ne pourra pas atteindre un taux d'emploi de 80 %, comme le veut le gouvernement fédéral, si on n'intègre pas mieux les personnes d'origine étrangère au marché du travail. Il faut donc tout faire pour éliminer les discriminations".

La secrétaire d'État ne veut nullement assigner des personnes à une identité ou une communauté. Mais pour prendre l'exemple du racisme anti-asiatique, ces personnes sont assignées à un groupe sans l'avoir choisi. Son travail est de déconstruire ces préjugés. C'est dans cette optique qu'elle veut lutter contre le racisme et la discrimination qui empêche une partie de notre population de prendre part et de contribuer à notre société.

Plutôt qu'un débat de philosophie opposant l'universalisme à l'essentialisme, la secrétaire d'État plaide pour la construction d'outils concrets de lutte contre les discriminations.

La Déclaration de Durban de 2001 inclut la discrimination et l'intolérance fondées sur les croyances religieuses. Par exemple, le Programme d'action de Durban (2001) reconnaît explicitement les victimes de discrimination et d'intolérance fondées sur la conviction religieuse comme des victimes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et des formes d'intolérance qui y sont liées. Les organes de monitoring tels que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe incluent également l'intolérance et la discrimination religieuse dans leurs travaux. Vu l'engagement de la Belgique en 2001, il est tout à fait évident de suivre cette logique.

Dans la politique antiracisme internationale et européenne, différentes formes de racisme sont reconnues systématiquement: l'antisémitisme, l'afrophobie, l'islamophobie, la romaphobie et le racisme contre les migrants. Par exemple, les Juifs sont souvent attaqués sur la base de l'expression de leur conviction religieuse, pas sur base de leur ascendance (parce que celle-ci n'est pas visible). Les attaques qu'ils subissent sont bien

— Universalisme versus essentialisme

De staatssecretaris is het eens met de opmerkingen van MR-voorzitter Bouchez, die aangeeft: "*Il y a la liberté, la responsabilité, mais il y a aussi l'égalité des chances. Or, pour une partie de la société aujourd'hui, l'égalité des chances n'est pas une réalité*". Tevens kan ze zich vinden in de volgende uitspraak van de heer Bouchez: "*On ne pourra pas atteindre un taux d'emploi de 80 %, comme le veut le gouvernement fédéral, si on n'intègre pas mieux les personnes d'origine étrangère au marché du travail. Il faut donc tout faire pour éliminer les discriminations*".

De staatssecretaris wil mensen niet in hokjes onderbrengen op grond van hun identiteit of gemeenschap. Zij geeft echter het voorbeeld van anti-Aziatisch racisme: die mensen worden in een groep ingedeeld zonder daarvoor te hebben gekozen. Het is haar taak die vooroordelen neer te halen. Vanuit die invalshoek wil ze racisme en discriminatie tegengaan. Die zorgen er immers voor dat een deel van de Belgische bevolking niet aan de samenleving kan deelnemen en er geen bijdrage toe kan leveren.

De staatssecretaris is niet gewonnen voor een levensbeschouwelijk debat waarbij universalisme en essentialisme tegenover elkaar worden geplaatst, maar pleit veeleer voor het aanreiken van concrete instrumenten om discriminatie tegen te gaan.

De Verklaring van Durban van 2001 behelst discriminatie en onverdraagzaamheid op grond van gelofovertuiging. Het Actieprogramma van Durban (2001) erkent bijvoorbeeld uitdrukkelijk de slachtoffers van discriminatie en onverdraagzaamheid op grond van de geloofsovertuiging als zijnde slachtoffers van racisme, van rassendiscriminatie, van xenofobie en van de aanverwante vormen van onverdraagzaamheid. Ook de toezichthouderende instanties zoals de Commissie voor de uitbanning van rassendiscriminatie en de Europese Commissie tegen Racisme en Intolerantie van de Raad van Europa hebben onverdraagzaamheid en geloofsdiscriminatie in hun werkzaamheden opgenomen. Gezien de verbintenis die België in 2001 is aangegaan, ligt het voor de hand om daarin mee te gaan.

In het internationale en Europese antiracismebeleid worden diverse vormen van racisme systematisch erkend: antisemitisme, afrofobie, islamofobie, romafobie en racisme tegen migranten. Zo worden Joden vaak aangevallen op grond van de uiting van hun geloofsovertuiging, niet op grond van hun voorgeslacht (want dat is niet zichtbaar). De aanvallen die zij te verduren krijgen, zijn dezelfde als die gericht tegen moslims. Een vrouw

identiques à celles des Musulmans. Ainsi, attaquer une femme dans la rue parce qu'elle porte le voile, c'est de l'islamophobie, pas de la liberté d'expression.

La liberté d'expression est un droit humain que la secrétaire d'État défendra à travers tout son mandat. Elle s'opposera contre toute forme de discrimination et défendra tous les droits humains.

— IEFH

Le gouvernement entend renforcer l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, comme il l'annonce dans l'accord de gouvernement. La mise en œuvre des politiques prévues dans la note de politique générale le nécessite d'ailleurs aussi. La discussion avec les partenaires du gouvernement est en cours à ce sujet.

— Unia

Une demande de renforcement a été reçue de la part d'Unia pour tenir compte de l'augmentation des signalements ces dernières années. Il faut leur permettre d'exercer correctement leur travail. Leur demande est légitime et a retenu toute l'attention. La secrétaire d'État en discutera prochainement avec ses collègues du gouvernement.

Unia est également touché pour la mesure des 2 %. Plus de synergie devrait toutefois aboutir à plus d'efficacité et plus de capacité pour travailler sur le terrain. La provision interdépartementale est l'une des pistes possibles à cette fin. La secrétaire d'État travaille avec Unia et le gouvernement afin de trouver la capacité nécessaire pour la lutte contre la discrimination et le racisme. La création d'un guichet unique est un bel exemple, qui permet de mettre la victime au cœur du système.

— Personnes âgées

La situation particulière des personnes âgées est apparue avec une acuité particulière dans le cadre de la crise du coronavirus. La secrétaire d'État y reste pleinement attentive. Par ailleurs, le critère de l'âge est le deuxième critère de discrimination à l'emploi.

La Belgique a toujours soutenu au niveau européen la proposition de directive visant à lutter contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, la religion, l'âge et le handicap dans le cadre de l'accès et la fourniture de biens et services. Cette proposition requiert une adoption à l'unanimité, et est toujours sur la table du Conseil. Au niveau de l'Union européenne, cette problématique est de plus en plus discutée (au sein du *High Level Group Non-discrimination* du DG Justice

op straat aanvallen omdat ze een sluier draagt, is dus islamofobie, geen vrijheid van meningsuiting.

De vrijheid van meningsuiting is een mensenrecht dat de staatssecretaris gedurende haar hele mandaat zal verdedigen. Ze zal zich verzetten tegen elke vorm van discriminatie en alle mensenrechten verdedigen.

— IGVM

Zoals aangekondigd in het regeerakkoord, beoogt de regering te voorzien in meer middelen voor het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. De tenuitvoerlegging van het beleid waarin de beleidsnota voorziet, vereist dit trouwens ook. Ter zake zijn al besprekingen gaande met de regeringspartners.

— Unia

Unia heeft om meer middelen verzocht om het stijgende aantal meldingen van de jongste jaren te kunnen behandelen. De instelling moet in de mogelijkheid worden gesteld haar werk naar behoren uit te voeren. Het verzoek is gegrond en heeft alle aandacht gekregen. De staatssecretaris zal het binnenkort bespreken met haar ambtgenoten in de regering.

Unia wordt ook getroffen door de tweeprocentmaatregel. Meer synergie zou echter moeten leiden tot meer doeltreffendheid en meer capaciteit om in het veld te werken. Daartoe vormt de interdepartementale provisie een mogelijke piste. De staatssecretaris werkt samen met Unia en met de regering om de nodige capaciteit te vinden om discriminatie en racisme tegen te gaan. De oprichting van een enig loket is daarvan een goed voorbeeld; zo kan het slachtoffer centraal worden gesteld.

— Ouderen

De coronacrisis heeft de bijzondere situatie van ouderen bijzonder scherp aan de orde gesteld. De staatssecretaris zal ter zake waakzaam blijven. Voorts is leeftijdsdiscriminatie de op een na belangrijkste discriminatiegrond op de arbeidsmarkt.

België heeft in de Europese fora altijd steun verleend aan het voorstel voor een richtlijn betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid in het raam van de toegang tot en de levering van goederen en diensten. Dit voorstel moet met eenparigheid van stemmen worden aangenomen, en moet nog steeds door de Raad worden behandeld. Op EU-niveau wordt dit vraagstuk

de la Commission européenne) et des politiques seront développées. La Belgique s'investira dans ce dossier.

Un dossier concret où cette problématique doit être prise en compte est le développement du *Digital Services Act*, dans lequel il faudra particulièrement prendre en compte les “digibètes”, qui sont, en partie, souvent des personnes âgées. La secrétaire d’État en tiendra compte et se concertera avec son collègue compétent pour l’Agenda digital. Cette question a un lien avec l’Égalité des genres, puisque l’accès aux outils numériques est bien souvent monopolisé par des hommes.

Les mesures contre les discriminations au travail concernent tous les critères, dont celui de l’âge. Des mesures spécifiques pourront toutefois aussi être adoptées, comme la sensibilisation des employeurs. Unia a publié en 2019 une mise à jour d’une brochure sur la discrimination relative à l’âge, avec des explications sur le cadre légal et l’aide que peut fournir Unia. Cet outil mériterait d’être mieux connu.

— Loi anti-sexisme

La loi anti-sexisme peut être mise en application de manière plus efficace via plusieurs axes. Il s’agit d’abord de former le personnel des premières lignes, notamment les agents de police, afin qu’ils et elles aient connaissance de cette loi et de ses implications. Il faut également travailler avec les acteurs de terrain et identifier si des évaluations des impacts de cette loi sur le terrain ont déjà été réalisées. Pour faire connaître cette loi sur le terrain, il faut collaborer avec les acteurs de terrain, mais aussi les autres niveaux de pouvoir.

— Hébergement des victimes dans des hôtels

L’expérience lors de la première vague du coronavirus a montré toute l’efficacité d’un système par lequel des victimes de violence intrafamiliale sont hébergées dans des hôtels. Des associations travaillaient à reloger ces victimes. Ces associations manquaient de places disponibles, non pas par manque de volonté de la part des établissements hôteliers, mais par peur de méconnaître les règles du confinement. Personne n’a pris sa responsabilité pour l’autoriser clairement. Il était donc bien nécessaire de clarifier les règles.

Les réquisitions évoquées par un membre ne relèvent que des compétences des entités fédérées. Au niveau de la Flandre, une subvention a été assurée. Cette bonne expérience peut servir d’exemple.

in toenemende mate besproken (binnen de *High Level Group on Non-Discrimination* van het DG Justitie van de Europese Commissie) en worden beleidslijnen uitgewerkt. België zal zich inzetten voor dit dossier.

De uitwerking van de *Digital Services Act* is een concreet dossier waarin met dit vraagstuk rekening moet worden gehouden, met name inzake de zogenaamde “digibeten”, vaak ouderen die niet met digitale media om kunnen gaan. De staatssecretaris zal hier rekening mee houden en zal dit met haar voor Digitalisering bevoegde ambtgenoot bespreken. Deze kwestie houdt tevens verband met gendergelijkheid, daar het vaak uitsluitend mannen zijn die zich op digitale tools toeleggen.

De maatregelen tegen arbeidsdiscriminatie betreffen alle discriminatiegronden, en dus ook de leeftijd. Er zullen echter ook specifieke maatregelen kunnen worden aangenomen, zoals de bewustmaking van de werkgevers. Unia publiceerde in 2019 een bijgewerkte brochure over leeftijdsdiscriminatie, met toelichting over het wettelijk kader en de hulp die Unia kan bieden. Dat instrument zou bekender mogen zijn.

— Antiseksismewet

De antiseksismewet kan op diverse wijzen doeltreffender worden toegepast. Het komt erop aan eerst het eerstelijnspersoneel op te leiden, met name de politieagenten, zodat zij op de hoogte zijn van die wet en van de gevolgen ervan. Voorts moet worden samengewerkt met de actoren in het veld, om na te gaan of de gevolgen van die wet al in het veld werden geëvalueerd. Om in het veld meer ruchtbaarheid aan deze wet te geven, moet niet alleen met de spelers in het veld, maar ook met de andere beleidsniveaus worden samengewerkt.

— Huisvesting van slachtoffers in hotels

Tijdens de eerste golf van de corona-epidemie is gebleken dat het doeltreffend is slachtoffers van huiselijk geweld op te vangen in hotels. Verenigingen hebben een ander onderkomen voor die slachtoffers gezocht. Het ontbrak die verenigingen aan beschikbare plaatsen, niet omdat de hotels niet bereid waren die mensen op te vangen, maar uit vrees de lockdownregels te overtreden. Niemand heeft de verantwoordelijkheid genomen om zulks uitdrukkelijk toe te staan. Het was dus wel degelijk noodzakelijk de regels te verduidelijken.

De door een lid genoemde opvorderingen vallen alleen onder de bevoegdheid van de deelstaten. Op het Vlaamse echelon is gezorgd voor een subsidiëring. Dat goede initiatief kan tot voorbeeld strekken.

— Lutte contre les violences économiques

La lutte contre les violences économiques nécessite une réponse multiple, émanant de plusieurs membres du gouvernement. Cette question présente en effet un caractère de transversalité.

La secrétaire d'État note les avancées récentes enregistrées dans l'accès au Service des créances alimentaires (SECAL). Le plafond de revenu a été supprimé. Il reste encore deux enjeux: la suppression du plafond pour les montants accordés, car la pension alimentaire a été fixée en règle par un juge qui l'a considérée comme nécessaire aux besoins de l'enfant; la communication sur l'existence du SECAL, car ce service reste encore trop souvent méconnu.

Le domaine socioéconomique fait partie des priorités du gouvernement. Les ministres des Affaires sociales et des Pensions, par exemple, y resteront pleinement attentifs. Les droits sociaux des femmes sont au cœur des préoccupations de la secrétaire d'État: individualisation des droits, accès à la sécurité sociale, relèvement des allocations sociales et de la rémunération minimum. Dès qu'elle en aura l'occasion, la secrétaire d'État s'en ouvrira à ses collègues. Le premier dossier sera la réforme des pensions: un authentique *gendermainstreaming* devra être réalisé.

De manière plus générale, la secrétaire d'État entend généraliser et améliorer l'outil important que constitue le *gendermainstreaming*. Sur le terrain, cet outil n'est pas suffisamment utilisé.

— Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Pendant la période de crise de coronavirus, l'accès à l'IVG doit rester garanti. Par ailleurs, les communautés ont renforcé leurs efforts de formation des médecins à cette question.

La section de législation du Conseil d'État a rendu récemment son dernier avis en date sur les amendements déposés sur la proposition de loi modifiant diverses dispositions législatives en vue d'assouplir les conditions pour recourir à l'interruption volontaire de grossesse (DOC 55 0158/016). Le Parlement peut donc reprendre les discussions. La secrétaire d'État conseille qu'un effort de dialogue et d'empathie préside

— Bestrijding van economisch geweld

De strijd tegen economisch geweld vereist een meer-voudige respons van diverse regeringsleden. Het betreft immers een transversale aangelegenheid.

De staatssecretaris neemt nota van de recent geboekte vooruitgang inzake de toegang tot de Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO). Het inkomensmaximum is afgeschaft. Er resten nog twee uitdagingen. Ten eerste is er de afschaffing van de bovengrens voor de toegekende bedragen, want de uitkering tot levensonderhoud werd in de regel vastgelegd door een rechter die deze uitkering noodzakelijk achtte om in de behoeften van het kind te voorzien. Ten tweede is er de communicatie over het bestaan van de DAVO, daar die dienst nog te vaak onder de radar blijft.

Het sociaaleconomische domein behoort tot de regeringsprioriteiten. De ministers van Sociale Zaken en van Pensioenen bijvoorbeeld zullen er onverkort aandacht aan blijven schenken. De sociale rechten van vrouwen staan centraal in de aandachtspunten van de staatssecretaris: individualisering van de rechten, toegang tot de sociale zekerheid, alsook verhoging van de sociale uitkeringen en van het minimumloon. Zodra de staatssecretaris er de gelegenheid toe krijgt, zal zij die aangelegenheden aankaarten bij haar collega's. Het eerste dossier wordt de pensioenhervorming; er moet namelijk een heuse *gendermainstreaming* tot stand komen.

Meer algemeen is de staatssecretaris voornemens het belangrijke instrument dat *gendermainstreaming* toch is, algemeen uit te rollen en te verbeteren. In het veld wordt van dit instrument onvoldoende gebruik gemaakt.

— Vrijwillige zwangerschapsafbreking (VZA)

Tijdens de coronacrisis moet de toegang tot vrijwillige zwangerschapsafbreking gegarandeerd blijven. Voorts hebben de gemeenschappen hun inspanningen opgevoerd om de artsen ter zake op te leiden.

De Afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft onlangs haar laatste advies uitgebracht over de amendementen die werden ingediend op het wetsvoorstel tot wijziging van diverse wetsbepalingen teneinde de voorwaarden om tot een vrijwillige zwangerschapsafbreking over te gaan te versopelen (DOC 55 0158/016). Het Parlement kan de besprekingen dus hervatten. De staatssecretaris adviseert de werkzaamheden te laten

aux travaux, afin qu'une solution soit apportée au profit de toutes les femmes.

— Précarité menstruelle

Les initiatives de gratuité des protections menstruelles présentent le caractère de bonnes pratiques. La précarité menstruelle est une triste réalité pour beaucoup de femmes. La secrétaire d'État salue les initiatives locales et régionales dans les maisons de quartier, les écoles, qui sont déjà en cours (par exemple, la collecte de protections par Bruzelle). Elle se concertera avec le ministre de la Santé publique afin de déterminer s'il y a également un moyen de prendre une initiative fédérale. Il existe également des leviers aux autres niveaux de pouvoir (entités fédérées, pouvoirs locaux).

— Provision interdépartementale

La provision interdépartementale dans le budget est le montant prévu par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

— Exposé d'orientation politique 2.0

La secrétaire d'État annonce le dépôt d'un exposé d'orientation politique 2.0, qui intégrera des éléments de la discussion de son exposé d'orientation politique au sein de la présente commission.

VI. — DERNIÈRES RÉPLIQUES DES MEMBRES

Mme Kathleen Depoorter (N-VA) estime que la note de politique de la secrétaire d'État manque d'une vision qui sortirait des sentiers battus. Elle trouve la conception homme-femme de la secrétaire d'État un peu archaïque. Elle continue donc à craindre qu'avec cette politique, la secrétaire d'État ne protègera pas les hommes. Qu'en est-il des garçons sourds? Seront-ils eux aussi protégés? Tiendra-t-on également compte de la violence des femmes à l'égard des hommes?

La secrétaire d'État n'a pas répondu à la question concernant les budgets prévus pour les Centres de prise en charge des violences sexuelles. Elle renvoie la balle au ministre de la Santé et cite également le Fonds Blouses blanches. Or, pour obtenir des ressources de ce Fonds Blouses blanches, la secrétaire d'État devra entrer en concertation sociale. La secrétaire d'État ne semble pas attacher une grande importance à la provenance des fonds.

voorafgaan door dialoog en een oefening tot inlevingsvermogen, zodat een oplossing kan worden aangereikt die alle vrouwen ten goede komt.

— Menstruatiearmoede

De initiatieven om kosteloos menstruatiemateriaal te verschaffen, geven blijk van good practices. Menstruatiearmoede is voor veel vrouwen een trieste realiteit. De staatssecretaris verwelkomt de reeds aan de gang zijnde lokale en gewestinitiatieven in buurthuizen en scholen (bijvoorbeeld het verzamelen van menstruatiemateriaal door Bruzelle). Zij zal met de minister van Volksgezondheid overleggen om na te gaan of ook een fédéral initiatief kan worden genomen. Tevens bestaan er hefbomen op de andere beleidsniveaus (deelstaten, lokale overheden).

— Interdepartementale provisie

De interdepartementale provisie in de begroting is het bedrag dat de regering uittrekt voor de bestrijding van het coronavirus.

— Beleidsverklaring 2.0

De staatssecretaris kondigt de indiening van een beleidsverklaring 2.0 aan, waarin elementen zullen worden opgenomen uit de besprekking van haar beleidsverklaring in deze commissie.

VI. — LAATSTE REPLIEKEN VAN DE LEDEN

Mevrouw Kathleen Depoorter (N-VA) vindt dat in de beleidsnota het "out of the box"-denken ontbreekt. Het man-vrouw-denken van de staatssecretaris is voor haar een beetje archaïsch. Ze blijft zich dan ook zorgen maken dat de staatssecretaris met haar beleid mannen niet zal beschermen. Wat met dove jongens? Zullen zij ook worden beschermd? Wordt er ook rekening gehouden met geweld van vrouwen tegen mannen?

De staatssecretaris heeft niet geantwoord op de vraag naar de budgetten die voorzien zijn voor de Zorgcentra na Seksueel Geweld. Ze schuift de vraag door naar de minister van Volksgezondheid en haalt ook het Zorgpersoneelfonds aan. Om echter middelen uit het Zorgpersoneelfonds te krijgen, zal de staatssecretaris in sociaal overleg moeten gaan. Het lijkt voor de staatssecretaris niet zo belangrijk te zijn waar de middelen vandaan komen.

Aucun élément de réponse n'a été donné par rapport à la problématique de la diversité au sein du personnel de la ville de Gand. L'intervenante estime que la sélection doit se faire sur la base des talents des candidats et non par le biais d'une discrimination positive. Il est important que la secrétaire d'État à l'Égalité des chances réagisse et prenne position à cet égard.

L'intervenante espère que la secrétaire d'État se mettra réellement au travail et ne s'en tiendra pas à des plans vagues. Elle se demande pourquoi l'ensemble du gouvernement reste vague dans ses exposés d'orientation politique. Est-ce parce qu'il n'y a pas de consensus sur la direction à prendre? Par ailleurs, quelle est l'identité de Mme Schlitz en tant que secrétaire d'État? Avec quels projets va-t-elle laisser sa propre marque sur la politique?

Mme Depoorter demande à la secrétaire d'État de reconnaître la diversité du Parlement et des opinions au sein du Parlement. Tous les membres du Parlement sont élus par le peuple et représentent donc une certaine idéologie qui vit dans la population. Il est à espérer que ces différents points de vue pourront être discutés au sein de la commission Égalité des chances. L'objectif n'est pas d'évoluer vers un État totalitaire.

Enfin, l'intervenante indique que la connaissance du néerlandais est vraiment importante pour son groupe. Le néerlandais n'est pas la langue d'un petit groupe cible, c'est une des langues nationales officielles. Le gouvernement doit être conscient du fait qu'il a déjà choisi de former un gouvernement avec une minorité de Flamands, et qu'il doit veiller à ce que le néerlandais soit suffisamment parlé dans les commissions.

M. Simon Moutquin (Ecolo-Groen) pense qu'il est temps de travailler honnêtement. La majorité et l'opposition doivent cesser les chamailleries inutiles qui n'aident pas les victimes de la violence et de la discrimination.

En ce qui concerne le néerlandais, l'intervenant est heureux de faire partie de la famille politique qui a réintroduit les cours de néerlandais obligatoires à l'école.

Il est clair pour l'intervenant que la note de politique générale de la secrétaire d'État concerne tous les groupes cibles. En tant qu'homme, il est sûr que cette politique lui offrira également une protection suffisante contre une éventuelle discrimination.

M. Hervé Rigot (PS) demande quel est le lien entre les nouveaux Centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles et le Fonds blouses blanches. Ce fonds a pour objectif d'augmenter le nombre de personnes s'occupant des patients, de revaloriser la profession de soignant, de recruter du nouveau personnel dans les

Er is geen antwoord gegeven over de problematiek rond de diversiteit van het stadspersoneel in Gent. Voor de spreekster is het noodzakelijk dat er wordt geselecteerd op talenten en niet door middel van positieve discriminatie. Het is belangrijk dat de staatssecretaris voor Gelijke Kansen een reactie geeft en stelling inneemt.

De spreekster hoopt dat de staatssecretaris echt aan de slag zal gaan, en het niet bij vage plannen zal blijven. Ze vraagt zich af waarom de hele regering vaag blijft in haar beleidsverklaringen. Is dat omdat er geen consensus is over de te volgen richting? Wat is bovendien de identiteit van mevrouw Schlitz als staatssecretaris? Met welke projecten gaat zij haar eigen stempel drukken op het beleid?

Mevrouw Depoorter roept de staatssecretaris op om de diversiteit van het Parlement en van de opinies in het parlement te erkennen. Alle parlementsleden zijn verkozen door het volk en vertegenwoordigen dus een bepaalde ideologie die leeft in de bevolking. Hopelijk kunnen deze verschillende visies bediscussieerd worden in de commissie Gelijke Kansen. Het is niet de bedoeling om naar een totalitaire staat te evolueren.

Ten slotte geeft de spreekster aan dat de kennis van het Nederlands voor haar fractie echt belangrijk is. Het Nederlands is niet de taal van een kleine doelgroep, het is één van de officiële landstalen. De regering moet zich ervan bewust zijn dat ze reeds gekozen heeft om een regering te vormen met een minderheid aan Vlamingen en dat ze er voor moet zorgen dat het Nederlands in de commissies voldoende gesproken wordt.

De heer Simon Moutquin (Ecolo-Groen) denkt dat het tijd is om eerlijk te werken. Meerderheid en oppositie moeten stoppen met zinloos gekibbel waar slachtoffers van geweld en discriminatie geen boodschap aan hebben.

Wat het Nederlands betreft, is de spreker blij deel uit te maken van de politieke familie die de verplichte lessen Nederlands op school heeft gehertroduceerd.

Voor de spreker is het duidelijk dat de beleidsnota van de staatssecretaris betrekking heeft op alle doelgroepen. Hij is als man gerust dat het beleid ook hem voldoende bescherming zal bieden tegen mogelijke discriminatie.

De heer Hervé Rigot (PS) vraagt wat de link is tussen de nieuwe Zorgcentra na Seksueel Geweld en het Zorgpersoneelfonds. Dat fonds is namelijk bedoeld om meer handen aan het bed van patiënten te krijgen, het zorgberoep te herwaarderen, nieuw personeel aan te werven in de ziekenhuizen en de thuiszorg te versterken.

hôpitaux et de renforcer les soins à domicile. Le fonds n'est donc pas destiné à financer de nouveaux objectifs.

Mme Katleen Bury (VB) revient sur la question du recrutement du personnel de la ville de Gand. Selon l'oratrice, il y a clairement une discrimination. En outre, la législation européenne et belge stipule clairement que ce type de discrimination n'est pas autorisé dans les relations de travail. Il faut s'attaquer au taux de chômage élevé chez les jeunes d'origine étrangère, mais pas de cette manière.

Mme Nadia Moscufo (PVDA-PTB) se réjouit des mesures concrètes figurant dans les plans de la secrétaire d'État. Toutefois, son groupe restera strict en ce qui concerne l'égalité socio-économique entre les hommes et les femmes.

L'intervenante est également satisfaite de la réponse honnête concernant le budget d'Unia.

M. Robby De Caluwé (Open Vld) estime que la secrétaire d'État a bien compris ses préoccupations et prendra les mesures appropriées pour lutter contre la discrimination.

Mme Nathalie Dewulf (VB) a entendu la secrétaire d'État dire qu'elle est la secrétaire d'État de tous les Belges, d'Ostende à Arlon, mais dans un programme télévisé sur la chaîne RTL, elle a déclaré qu'il n'y a que le VB qui lui reproche sa méconnaissance du néerlandais. La secrétaire d'État ne doit pas oublier qu'avec cette déclaration, elle a offensé environ la moitié du peuple flamand. L'oratrice trouve cela étrange pour une secrétaire d'État à l'égalité des chances.

La secrétaire d'État a certes des projets ambitieux. L'intervenante se félicite dès lors du plan d'action contre la violence intrafamiliale. Cependant, il existe d'autres problèmes, tels que les abus commis sur des enfants et la violence entre partenaires.

En ce qui concerne la violence intrafamiliale, la secrétaire d'État devrait encore résoudre un certain nombre de problèmes. Le numéro 1712 devrait également être disponible après 17 heures. À cette fin, la secrétaire d'État pourrait éventuellement se réunir avec son collègue flamand. En outre, les coûts pour les mères qui sont admises dans les refuges avec leurs enfants sont trop élevés aujourd'hui.

Ce qui frappe l'intervenante dans le budget de la secrétaire d'État, c'est que beaucoup d'argent sera dépensé. Mme Schlitz quadruple le budget des années précédentes, uniquement pour son salaire et pour son cabinet. L'orateur trouve cela étonnant en temps de crise.

Het fonds is dus niet bedoeld om nieuwe doelstellingen te financieren.

Mevrouw Katleen Bury (VB) komt terug op de kwestie rond de aanwerving van stadspersoneel in Gent. Volgens de spreekster is er duidelijk sprake van discriminatie. Zowel de Europese als de Belgische wetgeving stellen bovendien duidelijk dat dit soort discriminatie bij arbeidsbetrokkenen niet mag. De hoge werkloosheidscijfers bij allochtone jongeren moeten aangepakt worden, maar niet op deze manier.

Mevrouw Nadia Moscufo (PVDA-PTB) is verheugd over de concrete maatregelen die in de plannen van de staatssecretaris zijn opgenomen. Haar fractie zal echter streng blijven als het gaat om de socio-economische gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

De spreekster is ook tevreden met het eerlijke antwoord over het budget van Unia.

De heer Robby De Caluwé (Open Vld) denkt dat de staatssecretaris zijn bezorgdheden goed heeft begrepen en dat ze de juiste acties zal ondernemen om discriminatie tegen te gaan.

Mevrouw Nathalie Dewulf (VB) hoorde de staatssecretaris zeggen dat zij de staatssecretaris is van alle Belgen, van Oostende tot Aarlen, maar in een tv-programma op de zender RTL zei ze dat het toch enkel de VBers waren die haar aanspraken over haar gebrekkige kennis van het Nederlands. De staatssecretaris mag niet vergeten dat zij met die uitspraak ongeveer de helft van de Vlamingen heeft geschoffeerd. Dat vindt de spreekster vreemd voor een staatssecretaris voor gelijke kansen.

De staatssecretaris heeft weliswaar ambitieuze plannen. De spreekster is dan ook blij met het actieplan tegen intrafamiliaal geweld. Er zijn echter nog andere problemen, zoals kindermisbruik en partnergeweld.

Met betrekking tot intrafamiliaal geweld, zou de staatssecretaris nog een aantal problemen moeten oplossen. Het nummer 1712 zou ook na 17 u bereikbaar moeten zijn. De staatssecretaris zou hiervoor eventueel kunnen samenzitten met haar Vlaamse collega. Ook zijn de kosten voor moeders die samen met hun kinderen in vluchthuizen worden opgenomen vandaag te hoog.

Wat de spreekster opvalt in de begroting van de staatssecretaris is dat er veel geld zal worden uitgegeven. Mevrouw Schlitz verviervoudigt het budget van de vorige jaren, enkel voor haar salaris en voor haar kabinet. Dat vindt de spreekster opmerkelijk in tijden

La secrétaire d'État devrait avoir l'ambition de devenir la dernière secrétaire d'État à l'égalité des chances. Elle pourrait alors dire qu'elle a accompli quelque chose.

En ce qui concerne la loi antidiscrimination et le débat sur le discours de haine, le groupe de l'intervenante a encore quelques questions et observations. Qui met la limite à quel endroit? Qui décide que ce que quelqu'un dit est un discours de haine? La secrétaire d'État en décide-t-elle ainsi?

L'intervenante estime que le gouvernement a des tendances dictatoriales s'il décide qui est encore autorisé à dire quoi.

Avec son fétichisme antidiscriminatoire et sa névrose obsessionnelle en faveur de l'égalité, la secrétaire d'État pratique justement la discrimination et encourage les inégalités. Elle pratique la discrimination en discriminant positivement certains groupes par rapport à d'autres. Les quotas relatifs à certains groupes cibles sont, de l'avis du groupe VB, plutôt insultants pour ces groupes cibles, et encouragent justement le maintien des inégalités. La discrimination positive est également une forme de discrimination.

L'intervenante sait qu'elle pourrait avoir de longues discussions avec la secrétaire d'État, mais qu'elles ne seront jamais d'accord. C'est pourquoi son groupe ne soutiendra pas la note de politique générale.

VII. — AVIS

La commission émet, par 11 voix contre 6, un avis positif sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 23 – SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (*partim*: Égalité des Chances), n°s 1578/1, 1579/13 et 1580/15.

Le résultat du vote nominatif est le suivant:

Ont voté pour:

Ecolo-Groen: Barbara Creemers, Séverine de Laveleye, Simon Moutquin;

PS: Patrick Prévot, Hervé Rigot, Laurence Zanchetta;

MR: Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin;

van crisis. De staatsecretaris zou de ambitie moeten hebben om de laatste staatssecretaris van gelijke kansen te worden. Dan zou ze kunnen zeggen dat ze iets heeft verwezenlijkt.

Wat de anti-discriminatiewet en het debat over haatspraak betreft, heeft de fractie van de spreekster nog enkele vragen en bedenkingen. Wie trekt waar de grens? Wie beslist dat wat iemand zegt haatspraak is? Beslist de staatssecretaris dat?

De spreekster vindt dat de regering dictatoriale trekjes vertoont als zij zal beslissen wie wat nog mag zeggen.

Met haar antidiscriminatie-fetisj en gelijkheidswangneurose doet de staatssecretaris juist aan discriminatie en ongelijkheid. Zij discrimineert door bepaalde groepen positief te discrimineren ten opzichte van anderen. Quota voor bepaalde doelgroepen zijn, naar de mening van de VB-fractie, eerder beledigend voor die doelgroepen en werken ongelijkheid net in de hand. Positieve discriminatie is ook een vorm van discriminatie.

De spreekster weet dat zij lange discussies zou kunnen voeren met de staatssecretaris, maar dat ze het nooit eens zullen zijn. Daarom zal haar fractie de beleidsnota niet steunen.

VII. — ADVIES

De commissie brengt met 11 tegen 6 stemmen een gunstig advies uit over het wetsontwerp houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021 (met inbegrip van de verantwoording en de beleidsnota) - Sectie 23 – FOD werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (*partim*: Gelijke Kansen), nrs. 1578/1, 1579/13 en 1580/15.

Het resultaat van de naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

Ecolo-Groen: Barbara Creemers, Séverine de Laveleye, Simon Moutquin;

PS: Patrick Prévot, Hervé Rigot, Laurence Zanchetta;

MR: Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin;

CD&V: Els Van Hoof;
 Open Vld: Robby De Caluwé;
 sp.a: Karin Jiroflée.

Ont voté contre:

N-VA: Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels, Yoleen Van Camp;

VB: Dominiek Sneppe, Nathalie Dewulf;

PVDA-PTB: Nadia Moscufo.

Se sont abstenus:

Nihil.

La rapporteure, Séverine de LAVELEYE *Le président,* Thierry WARMOES

CD&V: Els Van Hoof;
 Open Vld: Robby De Caluwé;
 sp.a: Karin Jiroflée.

Hebben tegengestemd:

N-VA: Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels, Yoleen Van Camp;

VB: Dominiek Sneppe, Nathalie Dewulf;

PVDA-PTB: Nadia Moscufo.

Hebben zich onthouden:

Nihil.

De rapportrice, Séverine de LAVELEYE *De voorzitter,* Thierry WARMOES